

Débats

POLITIQUE

Rigueur et gâchis

Par JEAN-LUC MELENCHON (*)

Le nez sur l'événement, n'a-t-on pas oublié que les derniers mouvements sociaux s'inscrivent dans une longue série commencée en novembre et décembre 1986 avec les jeunes et les cheminots ? Chez les socialistes, cet aveuglement a une origine politique. Pour renouer le fil des événements, il faut d'abord s'accorder sur le sens du résultat de l'élection présidentielle. Qui a gagné de la gauche ou de la droite ? Si la gauche l'a emporté, on ne peut pas douter que ce soit en relation avec ce renouveau du mouvement social. La victoire électorale lui apporte un stimulant. Le contexte économique amplifie cet effet. Il est vrai qu'à la première embellie des indices économiques le corps social, raidi par quinze ans de crise, s'effondre dans les luttes. Les arguments de la rigueur ont fini d'effrayer.

Face à cela, l'équipe gouvernementale socialiste ne fonctionne-t-elle pas comme si elle était persuadée d'avoir gagné les élections presque par accident, en tout cas par défaut ? Elle cherche donc à élargir son assise en trouvant chez l'adversaire battu d'élites l'appui qu'il lui faut. L'ouverture au centre, politique du doute de soi, parmi de nombreux autres inconvénients, nous vaut un coûteux contresens politique. Au lieu d'accompagner le mouvement social et de puiser en lui les forces d'une politique socialiste réaliste, on s'installe dans les rapports de forces.

Et l'on sent aussi l'espoir à la peine masqué de faire de la

rétablir la confiance qui permet de supporter que tout n'est pas possible tout de suite.

Aussi discipline économique et fin de la rigueur sociale ne sont conciliables qu'avec de nouveaux critères de redistribution vigoureusement mis en œuvre sans se soucier de plaie à tous en même temps. La masse des salaires ne doit pas évoluer plus vite que celle des richesses ? Soit ! C'est donc que l'arbitrage est à rendre entre catégories de revenus. Par exemple entre contenir les salaires ou protéger les profits nés de la loi Méhaignerie : il faut choisir !

Puisque la TVA augmente actuellement les recettes de l'Etat, pourquoi ne pas en réduire les taux autant sur les produits les plus courants que sur les produits de luxe ? Finir la rigueur sociale, c'est aussi restaurer la liberté d'action des salariés. C'est rétablir l'autorisation administrative de licenciement. C'est engager un plan de réduction de l'emploi précaire en emploi définitif pour que des dizaines de milliers de gens aient enfin un terme à leur angoisse du lendemain. Bref, c'est rétablir la confiance.

C'est enfin mettre en œuvre la dynamique proposée par François Mitterrand lorsqu'il définissait sa conception du rassemblement des Français, à Rennes lors de sa campagne : « La France unie ne se sera que si elle choisit d'être juste, d'être celle qui écarte les privilèges, refuse les exclusions, frappe les injustices et s'attaque inlassablement aux inégalités sociales. »

(*) Sénateur de l'Eure, membre du comité directeur du PS.

DROIT DE GRÈVE

Service minimum et démocratie

par JEAN-PIERRE DURAND (*)

CONTINUITÉ du service public ! La formule magique est lancée. Magique, car sous le couvert de la raison elle est une véritable machine de guerre contre le droit de grève en France. Comment l'interpréter autrement ? Qu'est-ce qu'une grève dont on aurait suffisamment gagné les élections presque par accident, en tout cas par défaut ? Elle cherche donc à élargir son assise en trouvant chez l'adversaire battu d'élites l'appui qu'il lui faut.

L'ouverture au centre, politique du doute de soi, parmi de nombreux autres inconvénients, nous vaut un coûteux contresens politique. Au lieu d'accompagner le mouvement social et de puiser en lui les forces d'une politique socialiste réaliste, on s'installe dans les rapports de forces.

En fait, c'est aux gestionnaires des services publics — et de leur tutelle politique puisqu'elle existe — de réussir la concertation, de passer des accords entre les parties pour que les services fonctionnent normalement. Toute crise n'a que deux issues possibles : ou bien

Autrement dit, le droit de grève est « un et indivisible ». Comme la liberté. Plus encore, il est un

les salariés mécontents sont tellement minoritaires que la grève est étouffée par leurs collègues qui considèrent qu'elle n'a pas lieu d'être ; ou bien la grève trouve un terrain de développement, éclate et dure, et c'est la responsabilité des gestionnaires — et des politiques — qui est engagée, quoi qu'ils déclarent.

Accepter de gérer une entreprise, un service public, des hommes en général, est une lourde tâche. Mais on ne saurait accepter, à partir de l'impréparation ou de l'incapacité de certains gestionnaires, la seule voie de l'autoritarisme. Le service minimum est la profonde négation de la liberté. Il est grand temps que soit mis fin à la politique des petits pas qui grignote nos espaces de liberté, quadrille le social, multiplie les contrôles sociaux. Hier ce fut le débat sur la flexibilité, conduit par la même majorité contre les avis des syndicats.

Aujourd'hui, c'est le droit de grève qui est en cause. Les mots qui habillent la réforme ne sauraient masquer la nature des objectifs.

(*) Professeur de sociologie à l'université de Rouen.

IMMIGRATION

Les cosmopolites contre le peuple

Par JEAN-YVES LE GALLOU (*)

AU seuil de l'année 1989 l'immigration est revenue au premier plan de l'actualité. En vérité, elle n'aurait jamais dû s'en éloigner. Non que l'immigration soit le seul problème français. Le niveau du chômage, le déclin démographique, le gaspillage humain et financier de l'éducation nationale sont plus que jamais préoccupants.

Mais l'immigration est le lieu symbolique du débat sur l'avenir de la nation française. C'est sur ce thème que s'opposent de la façon la plus claire partisans du cosmopolitisme et défenseurs de l'identité nationale.

Entendons-nous bien : le mot cosmopolite ne doit pas être compris dans son acception des années 30. Ceux qui feignent de le comprendre ainsi tentent de réduire le débat entre « racistes » et « anti-racistes » pour culpabiliser leurs adversaires. En vérité, le mot cosmopolite appartient au vocabulaire d'aujourd'hui, au vocabulaire « branché ». Le mot cosmopolite appartient à ceux qui le revendiquent, qui le mettent en valeur, comme Globe, dont l'éditorial de fondation affirmait fièrement : « Bien sûr, nous sommes résolument cosmopolites. Bien sûr, tout ce qui est terroir, bêtises, bourrées, binous, bref, franchouillard ou cocardier, nous est étranger, voire odieux. »

Oui, le seul olivage important en France aujourd'hui, c'est celui qui oppose les cosmopolites aux nationaux.

Les cosmopolites veulent dissoudre la France dans une société multiculturelle, ouvrir encore plus

largement nos frontières. Tel qu'il est compris à l'étranger, dans les pays d'émigration, le sens du message de vœux de François Mitterrand est clair : venez !

Les nationaux, quant à eux, veulent protéger la France et l'Europe de l'immigration-invasion du tiers-monde et défendre l'identité ethnique et culturelle de nos provinces, de notre nation, de notre continent.

Le véritable enjeu des municipales

Avant même d'opposer les partis politiques entre eux, ce clivage oppose les élites au peuple. Dans leur majorité, les oligarchies sont cosmopolites. Les oligarchies religieuses parce que, même dans le domaine temporel, elles privilégient l'universel sur les identités particulières : les oligarchies financières parce que leur champ d'action tend de plus en plus à être un marché mondial, et que les frontières leur paraissent des obstacles dépassés ; les oligarchies médiatiques parce que, selon la formule de McLuhan, le monde est pour elles « le village planétaire ».

Dans sa majorité, le peuple, lui, est identitaire : il veut défendre ses coutumes, ses traditions, ses façons d'être, son terroir et ses

clochers, pourrait-on dire, son droit à l'enracinement, tout simplement.

Quant aux hommes politiques, ils sont désarticulés : comment plaire aux oligarchies qui leur tendent le haut-parleur, leur fournissent le nerf de la guerre et les estampillent du sceau de la morale... sans déplaire au peuple dont les voix sont, au moins épisodiquement, nécessaires ?

Certains résolvent cette contradiction à leur manière : en tenant le discours de Le Pen dans leur ville ou leur circonscription et en votant comme Harlem Désir le souhaite dans les Assemblées. C'est là l'origine de la crise de la représentation.

Globalement, on peut toutefois dire que le PS cosmopolite, le PC internationaliste et le centre mondialiste défendent le projet d'une société multiculturelle à laquelle seul le Front national s'oppose avec clarté.

Quant aux marxis RPR et UDF, il flotte entre deux eaux : militants et électeurs sont résolument nationaux, mais leurs élus-majors sont largement acquis aux thèses cosmopolites.

Quant aux gaullistes — s'il en reste — il est temps qu'ils se souviennent que pour le général de Gaulle « nos pères sont entrés dans l'histoire avec le glaive de Brennus ». Et que l'héritage multiséculaire de la France ne peut être sacrifié sur un coup de tête.

L'immigration n'est que le révélateur du véritable enjeu des prochaines élections municipales et européennes : la défense de notre identité.

(*) Président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France, député national aux études du FN.

Au courrier du Monde

ESPACE

Se loger à Paris

Dans l'article « Paris dort-il ? » (Le Monde du 15 décembre 1988), M. Bidou évoque les problèmes fondamentaux de la capitale. Il a cependant passé sous silence celui qui est le plus important pour la vie des Parisiens : comment peut-on se loger aujourd'hui à Paris dans de bonnes conditions ?

Les loyers des appartements libres ont évolué très fortement en 1986 et 1987. Le prix d'acquisition d'un appartement neuf, quelle que soit sa localisation dans Paris, atteint un niveau tel qu'il le rend souvent inaccessible à la plupart des Parisiens.

Les loyers, lors du renouvellement des baux, et les prix de vente des appartements anciens ont une tendance naturelle à suivre le mouvement.

Pourquoi ? Les besoins de logements à Paris (y compris le renouvellement du parc vétuste) nécessitent la construction de 10 000 logements neufs non aidés par an. Il en a été construit 1 500 en 1986, 1 600 en 1987, 2 300 environ en 1988.

Ce phénomène est-il dû à un manque de dynamisme des promoteurs, un manque de moyens financiers ?

Non. Paris souffre d'une dramatique pénurie de terrains constructibles. Celle-ci n'est pas inéluctable. Elle est le résultat de la politique malthusienne des années 70, dont l'ancien POS a été l'expression la plus parfaite.

Le nouveau POS tente d'apporter quelques remèdes à cet état de fait, notamment en augmentant de 11 % les possibilités de construire sur un terrain libre (COS). C'est bien. C'est insuffisant. Rappelons que l'urbanisme haussmannien, dont personne ne conteste aujourd'hui la qualité, donnait des possibilités de construire supérieures d'au moins 20 %.

Quant aux espaces verts, l'exemple choisi par M. Bidou est effectivement intéressant à analyser. Que fallait-il choisir pour le parc de Puteaux ? Une belle tache verte sur le POS de Paris, camouflant la réalité : un terrain occupé « provisoirement » depuis quarante ans par des

baraquements à l'esthétique pour le moins contestable.

Ne valait-il pas mieux réaliser une opération immobilière qui, outre la mise sur le marché de nombreux appartements, dont un tiers affecté au logement social (PLI), permet au ministère de l'Équipement de financer sa nouvelle installation, et donc de libérer les lieux, et offre à la Ville un parc payagé de 1,5 hectare entièrement aménagé, y compris de très importants équipements sportifs et sociaux.

La Ville est un être vivant, tiraillé entre son passé, son présent et son avenir. Gardons-nous d'a priori et de dogmatisme dans sa gestion.

Rappelons-nous qu'il n'y a pas si longtemps chercheurs et politiques gloçaient à l'infinité sur la nécessité d'une « croissance zéro ». Nous l'avons eue. Nous en récoltons tous les jours les fruits amers !

PAUL-LOUIS CAMIZON
Président de la Chambre syndicale des promoteurs-construteurs de la région Ile-de-France.

7 F
NUMÉRO DE
JANVIER 1989

Le Monde
dossiers et documents

LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

LA POLITIQUE DES SALAIRES

- Le temps de la rigueur
- La stagnation des revenus
- La montée du mécontentement
- La recherche d'un dialogue

LE RENOUVEAU DES NATIONS UNIES

- La revanche du « machin »
- Les causes du blocage
- Le succès de l'ONU
- Les dossiers du long terme

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 05

Tél : (1) 42-47-57-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1983)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-59-51.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	708 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 080 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 360 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 03-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en prévision : vos changements sont envoyés à l'adresse ci-dessus avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

La tension américano-libyenne

Les débats au Conseil de sécurité ont reflété une volonté de modération

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

La réunion du Conseil de sécurité, convoquée le jeudi 5 janvier à la demande de la Libye, a apporté une note nouvelle, une volonté manifeste de modérer les ardeurs des uns et des autres et de trouver une issue honorable à ce qui ressemble déjà à une « sortie » diplomatique. Interrogé sur les buts poursuivis par son gouvernement devant le Conseil, l'ambassadeur libyen, M. Ali Sami Montasser, a répondu qu'il « ne souhaitait pas spéculer » sur l'issue de la réunion, mais qu'il « voulait que le monde entier sache ce qui s'est passé ». Si tel était réellement

l'objectif de Tripoli, il a été atteint dès la première séance.

Dans son « réquisitoire », l'ambassadeur Montasser a réitéré la position libyenne telle qu'elle avait été rendue publique quelques heures après l'incident au large de Tobrouk. Tripoli estime que la marine américaine s'est livrée à un « acte de terrorisme » en abattant des avions de reconnaissance non armés, cherchant ainsi à « intimider un peuple pacifique » par des « actes de guerre prémédités ».

La Libye a été soutenue par le représentant du groupe arabe de l'Assemblée générale, qui a « fermement condamné l'agression contre un Etat libre », par l'ambassadeur

de la Ligue arabe, par l'ambassadeur du Burkina-Faso, par le représentant de la Syrie, par la Tunisie et par Cuba, dont le représentant a affirmé à propos de l'usine de Rabta : « Même si l'usine en question devait être réellement destinée à produire de l'armement chimique, les Etats-Unis ne sont pas autorisés à se comporter en gendarme du monde ».

Le délégué américain, l'ambassadeur Herbert Okun, a donné la préférence à une froide énumération des faits, tels qu'ils ont déjà été présentés par le Pentagone. Selon M. Okun, des films et des photos prouveraient que les avions libyens abattus étaient armés de missiles air-air et que la méfiance des pilotes

américains à leur égard était tout à fait justifiée en raison de leur « comportement menaçant ». Aucun pays occidental n'a demandé la parole pour soutenir le représentant de Washington.

Le Conseil devait reprendre ses travaux vendredi, car le projet de résolution, élaboré par la Libye, conjointement avec le groupe des non-alignés de l'Assemblée générale, n'était pas encore prêt jeudi soir. En réalité, plusieurs diplomates estiment que la résolution ne verra jamais le jour en raison de la difficulté que le Conseil éprouve à obtenir des renseignements indépendants sur la nature de l'incident.

CHARLES LESCAUT.

La reconstitution du combat aérien

Les explications du Pentagone laissent des zones d'ombre

WASHINGTON
de notre correspondant

L'administration Reagan maintient sa version des faits et s'applique à convaincre l'opinion mondiale de sa bonne foi : si les deux Mig libyens ont été abattus, c'est parce qu'ils avaient en un comportement clairement hostile, alors que les Américains n'avaient pour leur part aucune mauvaise intention.

Pour prouver de ces affirmations, le Pentagone a rendu public, jeudi 5 janvier, des extraits de l'enregistrement du dialogue échangé par les pilotes des F-14 avant et pendant l'affrontement, ainsi que quelques photos prises par les avions américains, et un compte rendu détaillé, à la seconde près, des différentes phases de l'incident.

L'ensemble de ces documents est saisi par « parce qu'il restitue l'atmosphère d'un combat aérien moderne, où le radar règne en maître et où les pilotes, pour l'essentiel, ne voient même pas les avions adverses (le « premier contact visuel » est établi alors que les deux groupes d'appareils se livrent depuis déjà neuf minutes à des manœuvres et à des contre-manoœuvres, et après que les deux premiers missiles américains ont été tirés, sans succès, en direction des Mig).

L'enregistrement du dialogue des pilotes semble aussi confirmer certains éléments essentiels de la « version » américaine des faits — notamment que les Mig se sont obstinés à rester le cap sur les F-14 à chaque fois que ces derniers changeaient de direction ou d'altitude. « Les voyous m'ont remis le nez dessus pour la cinquième fois », s'écrit à un moment l'un des pilotes américains. De même, la décision de tirer a bien été prise par le chef de la patrouille américaine, sans consultation avec le porte-avions ou quelque autre autorité supérieure.

Enfin, une photo publiée par le Pentagone permet de distinguer, sous les ailes de l'un des Mig, des formes qui semblent bien être des missiles — alors que les Libyens, par l'intermédiaire de leur ambassadeur à l'ONU, ont affirmé que leurs avions étaient des appareils de reconnaissance non armés. « L'ambassadeur est un menteur », a d'ailleurs déclaré sans façon le porte-parole du Pentagone, comme en écho au président Reagan, qui a laissé tomber pour sa part, cette fois à propos du numéro un libyen : « Cela fait longtemps que je ne crois plus un mot de ce que dit Kadhafi ».

Malgré, pour le reste, les documents publiés par le Pentagone n'apportent pas vraiment la preuve que les Mig

libyens avaient des intentions hostiles. A aucun moment, ils n'ont paru vouloir tirer, même après que les premiers missiles eurent été tirés vers eux, ni même s'être préparés à le faire (aucun « radar de tir » n'a été dirigé sur les avions américains, contrairement à ce que certaines informations non officielles diffusées aussitôt après l'incident avaient indiqué).

Plus près de la Libye

D'autre part, pour détaillé qu'il soit, le compte rendu du Pentagone s'abstient de donner au moins une indication qui aurait été fort intéressante : le cap suivi par les appareils américains au moment où les Mig ont décollé pour se porter à leur rencontre. Il semble plus que vraisemblable que les F-14 faisaient route au sud, c'est-à-dire en direction des côtes libyennes, puisque, selon les indications données mercredi, les F-14 se trouvaient à 70 milles de la Libye au moment où les Mig ont été localisés, et à 40 milles seulement au moment de l'affrontement proprement dit. L'hypothèse selon laquelle les Libyens auraient cru être l'objet d'une agression, ou au moins d'une manœuvre d'intimidation, ne peut donc être totalement écartée.

Le compte rendu minuté de l'incident permet en revanche de suivre

les derniers instants des appareils libyens : à 12 h 01 minute et 20 secondes (heure de la Méditerranée orientale), le F-14 du chef de patrouille tire un premier missile Sparrow puis, deux secondes plus tard, un second, qui manque aussi son but. Les deux Mig s'écartent alors de leur trajectoire mais se rapprochent de ce fait de l'autre F-14, qui tire à son tour un Sparrow. Celui-ci fait mouche. « Good Kill, good kill », entend-on alors crier dans le micro de l'autre appareil américain.

C'est alors au tour du premier F-14 de régler son compte au second Mig, qui zigzague à moins d'un mille et demi devant et finit par présenter sa tête, un objectif parfait pour le missile Sidewinder guidé par la chaleur.

Il est 12 h 02 min et 36 secondes. « Cap au nord, tirons-nous de là », s'exclame le chef de patrouille. Et puis, à l'attention du porte-avions John Kennedy, ce rapport succinct : « Deux Floggers (les Mig-23, dans la terminologie de la Navy), deux Floggers au jus ».

Après, les équipages américains ont aperçu deux parachutes. Cinq heures durant, les Libyens s'efforcent, notamment avec un hélicoptère, de retrouver leurs propres pilotes : sans résultat, selon le Pentagone.

JAN KRAUZE.

M. Shultz laisse entendre que Washington pourrait accepter une autre solution que la destruction de l'usine de Rabta

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz a laissé entendre, jeudi 5 janvier, que les Etats-Unis pourraient accepter une autre solution que la destruction de l'usine libyenne de Rabta, construite, selon Washington, pour fabriquer des armes chimiques, mais il n'a pas précisé à quelles options il faisait allusion.

Etats-Unis : le soutien de la Libye au terrorisme.

La solidarité des Arabes

Les autorités ouest-allemandes ont mis jeudi hors de cause la firme Imhausen-Chemie de Lahr (sud-ouest de la RFA) dans la construction de l'usine chimique libyenne Pharma-150. « Autant que nous ayons pu en juger d'après les documents de cette entreprise », Imhausen-Chemie et ses filiales n'ont exporté « ni matériel, ni plan de construction, ni savoir-faire », que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'un pays tiers, a précisé le porte-parole de la direction des douanes de Fribourg, à l'issue de trois jours d'enquête. Les autorités sud-coréennes ont démenti pour leur part que des entreprises sud-coréennes aient été impliquées dans la construction de l'usine de Rabta. Cinq sociétés sud-coréennes sont actuellement engagées en Libye dans des projets d'un coût estimé à quelque 3 milliards de dollars.

La plupart des gouvernements arabes, à l'exception de l'Egypte qui a prôné la modération, ont exprimé leur solidarité avec la Libye. L'Arabie saoudite, qui est un des alliés les plus proches des Etats-Unis dans la région, s'est déclarée profondément préoccupée par l'incident de mercredi et a affirmé sa « solidarité totale avec le peuple libyen ». Le Koweït, qui a placé la moitié de sa flotte de pétroliers sous pavillon américain pour bénéficier de la protection de la marine des Etats-Unis dans le Golfe pendant la guerre irakienne, a qualifié l'incident d'« acte dangereux ».

Unanimité tunisienne

Pour la première fois, nous câble notre correspondant à Tunis, l'ensemble des forces politiques de Tunisie, toutes tendances confondues, ont publié, jeudi 5 janvier, un texte commun pour condamner « l'odieuse forfaiture » américaine contre les deux Mig libyens. Dans ce communiqué, au ton nettement plus vigoureux que la réaction gouvernementale de la veille, sont dénoncées la « violation criante » du droit des Etats à disposer de l'espace aérien international et la « transgression flagrante » des conventions internationales. Les signataires se déclarent préoccupés par « les conséquences que cette agression pourrait entraîner pour la région et la sécurité internationale ».

Faisant allusion aux entretiens que M. Ben Ali avait eus avec les ambassadeurs américain et libyen, au lendemain de la menace d'intervention militaire américaine contre la Libye, les sept partis politiques expriment leur soutien au chef de l'Etat pour « les bons offices » qu'il a entrepris. Ils affirment aussi que tous les Tunisiens se tiennent, « en toute loyauté et détermination », aux côtés du « peuple libyen frère ».

ISRAËL

Réduction de plus de 3 milliards de francs du déficit budgétaire

JÉRUSALEM
de notre correspondant

A l'issue d'une réunion marathon de plus de douze heures, le gouvernement israélien a adopté, jeudi 5 janvier, un des éléments essentiels du plan d'assainissement du ministre des finances, M. Shimon Peres : une réduction d'un milliard 100 millions de shekels (environ 3,5 milliards de francs) du déficit du budget de l'Etat. Mais, contrairement à ce qui était initialement prévu, cet objectif ne sera pas atteint essentiellement par des compressions budgétaires, mais par l'imposition de nouvelles taxes et vignettes.

Les réductions budgétaires proprement dites n'atteindront que 400 millions de shekels. Les crédits du ministère de la défense ne seront amoindris que de 120 millions de shekels, alors que le départ en partait de 350 millions. Il est vrai que le ministre de l'Intérieur, M. Itzhak Rabin, a mené campagne pour mettre en garde contre ces nouvelles compressions, après celles acceptées ces trois dernières années (600 millions de dollars).

Il est vrai aussi que si les crédits de la défense représentaient en 1978 29 % de l'ensemble du budget d'Israël, ils sont tombés à 20,5 % en 1987 et à 17,2 % en 1988. Cette diminution s'explique aussi par le fait que le remboursement de la dette extérieure d'Israël a, lui, sensiblement augmenté et représente actuellement près de la moitié du budget.

En fait, les crédits de la défense s'élèveront cette année à 9 milliards de shekels. Et la part américaine a augmenté ces dernières années : l'assistance militaire des Etats-Unis, qui était de 1,4 milliard de dollars, est passée depuis 1987 à 1,8 milliard. On pourrait donc dire que la réduction de 120 millions de shekels constitue une goutte d'eau dans ce budget de la défense. Cependant, M. Rabin fait remarquer que, en

réalité, les compressions atteignent plus de 200 millions de shekels car son budget, pour l'année prochaine, ne comprend pas les crédits nécessaires à la lutte contre le soulèvement dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Dans le domaine des compressions budgétaires, il faut mentionner les nouvelles réductions des subventions qui vont provoquer, notamment, une forte augmentation des tarifs de transports en commun. Autres mauvaises nouvelles : l'enseignement gratuit est supprimé dans les lycées ; une surtaxe est imposée sur les voitures de grosse cylindrée et certaines prestations sociales diminuent.

Deux membres du gouvernement ont voté contre ces mesures, le ministre de l'Éducation ainsi que M. Ariel Sharon, ministre du Commerce et de l'Industrie. Ce dernier reproche au plan de M. Peres de ne pas débiter de crédits pour la création des huit colonies de peuplement dans les territoires occupés prévues par l'accord de coalition entre le Likoud de M. Shamir et le Parti travailliste. — (Indefm).

● Un pétrolier saoudien coulé dans le détroit d'Ormuz. — Le *Sagheera*, un pétrolier de 36 984 tonnes, qui avait pris feu jeudi 5 janvier, après une explosion, a coulé vendredi matin, dans le détroit d'Ormuz, à 3 kilomètres environ des côtes d'Oman. Une mine pourrait être à l'origine de l'incident qui a fait six victimes, membres de l'équipage, dont le commandant du navire. Le bâtiment, sous pavillon saoudien, appartient à la société Avin International Bunker Supply Company, basée au Pirée (Grèce). Il venait du port de Foujeirah, et se dirigeait vers le port saoudien de Mina Saoud, où il devait charger. C'est le premier accident maritime grave survenu dans le golfe Persique depuis l'arrêt des combats entre l'Irak et l'Iran en août 1988.

Le bureau de l'OLP à Paris va devenir « délégation générale de Palestine »

Le bureau de l'OLP à Paris sera élevé au rang de « délégation générale de Palestine », sans toutefois, que lui soit accordé de statut diplomatique, a annoncé, le jeudi 5 janvier, M. François Mitterrand lors d'un entretien avec les journalistes à l'occasion de la présentation des vœux à la presse. Le chef de l'Etat a expliqué que la France ne reconnaît pas les Etats qui disposent d'un territoire, il n'était pas possible d'accorder à l'Organisation de libération de la Palestine un tel statut diplomatique et les privilèges, dont l'immunité, qui en découlent.

Malgré, a souligné M. Mitterrand, « s'il n'y a pas de patrie palestinienne aujourd'hui, il y a comme la renaissance d'un peuple palestinien », et l'OLP en proclamant, à Alger, le 15 novembre, un Etat

palestinien, « a modifié la situation » de telle manière qu'on « ne peut pas ne pas en tenir compte ». « Toute novation présuppose la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence et à la sécurité », de même que « le droit des Palestiniens à une terre et à une patrie », a-t-il encore dit, ajoutant que par ses décisions d'Alger (où la centrale palestinienne avait également reconnu les résolutions 242 et 338 de l'ONU valant reconnaissance de fait de l'existence d'Israël), « l'OLP a rendu possible ce qui se passe aujourd'hui ». « C'est à Israël qu'il importe maintenant de répondre », a poursuivi M. Mitterrand, avant de conclure : « Il faudra bien que les peuples d'Israël et de Palestine cohabitent en tant que voisins ».

D'autre part, interrogé sur l'éventualité d'une rencontre avec le chef

de l'OLP, M. Mitterrand a déclaré qu'il ne voyait pas pourquoi il ne « discuterait pas avec M. Arafat comme avec n'importe quel responsable d'un peuple dans le monde ».

Attendue depuis la réunion d'Alger, la décision française de rehausser le statut du bureau de l'OLP à Paris a suscité la déception de l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovidio Solfer, qui a cependant considéré comme « une bonne chose en soi » que les privilèges diplomatiques ne soient pas accordés à l'Organisation de libération de la Palestine. Représentant de l'OLP, M. Ibrahim Souss s'est quant à lui félicité de l'initiative française, qui, selon lui, signifie que la France prend « acte politique » de la proclamation d'un Etat palestinien.

Afrique

Le retour manqué d'Amin Dada

Idi Amin Dada, l'ancien dictateur ougandais supportait-il mal son exil à Djeddah, en Arabie saoudite où il vivait depuis qu'il avait été chassé du pouvoir en 1979 ? Toujours est-il que l'ancien dictateur se trouve, depuis mardi 3 janvier, à l'aéroport de Kinshasa où il a été placé en garde à vue par les autorités locales en attendant une « prochaine expulsion ».

Parti dimanche 1^{er} janvier de Djeddah, il avait fait successivement escale à Lagos au Nigeria, puis à Libreville au Gabon où les responsables de la compagnie nationale l'avaient même accueilli avec des égards particuliers. Reconnu par le pilote de l'appareil d'Air Zaïre, il a été aussitôt « cueilli » à l'aéroport de Kinshasa d'autant qu'il ne disposait d'aucun document de

voyage nécessaire pour rentrer au Zaïre. Selon des sources officielles — il était porteur d'un faux passeport zairois — il faisait partie d'un lot de documents officiels volés récemment.

L'ancien dictateur avait tenté sans succès de gagner le Zaïre par un vol régulier de la compagnie belge Sabena avant d'emprunter un avion de la compagnie Air Zaïre. Les responsables locaux sont fort embarrassés par la présence sur leur sol de ce visiteur inopiné. « Nous ne pouvons pas l'accueillir sans mettre en danger nos rapports avec l'Ouganda voisin où Amin est encore considéré comme indésirable vu son passé », a expliqué une source proche de la présidence de la République Zaïroise. — (AFP-Reuter.)

COMMENT ECHANGER
DES DONNEES
INFORMATIQUES
A DISTANCE SANS RISQUE
ET A MOINDRE COUT ?

CE MOIS-CI DANS

TELECOMS • TRAITEMENT DE DONNEES
TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION
ELEMATIQUE MAGAZINE
la maîtrise des technologies de la communication

هكذا من الأصل

Une arme contre laquelle on peut se prémunir

Contrairement à une idée répandue, peu d'agents chimiques — moins d'une soixantaine — dans l'inventaire des substances disponibles offrent des caractéristiques compatibles avec un emploi spécifique militaire, sauf à vouloir obtenir un effet de terreur sur des populations-cibles. Certes, les armes chimiques peuvent infliger de très lourdes pertes humaines : on l'a constaté un peu partout dans le monde, depuis leur première utilisation par les Allemands, en avril 1915, à Ypres, en Belgique. Mais, à la différence de ce qui se passe pour le nucléaire et, même, pour certaines armes classiques modernes, on peut plus aisément se prémunir contre la menace des armes chimiques.

Et, d'abord, quelles armes chimiques ? L'habitude a été prise de les classer en trois grandes catégories selon le degré et la nature de leur toxicité. Cette classification n'est pas absolue. Son seul mérite reste de pouvoir différencier les agents de la guerre chimique en fonction de leurs effets militaires recherchés sur le terrain.

● **Primo** : les produits neurotoxiques, dont l'action est rapide et furtive. Ils irritent ou excitent les terminaisons nerveuses et les voies respiratoires, comme les lacrymogènes (dangereux en espace confiné), les stématoxiques ou certains urticants (connus pour provoquer des brûlures plus ou moins passagères). Ces agents neurotoxiques n'intéressent pas les seules opérations de maintien de l'ordre. Ils sont fréquemment utilisés dans des guerilles ou des conflits subversifs.

● **Secundo** : les produits incapacitants, sélectionnés pour mettre hors de combat sans nécessairement tuer. Ils agissent insidieusement sur le psychisme (comme ces substances psychotropes qui perturbent le comportement) ou sur le physique (comme ces composés médicamenteux qui intoxiquent ou qui altèrent les réflexes) jusqu'à la paralysie de l'individu.

Une nouvelle étape

● **Tertio** : les agents létaux, qui sont conçus pour entraîner la mort de certains, comme le phosgène, sont très répandus parce qu'ils ont de nombreuses applications industrielles ou commerciales. Mais ce sont d'authentiques agents de la guerre chimique, tels les substances suffoquantes du premier conflit mondial (contrebutées par le célèbre masque à gaz) qui lésent les tissus pulmonaires, les produits vésicants qui s'en prennent à la structure cel-

lulaire, ou certains composés toxiques organophosphorés qui bloquent la transmission nerveuse et qui sont des dérivés d'insecticides (comme le Tabun, le Sarin ou le Soman) particulièrement recherchés et très répandus.

Il est difficile d'évaluer les stocks en présence dans les différents pays, tant la prolifération chimique s'est développée — à commencer par la guerre irako-iranienne — depuis la fin de la seconde déflagration mondiale. Deux estimations, cependant : on crédite généralement l'Union soviétique d'un total de 30 000 à 125 000 tonnes d'agents chimiques et les Etats-Unis d'un stock de 38 000 tonnes d'une inégale efficacité selon l'ancienneté des munitions.

Mais quelle que soit la réalité, l'évolution de cet armement a été sensiblement la même partout. Des produits suffoquants ou vésicants de la première guerre mondiale, on est passé, à la fin des années 30, à des produits plus élaborés, comme les neurotoxiques, censés donner des gaz de combat entre vingt et cent fois plus dangereux. Aujourd'hui, on a même franchi une nouvelle étape, avec l'apparition des armes dites binaires : deux produits, inoffensifs lorsqu'ils sont séparés par une membrane dans la munition, engendrent une substance toxique quand un choc ou une explosion les fait se mélanger. La production en série peut rester discrète — contrairement toute perspective de contrôle — et la manipulation du projectile se faire en sécurité.

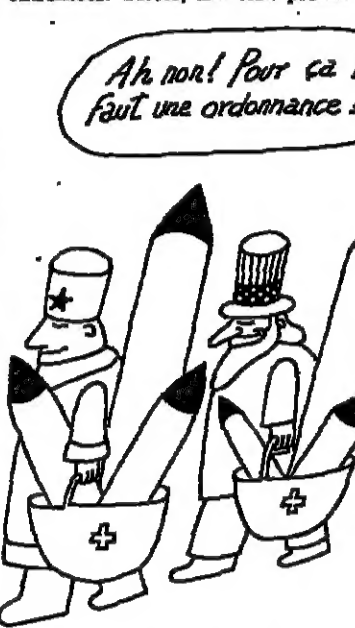
Contre les hommes seulement

Rien n'est plus aisé que d'introduire ces agents chimiques dans des contenants largables d'avion ou d'hélicoptère, dans le corps d'un obus ou dans la tête d'une roquette air-sol. Le produit en question se présentera sous forme de gouttes ou de solénoles ou à l'état de vapeur. Le danger toxique vient, dans ces conditions, tout autant des retombées sur les populations que de la contamination par contact avec des objets souillés.

A la différence de l'arme nucléaire, l'arme chimique n'a d'effets directs que sur l'homme, et elle est très sensible à l'existence ou, au contraire, à l'absence de certaines conditions dans l'environnement.

Ainsi, les circonstances atmosphériques peuvent en entraver le développement. L'aptitude à la dispersion du produit et sa persistance sont

autant d'éléments avec lesquels un état-major doit compter. Le mode de largage de la charge toxique comme le temps d'exposition des populations-cibles importent beaucoup à l'efficacité de l'arme. Et jusqu'à la topologie du terrain, sans méconnaître la qualité des défenses immunitaires des victimes potentielles. Autant de considérations qui, sans être exhaustives, font que l'arme chimique peut se voir opposer des parades (détecteurs précoces d'alerte, matériaux et vêtements de protection, filtres, masques, abris, etc.), assurant une bonne prévention à des troupes bien équipées et entraînées. Certes, une telle protec-



tion est contraignante. Mais elle n'a pas besoin d'être permanente devant des agressions décelées à temps.

Ce serait différent dans le cas des populations civiles et, notamment, des citadins même si l'épandage urbain d'un agent chimique pose des problèmes techniques quasi insurmontables.

Les civils sont les premiers otages en puissance d'une guerre chimique ou d'une simple menace destinée à provoquer une panique. Cette caractéristique ne suffit pas cependant à faire de l'arme chimique une arme aussi dissuasive que le nucléaire. Pour les puissances nucléaires, le scénario apocalyptique d'une attaque chimique d'envergure contre leurs cités — pour imparable qu'il soit — relève d'une appréciation stratégique de la situation, déclenchent ou excluent une riposte de nature nucléaire.

JACQUES ISNARD.

Attention aux pesticides !

Les armes chimiques sont vieilles comme le monde. Dès 1899, leur prohibition fut décrétée à la Conférence de la paix qui se tint à La Haye. Décision vaine puisque le 22 avril 1915 marqua le début de la guerre chimique. « Ce jour-là, sur le conseil du professeur Fritz Haber, auteur de la synthèse de l'ammoniac et directeur du département de la guerre chimique, le commandement allemand fit déverser sur les lignes françaises 168 tonnes de chlore contenu dans des cylindres (1) ». Résultat : cinq mille morts sur les quinze mille soldats atteints.

Dès lors, les laboratoires des deux

pour la plupart bien connues et la technologie nécessaire à leur fabrication est quelque peu rustique. Quant aux chimistes qualifiés, leur nombre est si grand, à la différence des spécialistes du nucléaire, qu'on peut en trouver sans trop de difficulté. Excess de pessimisme ? Certainement pas. Comme l'explique M. Jean Jacques, directeur de recherche biochimie au CNRS, « le phosgène est un produit intermédiaire relativement courant utilisé par l'industrie chimique. Quant à l'ypérite, je peux en produire dans mon laboratoire dans les huit jours ».

Cette apparence rassurante est d'autant moins rassurante que, note un chimiste, « les formules de ces armes chimiques n'ont pas été fondamentalement améliorées depuis leur découverte. Seule, dit-il, la technique de conditionnement a évolué avec la mise au point d'armes binaires dans lesquelles sont stockés séparément deux produits inertes dont le mélange, au moment de l'explosion de l'obus ou du missile, forme la toxique désirée ». Mais sur le fond, rien n'a vraiment changé. On retrouve toujours, dans la panoplie des toxiques disponibles, « les armes de la première guerre mondiale qui sont des produits de grosse cavalerie, comme le chlore ou l'ypérite, et celles issues des recherches de la deuxième guerre mondiale qui furent peu ou peu utilisées et dont dérivent une bonne partie des insecticides et des pesticides modernes ».

Des effets destructeurs

Tout le problème de la prolifération ou de la transformation d'usines chimiques civiles en usines à vocation militaire tient dans cette dernière remarque. « On peut très facilement transformer un pesticide ou insecticide en produit mortel », souligne M. François Mathé, professeur à l'Ecole polytechnique. Il suffit pour cela de modifier légèrement une structure chimique, de changer un atome ou un radical pour exalter ou au contraire réduire la toxicité de tel ou tel organophosphoré utilisé en agriculture. Les systèmes biologiques, en particulier ceux de notre organisme, sont en effet si fins, si sélectifs, que le moindre changement dans une molécule conduit le produit à se fixer sur un autre récepteur organique avec parfois les effets destructeurs que l'on peut imaginer.

Ce type de manipulation est, hélas ! à la portée du premier chimiste un peu compétent. On peut

donc se demander s'il est tout aussi aisé de détourner une installation civile pour l'orienter vers la production d'armes chimiques. Tous ne le peuvent pas. C'est le cas des unités de fabrication de polyéthylène dont les appareillages sont, pour des raisons économiques, peu adaptés à de tels changements. Mais ce n'est pas celui des unités de production de pesticides, d'insecticides, d'engrais ou de produits pharmaceutiques.

Dans une usine chimique, « tout se passe un peu comme dans l'industrie du bâtiment préfabriqué ». On ne fait qu'assembler entre eux des éléments déjà construits ailleurs. « Pour synthétiser un produit chimique », explique M. Mathé, « on assemble petit à petit des briques élémentaires » — de cinq ou six atomes — les synthèses — sortes de produits intermédiaires que l'on trouve prêts à l'emploi dans le commerce. « Ce qui change, c'est la manière de conduire la séquence d'assemblage, de faire le ciment, de distribuer les cuves des réacteurs chimiques, les systèmes de filtration et de chauffage, les colonnes de distillation, les sources d'énergie, les fluides et les gaz pour obtenir le produit fini ».

Réorganiser les circuits pour une production différente est presque un jeu d'enfant.

Discontinuer le fonctionnement d'une usine est donc facile, note un spécialiste, la détournement de sa fonction première aussi, mais, fort heureusement, cacher longtemps son existence ne l'est guère. « Pas question d'acheter un réacteur chimique en cachette. Cela se remarque », car ces produits, bien que de technologie moyenne, sont peu courants.

« Aussi, quand quelqu'un fait son marché, cela se sait car le nombre des fabricants est réduit. On peut donc aisément suivre le trajet des produits. Ce sont vraisemblablement ces preuves qui, plus que les satellites, ont permis aux Américains de confirmer l'existence de l'usine de médicaments que la Libye fait construire au sud-est de Tripoli. Elle est une menace réelle ? Aux enquêteurs de le dire et aux diplomates de mettre en place les contrôles nécessaires ».

Reste que le danger existe qu'un groupe ou un Etat produise des armes chimiques. Avec des résultats d'autant plus terribles que les techniques chargées d'élaborer des systèmes de protection et de décontamination ne sont pas toujours armées pour pallier les effets de certains produits toxiques.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) La Recherche, Octobre 1970.

Les Etats industriels veulent arrêter la prolifération

(Suite de la première page.)

C'est de la même manière la prolifération de l'arme chimique dans certaines régions du tiers-monde, en particulier le Proche-Orient, qui déplace aujourd'hui le problème du terrain strictement Est-Ouest sur lequel il se situait vers un terrain plus vaste : la véritable gageure, la plus grande difficulté, n'est plus de parvenir à un accord américano-soviétique prescrivant la destruction des stocks existants et interdisant la fabrication de l'arme chimique ; la difficulté est de doter un tel accord d'un caractère universel, c'est-à-dire de mettre au point, à Genève, sous l'égide de l'ONU, une convention à laquelle adhèreraient des Etats non nucléaires qui n'ont trop tendance à considérer l'arme chimique comme « la bombe atomique du pauvre ». Ce sera le vrai débat de la conférence de Paris.

Les horreurs de la guerre du Golfe, le sort du peuple kurde d'Irak accablé par l'histoire, les images du massacre des civils d'Halabja, celles des bordes de réfugiés apeurés fuyant l'est dernier, les « gaz » irakiens, sont à l'origine de l'émotion soulevée dans la communauté internationale, du sur-saut d'inquiétude et de mauvaise conscience et, dans une large mesure, de l'initiative prise presque simultanément à New-York, fin septembre, par les présidents Reagan et Mitterrand, de convoquer cette conférence de Paris.

Mais le conflit irano-irakien se au aussi un autre effet à l'heure des

bilans stratégiques, on s'est dit, on a écrit, que c'est l'arme chimique qui, dans cette guerre incertaine, avait finalement fait la décision en faveur de l'Irak ; les convoitises pour ce type d'armements, en particulier dans la région, s'en sont évidemment trouvées confortées. M. Ceausescu a été le premier à dire, récemment, tout haut, à propos des accusations américaines contre l'usine « pharmaceutique » libyenne de Rabta, ce que beaucoup pensent tout bas : pas question pour la Roumanie de signer un accord éradiquant les armes chimiques tant que les grandes puissances possèdent des stocks chimiques ; pas question sans doute pour certains pays arabes de renoncer à cette arme sale tant qu'ils auront l'impression, grâce à elle, de reprendre à Israël un peu de sa supériorité technologique et militaire.

Les experts estiment généralement à environ une vingtaine le nombre des pays détenteurs, bien que seuls à ce jour les Etats-Unis et l'URSS reconnaissent officiellement disposer de stocks chimiques. Hormis dans le cas de l'Irak, on n'a pas véritablement de preuves de la prolifération, mais de sérieuses présomptions. On a constaté par exemple un fort accroissement de l'achat de pesticides par divers pays du Moyen-Orient auprès d'entreprises occidentales.

Il y a plusieurs mois que les Etats-Unis ont alerté leurs alliés sur les activités de l'usine de Rabta, on enregistre l'achat, par la Syrie, de matériel pouvant servir à la fabrication de gaz tou-

ques. L'inquiétude tient surtout au fait que la plupart des armes chimiques sont relativement simples à fabriquer, à partir de substances en vente sur les marchés, dans des entreprises commerciales aussi facilement que dans des usines d'armement.

que faire dès lors, sinon tenter d'abord de restaurer une morale internationale et de contraindre politiquement ? C'est l'objet de la conférence de Paris. Cette conférence, M. Dumas l'a rappelé récemment, n'a pas la prétention de tout régler ; elle veut d'abord réaffirmer l'engagement pris par les 111 Etats (dont l'Irak) qui ont souscrit au protocole de 1925 de ne pas faire usage, du moins pas en premier, de l'arme chimique. Elle veut d'abord stopper la banalisation des violations de ce texte. Elle ne souhaite pas non plus « se transformer en tribunal » et, si elle observait les désirs de la France, pays hôte, elle partirait d'une sorte d'amnistie tacite des crimes passés et serait tout entière tournée vers l'avenir.

C'était sans doute la condition même de la participation de certains Etats au débat. Mais, même si elle était observée, cette diplomatie discrète ne suffirait pas à garantir le succès de la manifestation. Il faudra expliquer politiquement, comme a commencé à le faire, mardi, M. Dumas dans une conférence de presse, que ce serait « prendre le problème du désarmement à l'envers et se condamner à l'échec que d'attendre des résultats définitifs dans un domaine (en l'occurrence le nucléaire) pour commencer une négociation dans un autre domaine ».

Il faudra tenter de persuader les pays du Moyen-Orient notamment que dans la guerre chimique l'avantage est aux armées et aux populations les mieux protégées ; on enregistre l'arme chimique n'a pas les mêmes fonctions dissuasives que l'arme nucléaire ; parce qu'elle est moins fiable, moins imparable, parce qu'elle n'est pas un ultime recours et qu'elle ne sert pas à empêcher la guerre.

Il faudra convaincre, enfin, que la morale du désarmement n'est pas qu'une morale de nanas et que les pays développés emendent réellement se

donner les moyens de contrôler un commerce — de fait difficilement contrôlable — qui fait d'eux les pourvoyeurs en substances toxiques.

C'est à ces conditions seulement que la conférence de Paris remplira son second objectif : donner une impulsion politique aux négociations qui pètent depuis dix-huit ans à Genève, au sein du comité pour le désarmement des Nations unies, et dont l'aboutissement n'est que très récemment devenu plausible. Cette négociation, qui vise à interdire la fabrication des armes chimiques et à organiser la destruction des stocks, est un complément indispensable au texte de 1925 qui interdit que l'usage et ne prévoit pas de sanctions.

Détruire les stocks, interdire la fabrication

Ce sont les Etats-Unis qui, après qu'on eut accumulé des preuves de l'emploi des armes chimiques par les Soviétiques et leurs alliés au Laos, au Cambodge et en Afghanistan, tentèrent au début des années 1980 de relancer la négociation onusienne. L'administration américaine en même temps, levait l'embargo unilatéral sur la fabrication de ces armes qu'avait décrété Nixon en 1969, demandait au Congrès les crédits nécessaires au développement d'une nouvelle génération d'armes chimiques : les armes binaires.

L'URSS jusqu'à cette époque n'avait jamais reconnu officiellement disposer de l'arme chimique, bien qu'elle fut non seulement le détenteur de stocks qui n'ont jamais eu d'équivalent en Occident, mais que les pays où l'arme chimique est la mieux intégrée à tous les niveaux de l'armée, qui dispose notamment d'un commandement spécial pour les troupes chimiques. La proposition de convention faite en 1983 par les Américains se heurta une fois de plus au problème de l'inspection sur place à laquelle l'Union soviétique s'était toujours opposée.

Ce n'est qu'au début de l'année 1984 que Moscou a déclaré accepter le principe de la présence permanente d'un organisme international de contrôle près des installations

spécialisées dans la destruction des stocks. C'est le premier geste soviétique vers le contrôle in situ que réclamaient depuis toujours les Occidentaux, mais bien insuffisant puisqu'il ne porte encore que sur les usines de destruction, sur ces cellules de production.

Le vrai tournant est pris par la partie soviétique en novembre 1985, lors du premier sommet Reagan-Gorbatchev à Genève, lorsque les deux parties décident d'un calendrier de rencontres bilatérales sur le sujet et proclament leur volonté de parvenir à une convention efficace et vérifiable. Dans une déclaration de janvier 1986, M. Gorbatchev précise qu'il est prêt à notifier les emplacements des usines de production et à engager une destruction réciproque des stocks « sous stricte contrôle international ». La négociation de Genève est entrée dans une nouvelle phase, un accord entre Américains et Soviétiques étant évidemment la condition indispensable à l'élaboration d'une convention multilatérale.

Au cours de l'année 1987, les Soviétiques annoncent qu'ils ont arrêté leur production, décident avec les Américains d'échanger des visites sur les sites de destruction dont les premières auront lieu à l'automne de cette même année, et acceptent le principe des inspections-surprises proposées par les Occidentaux. Ils feront aussi pour la première fois une évaluation quantitative de leurs stocks, en déclarant détruire 50 000 tonnes de substances toxiques.

La France, après que, dans la loi de programmation militaire de 1986, son gouvernement eut annoncé qu'il ne s'interdirait pas de produire des armes chimiques, adopte à Genève une position mal comprise, notamment de ses alliés allemands, et qui la marginalise. Partant de la constatation que la destruction des stocks est une opération techniquement compliquée, coûteuse (plus que la fabrication) et longue (environ dix ans) et que pendant cette période l'Union soviétique maintiendra en Europe une très forte supériorité, elle suggère la constitution pendant ces dix années de « stocks de sécurité ». L'idée, pour rationnelle, apparaît comme paradoxale. Dans son discours, prononcé fin septembre à New-York,

le président de la République, en même temps qu'il propose la conférence de Paris, annonce, à la satisfaction générale, que la France renonce à cette position.

La question de la sécurité pendant la période de la destruction des stocks n'en reste pas moins posée, parmi celles qu'on entend encore à résoudre les négociateurs de Genève et qui portent sur le chemin précis de la convention, sur les institutions qui permettront d'en assurer le respect, sur les sanctions en cas de violation, et surtout — c'est le plus difficile — sur les moyens d'une vérification efficace.

Les Etats signataires de la convention, est-il déjà prévu, s'engageront à déclarer, trente jours au plus tard après son entrée en vigueur, leurs armes et installations de fabrication d'armes chimiques, à déclarer les prévisions de production, à déclarer les stocks et à démanteler les stocks selon un calendrier qui reste à préciser. Mais, étant données les particularités de ce type d'armes dont les composants servent couramment à des fins civiles, comment vérifier que ces engagements seront tenus ?

La conférence de Genève a déjà débatté le terrain en consacrant de dresser la liste des produits « sensibles » et de les classer selon leur plus ou moins grande aptitude à être utilisés à des fins militaires. Elle a retenu aussi le principe de l'inspection par défi : chaque pays ayant l'obligation de recevoir toute mission de contrôle dans les vingt-quatre heures après notification par l'institution à créer. On n'en est qu'au schéma et pour le remplir il faut encore surmonter des difficultés techniques et des résistances politiques. « Il ne peut y avoir de traité efficace sans mise sous surveillance de l'industrie chimique mondiale », dit l'un des négociateurs, qui souligne le très fort pouvoir d'« intrusion » qu'aurait ce texte international. La plupart des pays développés y sont prêts aujourd'hui prêts à commencer par ceux qui, comme la Grande-Bretagne, ont renoncé depuis longtemps déjà à toute arme chimique. Restera à arracher l'adhésion des pays les plus réticents. La conférence de Paris a, de ce point de vue, bien du pain sur la planche.

CLAIRE TRÉAN.

D'Nouvelles D' Israël
à lire les yeux fermés.

45 63 12 33

Conférence sur les pesticides !

Diplomatie

chimiques

Les pays arabes veulent que soit établi un lien avec le nucléaire

DAMAS
de notre envoyée spéciale

A la veille de l'ouverture à Paris de la conférence internationale sur les armes chimiques, les ministres arabes des affaires étrangères se réunissent, vendredi 6 janvier, pour valider leurs positions et adopter une déclaration commune avant le début des travaux. Les pays arabes considèrent en effet qu'on ne peut isoler les armes chimiques des autres moyens de destruction massive. Comme nous l'a déclaré le ministre syrien des affaires étrangères, M. Fawzi al-Charrat, nous appuyons tout effort international pour éliminer les armes de destruction massive, chimiques, biologiques, nucléaires, mais nous pensons qu'il y a un lien entre toutes ces armes. C'est pourquoi nous demanderons qu'un paragraphe de la déclaration finale de la conférence de Paris fasse un lien entre les armes chimiques et les armes nucléaires.

Les responsables arabes considèrent que n'est pas assez pris en compte l'équilibre stratégique des pays de la région dans la mesure où Israël, souven-

ment possédant l'arme nucléaire. Des contacts ont eu lieu ces dernières semaines par l'intermédiaire de la Jordanie qui garde des rapports avec toutes les capitales concernées. Au Moyen-Orient — souligne M. Charrat — nous vivons un état de guerre. Israël a développé tous les types d'armes de destruction massive et a, depuis des années maintenant, des stocks d'armes chimiques et nucléaires. Dans le même temps, il continue d'occuper la Cisjordanie, Gaza, le Golan syrien, une partie du Sud-Liban, et rejette officiellement tout retrait sur les lignes de 67 et toute reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien.

Dans ce contexte, le gouvernement syrien est prêt à s'engager à éliminer les armes de destruction massive quand Israël se montrera prêt à s'engager à faire le même. Que nous ayons des armes chimiques ou pas, quand nous parlons d'élimination d'une classe d'armes et qu'on en laisse une autre intacte, c'est du désarmement unilatéral.

FRANÇOISE CHÉPAUX

Comment accueillir cent quarante-trois délégations ?

Il faut s'attendre que Paris connaisse, en fin de semaine, quelques embarras de circulation : cent quarante-trois délégations étrangères sont attendues, qui ont posé aux organisateurs bien des problèmes, à commencer par celui du lieu où on allait les réunir. Très vite après que fut lancée fin septembre l'invitation de M. Mitterrand, il était clair en effet que le centre de la capitale Kléber n'y suffirait pas. On regretta une fois de plus que Paris ne dispose pas d'un centre international digne de ce nom, et on se tourna vers le siège de l'UNESCO, place Fontenay, qui louera ses locaux et son corps d'interprètes et de traducteurs, mais qui n'est que l'hôte technique de cette conférence.

Ces personnalités, parmi lesquelles environ quatre-vingt ministres des affaires étrangères, devront être accueillies, transportées, logées, nourries et surveillées, ce qui mobilise depuis des semaines plusieurs services du Quai d'Orsay, principal maître d'œuvre de cette manifestation (aux de l'administration générale, du budget, de la presse, du protocole, en plus de la direction politique qui, bien sûr, travaille sur le contenu de la conférence), ainsi que le service des voyages officiels du ministère de l'Intérieur, en charge de la protection des délégations et des accès à l'UNESCO.

Pour ce qui est du gîte et du transport, on est parti du principe que la France prenait à sa charge quatre personnes par pays. Des chambres ont été réservées dans six hôtels parisiens et deux voitures de location avec chauffeur seront mises gratuitement à la disposition de chaque délégation. A charge pour les ambassades de pourvoir aux compléments éventuels. On a dû aménager dans les locaux de l'UNESCO des zones de restauration pour les déjeuners des

délégations (entre sept cents et mille cinq cents par jour) et ceux des personnes techniques (secrétaires, membres des services de sécurité, etc.).

La délégation américaine sera la plus nombreuse, avec, prévoit-on, une vingtaine de personnes. Mais tous sont logés à la même enseigne à l'UNESCO, où six places sont prévues par pays dans la salle des débats. Une interprétation simultanée sera assurée dans les langues officielles de l'ONU, à savoir le français, l'anglais, l'espagnol, le chinois, l'arabe et le russe. Une salle un peu moins grande doit héberger les délégués (un par pays) qui travailleront à la rédaction de la déclaration finale. Quatre autres salles enfin peuvent accueillir des réunions de groupes (non-alignés, Occidentaux, Europe de l'Est, Europe de l'Ouest) ; huit cents journalistes environ sont attendus.

Après la séance inaugurale de samedi, au cours de laquelle le président de la République prononcera un discours, la conférence devra élire son président (M. Roland Dumas) et adopter son règlement intérieur. Après quoi commenceront les débats, dans un ordre qui n'était pas encore totalement arrêté jeudi, les desiderata des différents chefs de délégation, dont beaucoup ne rentreront pas à Paris pendant toute la durée de la conférence, supposant un délicat arbitrage. M. Shultz devrait s'exprimer le premier.

Les ambassades étrangères sont mises à contribution pour régler l'énorme ballet diplomatique dont Paris sera pendant cinq jours le théâtre et organiser les très nombreuses rencontres bilatérales qui devraient avoir lieu en marge de la conférence elle-même.

C. T.

Les Kurdes veulent être présents. — Dans une déclaration rendue publique à Paris, le comité du Kurdistan contre les armes chimiques, groupant l'ensemble des organisations kurdes en France, demande qu'une délégation du peuple kurde, victime de l'arme chimique, soit présente à la conférence de Paris et que le 16 mars, jour du bombardement

de la ville de Halab, soit proclamée « journée mondiale » contre les armes chimiques. D'autre part, à l'appel de la Ligue des droits de l'homme, une manifestation contre les armes chimiques sera organisée le samedi 7 janvier, à 15 heures. Le lieu de rassemblement est fixé à la Porte Dauphine, vers la place du Trocadéro.

AFGHANISTAN

M. Vorontsov tente de négocier un cessez-le-feu

Islamabad. — Les discussions entre les résistants afghans et le négociateur soviétique, M. Ionil Vorontsov, qui ont commencé vendredi 6 janvier à Islamabad, déboucheront peut-être sur un cessez-le-feu, mais les négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition à Kaboul se heurtent à de sérieux obstacles. Les sept partis de moudjahidines musulmans (sunrites), basés à Peshawar (nord-ouest du Pakistan), sont parvenus à s'entendre avec les huit partis de moudjahidines chiites installés à Iran pour se rendre ensemble aux négociations. Toutefois des divergences profondes, divisent les sept principaux mouvements de Peshawar.

M. Vorontsov, l'ambassadeur d'URSS à Kaboul et premier vice-ministre des affaires étrangères,

pourrait se satisfaire d'un cessez-le-feu en Afghanistan, mais les troupes soviétiques doivent quitter le 15 février. La mise en place d'un gouvernement de coalition à Kaboul, après neuf années de guerre civile, rencontre, en revanche, de nombreux obstacles pour les négociateurs mais aussi sur le terrain. Les commandants de la résistance croient, en effet, la victoire à portée de main et paraissent souvent intransigeants. Les dirigeants de la résistance semblent, de leur côté, d'accord pour former une « Choura » (Assemblée) qui devrait décider de la composition du futur gouvernement et du retour éventuel de l'ancien roi Zahir Shah, retour que souhaite Moscou et les anciens dirigeants du régime pro-soviétique de Kaboul. — (AFP.)

Europe

URSS : dans la « Literatournaïa Gazeta »

Un pas de plus vers la réhabilitation de Trotski

Le Parti communiste soviétique a proposé au Soviet suprême d'adopter une loi réhabilitant les « centaines de milliers » de personnes condamnées en URSS sans jugement, par des organes spéciaux, durant « les années 30, 40 et au début des années 50 », a annoncé jeudi 5 janvier l'agence Tass.

MOSCOU
de notre correspondant

Peut-on lancer, au nom d'un retour aux idées socialistes, une vaste campagne de dénonciation de Staline sans reconnaître dans le même temps des méfaits à celui qui fut, du sein même du parti bolchevique, son plus féroce adversaire ? La réponse est évidemment non, et l'URSS — le dernier numéro de la « Literatournaïa Gazeta » en est le dernier signe — est en train de réhabiliter de fait Trotski. Non pas qu'on s'apprête à reconnaître l'implication des accusations portées contre lui. Non pas non plus — loin de là — qu'on s'apprête à en faire le père spirituel de la perestroïka, car ce rôle a été dévolu à Boukharine, dont l'avantage est de s'être opposé à la collectivisation de l'agriculture, sur laquelle on revient aujourd'hui.

Trotski, lui, ne présente aucun intérêt politique pour M. Gorbatchev, dont les premiers soucis ne sont certainement ni l'intransigeance révolutionnaire ni l'orthodoxie marxiste-léniniste. Jour après jour, en revanche, son destin fascine les historiens soviétiques, qui se penchent de plus en plus librement sur les circonstances de l'ascension de Staline. Et à chaque pas, à chaque tournant, il y a Trotski, toujours plus faillible, toujours plus marginalisé, toujours plus tragique.

Début septembre, le nouveau biographe officiel de Staline, le général Volkogonov, écrivait déjà dans la « Pravda » : « On ne peut pas ne pas rendre hommage à Trotski ; contrairement à beaucoup, il ne s'est pas incliné. (...) » Puis il est l'autorisation d'un débat public sur le fondateur de l'armée rouge, puis un visa accordé à son petit-fils, et maintenant ce retentissant article de la « Literatournaïa Gazeta ». « La liquidation » — est une bombe puisque il ne laisse aucun doute sur la responsabilité de Staline dans l'assassinat de l'auteur de la Révolution trahie.

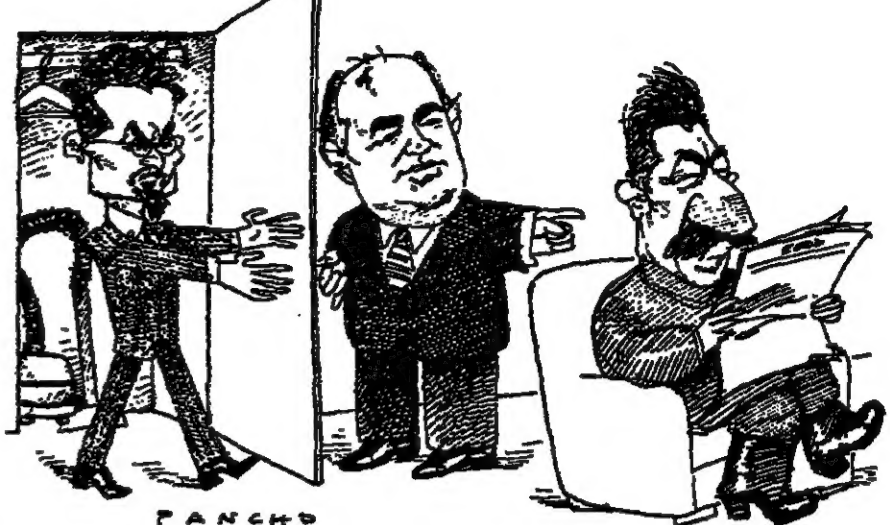
« Au début de la seconde guerre mondiale, l'isolement de Trotski s'était encore accru, écrit l'hebdomadaire [et sa] liquidation n'était plus qu'une affaire technique. Ici se confirme la juste appréciation de Trotski : Staline était de nature incroyablement perfide et rancunière. (...) Trotski n'était plus en aucune manière une personnalité politique d'envergure, [mais] Staline n'avait pu oublier les intrigues et les offenses du passé. (...) Visiblement, il lui prit lui-même cette décision, soit il fit comprendre à son entourage : « Il est temps d'en finir avec Trotski. »

Si l'affaire n'est pas encore prouvée, elle ne prête donc plus à discussion, et sur cette lancée l'auteur de l'article — un historien — se livre au jeu des citations qui ne peut aujourd'hui que rendre le démon d'hier sympathique au lecteur soviétique d'aujourd'hui. On apprend ainsi que, dès 1928, Trotski écrivait : « Il faut compter que cette lutte impitoyable sera longue. » En 1932, c'était : « Staline nous a conduits à une impasse. Pour en sortir, il n'y a

URSS, écrit encore la « Litgaz », Trotski est parvenu à la conclusion que la politique de réformes qu'il avait antérieurement proposée, et dont le point central était l'éviction de Staline, n'était plus suffisante : « La question de Staline comme question indépendante n'existe pas. Ce n'est pas par l'assassinat que l'on peut changer le rapport des forces sociales. (...) L'éviction de Staline ne signifiait aujourd'hui rien d'autre que son remplacement par

nisme par un autre « isme », tout aussi hostile au léninisme : le trotskisme. »

La démonstration peut sembler manquer un peu de rigueur, et cela s'explique par une réalité assez simple. Pour un nombre chaque jour plus grand de partisans de M. Gorbatchev, si Staline et Trotski sont à renvoyer dos à dos, c'est en fait que l'un et l'autre sont des enfants du messianisme révolutionnaire apparus à la fin du dix-neuvième siècle. Il



pas d'autre moyen que de liquider la stalinisme. Et « après l'assassinat de Kirov [le premier secrétaire de Leningrad], Trotski, estime l'auteur, a correctement, et sans se tromper, défini la crise qui allait submerger le parti. (...) Il a critiqué sans pitié les procès politiques de Moscou et les a considérés à juste titre comme mystification, une fiction, un moyen propre à Staline et à son groupe de régler leur compte à leurs opposants (...) »

« Pourquoi, demande à nouveau la « Litgaz », comme dans les années 20, ni le parti ni le mouvement communiste ne l'ont écouté ? »

Trotskisme et antistalinisme

De nos jours, en revanche, il semble qu'il se trouve des Soviétiques pour élever l'oreille à Trotski, puisque l'hebdomadaire poursuit : « Certains sont aujourd'hui convaincus que le trotskisme, c'est l'antistalinisme. Incontestablement, les motifs antistaliniens ont une importance de premier plan dans l'idéologie et la pratique du trotskisme, et cela n'est pas douteux. (...) Les échecs de la politique économique et sociale menée par le groupe de Staline, les violations de la légalité socialiste, la réduction de la démocratie au sein du parti, confirment, au point de vue de Trotski, l'une des propositions-clés de sa théorie de la « révolution permanente » : la thèse de l'impossibilité de la construction du socialisme dans un seul pays. »

« Au fur et à mesure de la consolidation du régime existant en

un de ces Kaganovitch que la presse transformait en un temps record en génie le plus génial de tous les génies. »

L'extraordinaire est que cette citation de Trotski donnée par la « Litgaz » aurait en fait pu être « Literatournaïa Gazeta » d'un gorbatchévien bon teint, et l'hebdomadaire enfonce le clou avec une nouvelle citation : « Il ne s'agit pas seulement de remplacer une équipe de dirigeants par une autre. Il s'agit de changer les principes mêmes de direction de l'économie et de la culture. (...) Il faut une seconde révolution. »

Est-ce à dire que les gorbatchéviens soient des trotskistes ? Certainement pas, puisque leur ambition n'est pas de réparer une erreur d'alignement de la révolution d'Octobre, mais de faire entrer leur pays dans le vingt et unième siècle et de lui conserver un rang de deuxième puissance mondiale, aujourd'hui bien menacé. La « Litgaz » met d'ailleurs les choses au clair en expliquant que « si les trotskistes contemporains tentent de donner aux appels de Trotski à la seconde révolution un caractère prophétique [en disant que] la reconstruction serait précisément la mise en pratique de ce programme », ils se trompent puisque « la perestroïka signifie avant tout débarrasser les principes socialistes de leurs déformations [et] affirmer les idéaux élevés de l'humanisme ». « Le programme trotskiste, lui, se réduit sur le fond, estime l'hebdomadaire, à un jeu politique. Sous couvert de lutte contre Staline, Trotski essayait de remplacer un « isme » [le stali-

serait difficile de dire les choses aussi clairement, car ce serait dire que l'on se serait en réalité bien passé de cette révolution de 1917. On en arrive donc à rendre hommage à Trotski pour sa lutte contre Staline, tout en disant qu'il ne valait pas mieux que le dictateur. On est en plein paradoxe, mais derrière ce paradoxe se cache une formidable accélération de la révision idéologique en cours en Union soviétique.

BERNARD GUETTA.

Les retrouvailles de Siniavski et du KGB

L'écrivain russe émigré Andreï Siniavski et son épouse, Andreïna, à retourner à Moscou pour se recueillir sur la tombe de leur ami, le poète Iouri Daniel, se sont heurtés aux tracasseries de la police deux jours après leur arrivée.

Les Siniavski ont indiqué qu'ils s'étaient rendus, le jeudi 5 janvier, avec M^{me} Daniel, à la datcha où l'écrivain avait couronné de sa repose, à une vingtaine de kilomètres de Moscou. A peine arrivés, deux miliciens se sont présentés à la porte, demandant aux Siniavski de regagner immédiatement Moscou car, ont-ils dit, en tant qu'étrangers, ils avaient « violé » la réglementation sur les déplacements à l'intérieur du territoire soviétique. — (AFP.)

ROUMANIE

La Hongrie envisage la création de camps pour les réfugiés roumains

Les autorités hongroises étudient les possibilités d'installer des camps pour faire face à l'afflux des réfugiés de Roumanie et pour éviter des retournements de situation, a annoncé le vice-ministre de l'Intérieur, M. Zoltan Gal, à la radio hongroise.

M. Gal a promis de faire « examiner » le comportement des autorités frontalières dans les cas de retournement connus. Selon la presse hongroise, la population a été indignée par le retournement de quatre mille quatre cents réfugiés roumains en 1988 à la frontière hongro-roumaine, révélé par le commandement des gardes-frontières hongrois, le colonel Janos Szekely.

Les personnes refoulées étaient « des criminels, des aventuriers et des mineurs », selon M. Szekely.

La création de camps a été proposée par le Forum démocratique, le plus important mouvement politique d'opposition pour faire face aux problèmes que posent les quelque trente mille réfugiés roumains, chiffre estimé officiellement.

Par ailleurs, deux Roumains de vingt-deux et vingt-sept ans sont entrés clandestinement mercredi 4 janvier en RFA après avoir

passé huit jours dans un wagon frigorifique et ont été immédiatement expulsés vers l'Australie. Les deux hommes étaient montés, le 28 décembre, avec des

couvertores, des lampes de poche, de la nourriture et des masques à gaz à bord du train à l'arrêt dans leur ville, a expliqué la police ouest-allemande. — (AFP.)

MICRO-ÉDITION, CAO, RECONNAISSANCE DE CARACTÈRES, QUEL SCANNER CHOISIR ?

CÉ MOIS-CI DANS

TELEMATIQUE MAGAZINE

la maîtrise des technologies de la communication

Europe

1993 vu de La Haye Préserver son « jardin personnel »

AMSTERDAM
de notre correspondant

Refus massif de participer, comme en 1972, au recensement de la population, mobilisation générale pour que 5 000 prisonniers obtiennent des cellules individuelles... La sensibilité des Néerlandais à tout ce qui peut constituer une atteinte à la vie privée peut s'illustrer de mille façons. Aux Pays-Bas, le droit pour tout un chacun de posséder et de préserver son « jardin personnel » a une valeur incommensurable. De Groningue à Maastricht.

Lorsque le footballeur Soeren Lerby, gloire des médias, est entendu le mois dernier par la justice dans le cadre d'une sombre affaire de détournement de fonds à l'Ajax d'Amsterdam, son ancien club, certains journaux n'impriment que les initiales de son nom ! Le problème est si délicat que le gouvernement de La Haye se voit contraint d'en appeler à ses « obligations européennes » et à l'acte unique pour faire admettre à ses administrés l'idée, ailleurs banale, de devoir déclarer et prouver leur identité, dans certaines circonstances, à la demande d'un représentant de l'ordre.

Il n'en faut guère plus aux Néerlandais pour craindre à l'Etat policier. Le sujet est si sensible qu'aucun des partenaires de la coalition au pouvoir, l'Appel chrétien démocrate (CDA) et le Parti pour la liberté et la démocratie (VVD), n'a jamais ouvertement revendiqué la paternité de la petite phrase — dans l'accord de gouvernement — par laquelle le scandale arrive en 1988 : « Une obligation générale de se légitimer sera instituée sur la base des documents existant comme le passeport, le permis de conduire ou équivalents. »

Des voix s'élevèrent pour dénoncer l'opération subreptice de rétablissement du « personnel-ausweis », instauré par l'occupant allemand pendant la guerre. La résistance civile s'organisa au grand jour cette fois, tant au niveau de la rue sous l'égide d'une fondation « Vigilance contre le fichage des personnes » qu'à celui des institutions. L'Association des communes néerlandaises hostile à la délivrance de tout document personnel protesta véhémentement, de même que... les organisations de policiers. Un

de leurs dirigeants syndicaux déclara que l'on ne pouvait pas « les investir de compétences violentant le droit pénal ». En effet, depuis un arrêt du Conseil suprême, la plus haute instance judiciaire, en 1927, un suspect ne peut être contraint de collaborer à sa propre condamnation et, en conséquence, le droit de taire son identité à la police. A fortiori, les non-suspects.

Agoni de critiques, le gouvernement fit alors quelques pas en arrière. M. Frits Kortbeek, ministre de la justice, se déclara prêt à exempter du port de papiers officiels « la génération de guerre ». Ruud Lubbers, le premier ministre, fit un commentaire d'un texte sur la « lutte contre la fraude » (Aux allocations sociales et fiscales, NDLR), assurant que l'obligation de se légitimer ne sortirait pas de ce cadre étroit.

Malgré ces précautions, le spectre des contrôles policiers intempestifs et arbitraires continue de hanter les Néerlandais, qui ne se sont jamais formalisés pourtant du titre de séjour imposé aux immigrés. Plus paradoxal, les Néerlandais acceptent de montrer leurs papiers lors de contrôles routiers, à la banque, à l'entrée à l'hôpital, à la poste. Mais si quelqu'un est suspecté de vol à l'étalage, il peut être aux policiers : « Devinez qui je suis ! » « C'est le monde à l'envers », pouvait se lamenter en mars dernier un porte-parole du commissaire d'Utrecht.

Le « SOFI »

A La Haye cependant, on est loin d'avoir renoncé. Au début de l'été, le ministre de la justice a écrit au Parlement : ses compétences ne disposant pas d'un passeport ou d'un permis de conduire pour prouver leur identité doivent posséder tôt ou tard une carte d'identité à créer. Il précisait par ailleurs que les contrôles ne pourraient porter que sur les personnes soupçonnées d'infraction. Parler sur l'issue du débat sur cette nouvelle législation reste hasardeux. Mais s'il est certain que sa discussion se déroulera sur une base radicalement différente de celle d'il y a deux ans, soit la lutte contre la fraude. D'ici à la fin de l'année, la Première Chambre, qui correspond à notre Sénat, aura donné son feu vert à la création d'un numéro d'immatricula-



tion sociale et fiscale, le « SOFI », qui devrait grandement faciliter la tâche des contrôleurs. Aujourd'hui, ce qui rend l'application de ce système impérial, c'est l'Europe !

A la suite des accords de Schengen et de l'acte unique, les frontières vont disparaître dès 1990 entre les pays du Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la France. En 1993, au sein de toute la Communauté. Dans cette perspective, le cabinet néerlandais est convaincu, comme le dit Frits Kortbeek, qu'il faut « déplacer le contrôle des personnes des frontières à l'intérieur des Pays-Bas ». Sous peine pour ces derniers de devenir — certains diront de rester — la havre de paix de criminels européens. L'hypothèse n'est pas gratuite.

Dans la nuit du 17 au 18 mars, la police d'Amsterdam arrête une personne qui s'enfuyait en courant d'une rue où un touriste venait d'être dévalisé. Bien que parlant allemand, l'homme s'avère être parfaitement au courant de ses droits puisqu'il refuse de déclarer son identité. Il aurait finalement été relâché si un agent très physionomiste n'avait reconnu son visage sur un avis de recherche international. Il s'agissait d'un étudiant soupçonné d'être impliqué dans le meurtre de deux policiers ouest-allemands quelques mois plus tôt à Francfort.

Au nom de la coordination de la politique des Douze en matière de recherches judiciaires, les Néerlandais risquent, en faisant contre mauvaise fortune bon cœur, de devoir entendre plus fréquemment que maintenant « Vos papiers ! ». L'éventualité n'est pas pour leur plaire. Elle n'est peut-être pas sans lien avec la mauvaise humeur qu'ils manifestent ces temps-ci à l'égard de l'Europe, telle que l'a affichée l'Eurobaromètre de septembre dernier. Après tout, c'est un peu — en réalité beaucoup — leur... identité culturelle qui est en jeu.

CHRISTIAN CHARTIER.

ESPAGNE

La droite tente l'ouverture au centre

MADRID
De notre correspondant

La principale composante de l'opposition conservatrice espagnole, l'Alliance populaire, a finalement réussi après plusieurs mois de conflits internes à refaire son unité, et entend maintenant élargir son audience vers le centre.

Son président, M. Antonio Hernandez Mancha, a annoncé, le 5 janvier, qu'il ne solliciterait pas un nouveau mandat lors du congrès de cette formation qui aura lieu dans deux semaines. Il laisse ainsi le champ libre au « leader historique » de la droite espagnole, M. Manuel Fraga, qui effectue un spectaculaire retour (le Monde du 26 octobre). L'Alliance populaire a annoncé le même jour l'incorporation à ses rangs du secrétaire général du Conseil de l'Europe, l'ancien ministre centriste Marcelino Oreja (proche de la démocratie chrétienne), qui sera tête de liste aux élections européennes de juin prochain.

Pour renforcer cette image d'un centre-droite réunifié, MM. Hernandez Mancha, Fraga et Oreja ont

donné, jeudi, une conférence de presse conjointe. Le premier a affirmé être parvenu à la conclusion que le maintien de sa candidature à la réélection « risquait de mettre en difficulté le projet politique d'Alliance populaire, voire de le conduire à la ruine ». M. Fraga, de son côté, a assuré qu'il dirigerait le parti « sans discrimination », laissant entendre ainsi qu'il n'y aurait pas de représailles contre ceux qui s'étaient ouvertement opposés à son retour.

C'est en décembre 1986, au lendemain d'un nouveau revers électoral, que M. Manuel Fraga avait annoncé sa démission « irrévocable » de la présidence de l'Alliance populaire, une formation qu'il avait lui-même fondée dix ans plus tôt. Il avait alors cédé le témoin à celui qui apparaissait, à trente-cinq ans, comme le « jeune espoir » du parti, M. Hernandez Mancha. Très rapidement, toutefois, il devenait clair que ce dernier, malgré un méritoire effort d'aggiornamento de sa formation, ne faisait pas le poids face à ses adversaires socialistes. Les sondages indiquaient un effritement régulier

des voix de l'Alliance populaire, tandis que les « barons » du parti rivalisaient dans les brancards.

Pressé par ses collaborateurs, M. Fraga — qui, malgré son apparente retraite, n'avait en fait jamais renoncé à influencer sur la politique de son parti — revenait alors sur son engagement : en octobre dernier, il annonçait sa candidature à la présidence du parti. M. Hernandez Mancha tentait d'abord de tenir bon, mais sa lutte allait se résumer à un simple baroud d'honneur : le jeune dirigeant était rapidement submergé par le « cyclone Fraga » qui emportait tout sur son passage et obtenait sans difficulté l'adhésion des principaux responsables du parti.

Le retour de M. Fraga permettrait-il à la droite espagnole de remonter la pente ? Paradoxalement, c'est sous le signe de la « rénovation » que le vieux dirigeant a placé son retour. Il affirme vouloir désormais laisser progressivement « la place aux jeunes » au sein de sa formation. Il se déclare décidé à réaliser cette ouverture vers le centre qu'il reproche à M. Hernandez Mancha de n'avoir pas su mener à bien durant ces deux dernières années... mais qu'il n'avait pas davantage réalisée durant les dix années antérieures ! Résolument « marqué à droite », M. Fraga, en effet, n'a jamais réussi à séduire l'électorat modéré.

Certes, l'intégration de M. Oreja (qui pourrait être bientôt suivi par quelques autres dirigeants de la démocratie chrétienne) représente à cet égard un pas dans la bonne direction pour l'Alliance populaire. Il est peu probable toutefois qu'il soit suffisant et réussisse à combler l'énorme écart qui, selon les sondages, sépare toujours dans les urnes les socialistes et l'Alliance populaire.

THÉRIEY MALINAK.

Amériques

ETATS-UNIS : le procès de l'Iranganate

Le procureur demande l'abandon de plusieurs accusations contre M. North

Le procureur chargé de l'affaire de l'Iranganate, M. Laurence Walsh, a demandé, jeudi 5 janvier, à la surprise générale, l'abandon des accusations d'association de malfaiteurs et de vol portées contre l'un des principaux protagonistes du scandale de l'Iranganate, l'ancien lieutenant-colonel de Marines Olivier North. M. Walsh a justifié sa décision en expliquant que le maintien de ces deux accusations aurait entraîné la divulgation, au procès, de nombreux documents classés secrets. Il s'agit d'entretenir la veille avec le ministre de la justice, M. Richard Thorn-

burg, des problèmes posés par ces documents, dont la production était réclamée par la défense mais qui pouvaient, selon la Maison Blanche, constituer une menace pour la sécurité nationale.

Une douzaine de chefs d'accusation sont toutefois maintenus contre M. North, dont le procès doit s'ouvrir en principe le 31 janvier. Ces accusations portent notamment sur des déclarations mensongères faites devant plusieurs commissions du Congrès, des détournements de fonds à des fins personnelles et la destruction de documents officiels.

Dans le cas où la requête du procureur Walsh serait acceptée, rien ne permettrait de savoir, jeudi, si la défense renoncerait aux citations à comparaître qu'elle a déjà lancées. Trois d'entre elles ont été adressées au président Reagan, au président élu George Bush et au secrétaire d'Etat George Shultz. Par ailleurs, en dépit de la ferme opposition de M. Reagan à tout « pardon » envers M. North, une nouvelle série d'appels à la clémence a fait l'objet de discussions à la Maison Blanche. — (AFP, Reuters.)

Asie

INDE

Mesures exceptionnelles de sécurité après la pendaison des deux assassins d'Indira Gandhi

NEW-DELHI
de notre correspondant

« Il n'y a pas de plus grand privilège pour un sikh que de donner sa vie pour la protection du Temple d'or. Je souhaite naître et mourir et chaque fois être capable de mourir pour cette cause. (...) Aucun meurtre ne doit avoir lieu. Il ne doit y avoir aucun acte qui puisse ternir la réputation de la communauté [sikh] : je suis reconnaissant envers tous ceux qui m'ont assisté ; je suis satisfait du jugement de la Cour suprême et je n'ai pas de griefs. » Telles sont, selon son avocat, quelques-unes des paroles de Sawant Singh qui, le vendredi 6 janvier, à 8 heures, dans la cour de la prison Tihar, s'est « pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive » en compagnie de Kehar Singh.

Les deux hommes, âgés respectivement de vingt-quatre et cinquante-quatre ans, reconnus coupables (le premier comme meurtrier, le second comme complice) de l'assassinat, le 31 décembre 1984, d'Indira Gandhi, ont pu croire jusqu'au dernier moment qu'ils seraient épargnés. Le président indien, M. Venkateswar, a reçu des appels provenant de nombreuses personnalités et d'organisations humanitaires (Amnesty International, notamment) demandant que la grâce soit accordée aux deux condamnés et, jeudi soir encore, leurs avocats se sont livrés à une ultime tentative pour obtenir sinon l'annulation de la sentence de mort, du moins un nouveau report.

A deux reprises déjà, la plus haute juridiction du pays est intervenue pour surseoir à l'exécution du verdict. Plus de quatre ans après l'assassinat de l'ancienne première ministre, l'exécution des deux hommes met fin à une longue bataille juridique sans que, pour autant, toute la lumière soit faite sur

les circonstances exactes de ce meurtre. Deux hommes ont été tirés sur la mère de Rajiv Gandhi, Satwant Singh et Beant Singh. Quelques minutes après, alors que les deux assassins n'ont plus d'armes à la main, les commandos indo-gibéens chargés de la protection du premier ministre ouvrent le feu. Beant Singh est tué sur le coup, mais Satwant Singh, malgré six balles dans le corps, survit.

Qui a ordonné le tir ? Mystère. Kehar Singh est arrêté le 30 novembre, soit un mois après pour complicité d'assassinat. Il aurait été « l'âme » du complot. Dans quelles conditions ? On ne le sait pas exactement. Comment ne pas faire un parallèle avec un autre meurtre qui n'a jamais été complètement élucidé, celui du Mahatma Gandhi ?

La pendaison de Kehar et Satwant ouvre une période d'incertitude. Quelles vont être les réactions de la communauté sikh ? Les « purs » vont-ils vouloir venger leurs deux « martyrs » en souvenir des deux mille cinq cents sikhs tués au lendemain de la mort d'Indira, par des foules hindoues en fureur ? Déjà, des scènes de violence se sont produites, vendredi, à Tihar-Nagar-Colony, quartier à majorité sikh de New-Delhi. Une « alerte rouge » a été décrétée dans la capitale et des mesures de sécurité maximales ont été prises ailleurs, notamment au Pendjab.

LAURENT ZECCHINI.

● SRI-LANKA : début du retrait indien. Un bataillon indien a quitté Sri-Lanka « il y a deux ou trois jours » et un deuxième quittera dimanche, a-t-on appris jeudi 5 janvier après de la haute commission indienne (ambassade) à Colombo. Le retrait échelonné des troupes indiennes a été entamé à la demande du nouveau président Ranasinghe Premadasa. — (AFP.)

CAMBODGE

Hanoi propose de retirer ses dernières troupes en septembre 1989

Les troupes vietnamiennes seront totalement retirées du Cambodge au plus tard en septembre 1989, dans le cadre d'une solution politique au problème cambodgien, a annoncé vendredi 6 janvier un communiqué du ministère vietnamien des affaires étrangères. La fin de la présence militaire devra aller de pair avec « l'instauration d'un cessez-le-feu la cessation de toute aide militaire aux factions khmères et la fin de l'octroi des sanctuaires » à l'opposition khmère contre le régime de Phnom Penh, a précisé M. Ho The Lan, porte-parole du ministère des affaires étrangères. L'ensemble de cette procédure, a-t-il ajouté, devra être placée sous « un contrôle international efficace ».

Par cette annonce, reprise aussitôt sans commentaire par l'agence Chine nouvelle, le Vietnam a avancé de plus d'un an le calendrier du retrait, ayant promis de rapatrier totalement ses troupes au plus tard

fin 1990, que soit trouvée ou non une solution politique au problème cambodgien. Hanoi exige que le principe du retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge soit résolu de pair avec celui de l'aide étrangère à la résistance khmère. La Chine, principale alliée des Khmers rouges, a assoupi ces derniers mois sa position vis-à-vis du Vietnam dans l'affaire cambodgienne. Son premier ministre, M. Li Peng, a notamment évoqué la possibilité d'un arrêt de l'aide chinoise à la résistance khmère si le Vietnam présente un « calendrier acceptable » de retrait de ses troupes. La Thaïlande, qui s'opposait le plus résolument à la présence militaire vietnamienne au Cambodge et qui accorde des facilités territoriales à l'opposition armée cambodgienne, commence à répondre à la volonté vietnamienne des relations de bon voisinage. — (AFP.)

● BIRMANIE : inquiétude des Etats-Unis. — Le département d'Etat a manifesté, jeudi 6 janvier à Washington, son inquiétude concernant le sort d'étudiants qui ont regagné leurs foyers après avoir participé aux manifestations antigouvernementales de l'été dernier. Son porte-parole a fait état de « rapports crédibles » selon lesquels certains auraient été tués au cours de leur détention. — (UPI.)

CHINE : l'agitation anti-africaine

Les autorités tentent de calmer les esprits

PÉKIN
de notre correspondant

Les autorités chinoises semblaient, vendredi 6 janvier, avoir enfin arrêté une stratégie pour tenter d'enrayer la situation sur les campus universitaires affectés par l'agitation raciale : persuader l'élite d'un peu de leur « étudiants africains » sans avoir l'air de céder une miette de dignité nationale vis-à-vis de leurs condisciples chinois.

Les quarante-cinq étudiants africains qui se trouvaient depuis plus d'une semaine dans un hôtel situé à près de 100 kilomètres de Nankin ont réintégré, jeudi, le campus de l'université Hebei, théâtre de l'incident du 24 décembre qui a mis le feu aux poudres dans plusieurs établissements fréquentés par des Noirs. Les informations officielles que Pékin a fini par consentir à fournir concordaient qu'une « incompréhension culturelle » semblait être à l'origine du problème, l'agitation raciale de détruire les torts pour tenter de calmer les esprits.

Un étudiant ghanaïen restait en détention pénale pour avoir grièvement blessé un employé chinois de l'université dans la rixe du soir de Noël, et risquait soit des poursuites judiciaires, soit l'expulsion. Deux autres étudiants africains — un gambien et un béninois — faisaient l'objet d'une mesure de « détention disciplinaire » qui peut durer jusqu'à quinze jours aux termes de la loi chinoise, sans poursuites judiciaires, pour avoir troublé l'ordre public. Un quatrième étudiant interpellé, de nationalité ghanaïenne, avait été élargi jeudi. A Pékin, les étudiants africains de l'institut des langues qui boycottent leurs cours depuis mercredi ont été longuement repus jeudi soir par les autorités de l'établissement.

Le gouvernement chinois n'a pas pour autant consenti à blâmer publiquement les expressions de racisme formulées par les étudiants chinois, à Nankin et dans d'autres résidences universitaires de Chine, sous la forme de manifestations. Les seuls journaux destinés aux étrangers ont reproduit vendredi le passage d'une déclaration du porte-parole du ministère des affaires étrangères précisant que, trois ressortissants chinois — dont on ignore la qualité — ont été arrêtés à la suite des violences de Nankin.

Le porte-parole a reconnu que des insultes comme « diables noirs », entendues à de nombreuses reprises sur les campus chinois ces derniers jours, « ne sont pas conformes à la politique du gouvernement » de Pékin interdisant la discrimination raciale mais s'est abstenu, comme l'ensemble de la presse, de condamner ceux qui les avaient proférées.

La seule information publiée par les journaux sur la manifestation chinoise qui visait mardi les étudiants africains de Pékin rapportait l'affaire sans la moindre allusion raciale comme un rassemblement simplement destiné à défendre « les droits de la femme ».

La raison de cette pusillanimité est le souci des autorités de s'écarter à tout prix de donner aux étudiants chinois des prétextes alléguant l'agitation. Ce souci est cependant en lumière une certaine incapacité à trancher dans le vif d'une mini-crise vis-à-vis de ses implications internes, voire locales. On attendait toujours, près de deux semaines après le début des incidents, une intervention publique quelconque d'un responsable du domaine de l'éducation au niveau gouvernemental.

FRANCIS DERON.

AUTOMOBILISTES

Assurez-vous, rassurez-vous

36.15 LE MONDE

Code ASSUR

Amériques

ARGENTINE : l'état d'urgence « électrique » Sombre colère à Buenos-Aires

Buenos-Aires
de notre correspondant

Trente millions d'Argentins doivent désormais se résigner à être privés d'électricité six heures par jour, à la suite de l'état d'urgence électrique qui vient d'être déclaré par le président Alfonsín. Depuis trois semaines, les coupures de courant sont entrées en vigueur et personne ne laisse supposer qu'elles s'interrompent avant avril prochain (le Monde du 6 janvier). C'est un coup dur pour le gouvernement radical à moins de cinq mois de l'élection présidentielle, alors que son candidat, M. Eduardo Angeloz, n'est déjà pas dans une position favorable.

La population est en colère car elle ne peut comprendre que le pays en soit réduit à une pratique à laquelle le plupart des pays sous-développés échappent.

Comment l'Argentine, grand producteur de pétrole, figurent parmi les quelques puissances maîtrisant l'énergie nucléaire, donc des énormes ressources hydrauliques dans les Andes et grâce aux fleuves qui la traversent, a-t-elle pu se retrouver dans la pénurie ?

La nature lui a d'abord joué un mauvais tour. Pas une goutte de pluie depuis plus d'un mois dans le nord du pays. Le barrage

de Saito-Grande, sur le fleuve Uruguay, ne fonctionne donc plus qu'au quart de sa capacité. Dans les Andes, c'est, au contraire, le froid qui retarde le dégel et a mis à sec la centrale hydroélectrique du Chocoma. Le reste est une histoire d'argent. Estrangé par une dette extérieure et intérieure presque équivalente au produit national brut, contraint de réduire le déficit abyssal du secteur public, le président Alfonsín a dû tailler dans le budget. Les dotations allouées aux centrales thermiques et nucléaires ont été calculées au plus juste. Au point que leur maintenance n'a pu être convenablement assurée. Les centrales thermiques ne fournissent plus que 40 % de leur capacité et une seule des deux centrales nucléaires est encore en état de marche.

Dans la chaleur de la nuit

Il y a plusieurs mois que le ministère des Travaux publics traitait le problème d'urgence. Mais le Trésor ne répondait que par l'écho de ses caisses vides. Les plombiers ont fini par sauter. Au pire moment. Non seulement dans la perspective de la prochaine échéance électorale, mais encore d'une manière plus terre à terre, en raison de la canicule de l'état austral.

Priver la population d'électricité quand la température dépasse les 35 degrés n'est pas une bonne propagande. Même les partisans de M. Alfonsín se posent des questions quand ils voient à pied et constatent qu'ils n'ont ni lumière, ni eau courante, ni boisson fraîche dans un réfrigérateur réduit au triste état de placard. Même la télévision a déjà dû réduire la durée de ses programmes et, à partir de samedi, les cinq chaînes ne seront plus autorisées à émettre que de 19 heures à 23 heures.

Quand le soir tombe, les rues de Buenos-Aires retrouvent bien malgré elles la « media luz » (mière des personnes âgées) des tango. La moitié des réverbères sont éteints, tout comme la plupart des vitrines et panneaux publicitaires électriques. Ceux des commerces qui ne se plient pas à cette discipline risquent l'arrestation.

A l'heure du coucher, ventilateurs immobiles et climatiseurs muets, la chaleur de la nuit n'est que plus pesante. Au matin, le panorama ne s'éclaire pas, trafic ferroviaire perturbé, métro qui avance en pointillés, encombrements de la circulation routière aggravés par les feux de signalisation et les passages à niveau en panne, le plus tantant serait encore de marcher à pied. Mais il fait si chaud.

Les traces ne se limitent pas à la vie quotidienne. Les patrons d'usine comme leurs

ouvriers n'en finissent pas de jongler avec les horaires de travail pour les adapter au rythme des coupures de courant annoncées par la presse. Les pertes ne sont pas encore chiffrées mais nul doute qu'elles seront extrêmement lourdes.

Au marché au bétail, les ventes ont augmenté au cours des dernières semaines. Craignant d'être bloqués dans l'incapacité d'abattre les bêtes et pâturages, de nombreux éleveurs se sont décidés à vendre prématurément pour limiter leurs pertes. Les banques s'inquiètent pour leurs systèmes d'alarme comme pour la subsistance de leur mémoire informatique. Epiceries et boucheries ferment les yeux avant d'ouvrir congélateurs ou chambres froides.

Crises de nerf et profiteurs

Dans l'administration publique, l'ineffectivité est devenue telle que le gouvernement a préféré mettre les fonctionnaires en congé vendredi et lundi, en laissant entendre qu'il pourrait prolonger leur repos forcé. Quant à ne rien faire, autant les laisser chez eux. Beaucoup d'Argentins ont les nerfs à fleur de peau. Récemment, une femme d'une quarantaine d'années n'ayant, selon les témoins, rien d'une marginale ou d'une désaxée, s'est approchée d'un grand maga-

sin d'électro-ménager. Elle a sorti un morceau de son sac et a consciencieusement détruit toutes les vitrines de la boutique, trop éclairées à son goût. « Moi, je ne peux pas dormir et aux ils gaspillent », s'est-elle entendue dire.

La presse rapporte quotidiennement les drames vécus par des vieillards ou des handicapés physiques bloqués dans leur appartement par l'absence d'ascenseur. Privés d'eau et d'électricité et réduits à compter sur la bonne volonté de leurs parents, amis ou voisins pour subsister. Il y a, bien sûr, des vides (malins) pour profiter de la situation. Moyennant l'équivalent d'un million de francs, ils proposent de racorder ceux qui acceptent leur offre à un quartier voisin où le courant n'a pas été coupé.

La campagne déclenchée à la radio et à la télévision pour tenter d'amener volontairement l'opinion à réduire sa consommation d'électricité n'a pas eu de résultats tangibles. Même la silhouette suggestive d'une femme étendue sur un divan et sursautant, en laissant un peu l'abandonner, qui l'ombrage à ses charmes, n'a pas suffi. Accablés depuis cinq ans par les crises économiques, financières, militaires, politiques et sociales, le président Alfonsín n'avait pas besoin, un an avant le fin de son mandat, de cette nouvelle épreuve.

CATHERINE DERIVERY.

CUBA : après trente ans de révolution

Les difficultés du quotidien et l'avenir de Fidel Castro

Le cardinal français Roger Etchegaray, président de la commission pontificale Justice et Paix, a terminé lundi 2 janvier une visite pastorale de dix jours à Cuba. Après une entrevue avec Fidel Castro, il s'est déclaré « absolument sûr que le pape se rendra à Cuba ». Dans le pays, les habitants sont, eux, confrontés aux difficultés de la vie quotidienne et ont à peine envisagé « l'après-Fidel ».

LA HAVANE
de notre correspondant en Amérique centrale

« Que se passera-t-il demain si Fidel meurt aujourd'hui ? », Après un long

silence, dans la petite salle où sont réunis quelques jeunes intellectuels, l'un d'eux répond : « Cette perspective ne donne des frissons. L'idée même de sa disparition me terrifie. Au début, ça va être la chute ». Trente ans après la prise du pouvoir le 1^{er} janvier 1959 par les « Barbus » et leur chef Fidel Castro, les Cubains ont à peine envisagé « l'après-Fidel ».

La même question, posée à un groupe d'écrits de douze à quatorze ans qui défilent sur une place de La Havane, dans le cadre de la préparation militaire, est suivie de réponses très concises : « Si Fidel meurt, répliquent-ils, quatre ou cinq élèves, sans une seule hésitation, eh bien il y aura Raul » (le frère cadet de Fidel Castro, ministre de la Défense et numéro deux du régime).

Contrairement à leurs aînés, les élèves de l'école Proleta de Baragana (La Havane centre) n'ont pas d'états d'âme. Ils n'ont jamais rien connu d'autre et, pour eux, le régime doit être défendu à tout prix. « L'ennemi », les États-Unis. « Nous sommes les seuls à avoir infligé une défaite aux États-Unis (ils repoussent le débarquement des forces américaines dans la baie des Cochons en 1961) et ils veulent prendre leur revanche », lance un petit bonhomme dans le père à quinquante Cuba pour la Floride lors du départ massif du port de Mariel en 1980.

Que pensent-ils des États-Unis ? « Beaucoup de mépris, du chômage, l'exploitation de l'homme par l'homme, répondent-ils en chœur. A

Cuba, tout est grand ». Ils n'aimeraient pas vivre aux États-Unis comme ont choisi de le faire des centaines de milliers de leurs compatriotes depuis 1959, mais ils n'ont rien d'« élites », oubliant que le droit de voyage hors de l'île est réservé à une poignée de privilégiés.

Les jeunes intellectuels qui nous reçoivent dans les locaux du *Caiman Barbagana*, la seule revue cubaine où souffle une légère brise de liberté, n'ont pas une vision aussi simple de la géopolitique et de leur propre société. Ils tentent de minimiser les graves problèmes de la jeunesse cubaine et les incertitudes de l'après-Fidel.

« Je suis très inquiet, avoue Ramon Fernandez, poète et animateur d'une émission de radio très écoutée. Il faut s'attendre à un nouveau Mariel, et je ne suis pas sûr que 250 000 personnes partent cette fois-ci — deux fois plus qu'en 1980 — des jeunes pour la plupart. Les gens se plaignent des difficultés de transport, du manque de logements, des pénuries alimentaires, des longues files d'attente pour tout et pour rien ».

La plupart de nos interlocuteurs ne voient pas la possibilité d'un changement tant que les dirigeants actuels — la génération de la Sierra Maestra et de la lutte contre les États-Unis — seront au pouvoir. « Le problème, souligne l'un d'eux, c'est que les Cubains ont pris l'habitude de tout attendre de Fidel, qui a lui-même contribué à développer cette attitude. Quand il y a des difficultés dans une entreprise, on ne cherche pas à les résoudre. On invite Fidel à s'y rendre, et cela peut prendre des mois ou même des années. » Ah, si Fidel passait par là !, entendent-ils dire sans arrêt.

Des rayons désespérément vides

Les Cubains acceptent-ils pour autant sans rechigner tous les sacrifices qui leur sont imposés, du partage des pénuries à la participation à la guerre d'Angola ? Au cours des derniers mois plusieurs incidents ont été signalés à La Havane et en province, où la population a manifesté son exaspération devant les rayons désespérément vides de certains magasins. Et puis, affrontant intolérablement pour le *Lider maximo*, des graffiti : « A bas Fidel ! » — ont commencé à apparaître sur les murs de certains quartiers de la capitale, aussitôt effacés ou recouverts de peinture par le comité local de défense de la révolution, dont la vigilance venait d'être prise en défaut (les CDR exercent un contrôle politique très étroit au niveau du quartier, et rien n'est censé leur échapper).

Le phénomène est particulièrement visible dans les magasins du « marché parallèle » créé en 1980 par le gouvernement pour permettre à la population d'avoir accès à des produits qui ne sont pas inclus dans la « libreta » (la carte de rationnement qui garantit les produits de base à tous les Cubains à des prix très bas). Depuis la disparition, en 1986, des « marchés paysans », créés quelques années plus tôt pour permettre aux agriculteurs de vendre certains de leurs produits aux consommateurs, l'état contrôle près de 100 % du commerce : de la distribution des produits alimentaires aux salons de coiffure, en passant par le cinéma de bords.

Trois heures avant l'ouverture — certains sont même arrivés au cours de la nuit, — la file d'attente est impressionnante devant le supermarché Centro, en plein cœur de la capitale. Des fonctionnaires sans doute bien intentionnés ont fait installer des barrières métalliques fines pour séparer les clients en

cinq files d'attente selon les produits convoités : viande, poisson, pâtisseries, conserves, etc.

Résultat : ceux qui veulent acheter plus d'un produit doivent faire autant de fois la queue !

Les Cubains sont-ils apathiques et résignés ? Dans un lieu public, la plupart se disent satisfaits de leur sort et en rajoutent visiblement, pour toutes les oreilles qui traquent et pour les nombreux délateurs prêts à se précipiter au CDR du quartier. Elvira, vingt-huit ans, et deux enfants, n'échappe pas à la règle. Dans la petite épicerie de quartier où elle peut utiliser sa *libreta*, Elvira parle avec enthousiasme des produits offerts, presque exclusivement des conserves à l'aspect peu engageant : « Ce sont des produits de bonne qualité, dit-elle, et c'est vite préparé. Certaines choses manquent en ce moment, comme la viande de bœuf, mais on la remplace par du poulet. »

Quelques heures plus tard, dans son minuscule appartement situé dans la vieille ville, où elle vit avec ses enfants et sa mère, Elvira tient un tout autre langage : « Avec mon salaire mensuel de 138 pesos, dit-elle, et celui de ma mère, nous nous en tirons tout juste parce que nous n'avons pas de loyer à payer. Nous sommes condamnés à manger ces horribles conserves, que je vais tout à l'heure parce que j'ai vu que quelqu'un m'a dénoncé à la sécurité. Pour améliorer un peu l'ordinaire, je fabrique de petites fleurs en plastique que je vends discrètement. C'est illégal, dit tout le monde, fait des choses illégales pour survivre : beaucoup font de la couture, d'autres gardent des enfants ou donnent des cours, et puis il y a tous ceux qui vendent au marché noir des produits volés. »

Trente ans de révolution et de lutte contre l'« ennemi intérieur » et les « agents infiltrés de la CIA » ont transformé les Cubains en un peuple schizophrène. « Pour échapper aux contrôles permanents du CDR et de la sécurité de l'Etat, constate Orlando Polo, un des rares dissidents à ne pas s'appuyer sur les États-Unis, les Cubains font semblant de se plier à tous les desirs du pouvoir. C'est pour mieux préserver le petit espace intime dans lequel ils vont essayer de vivre à l'abri de l'intervention de l'Etat. Le peuple a forgé un joli mot — le « socialismo », c'est-à-dire

le copinage, pour désigner le réseau de relations personnelles à tous les niveaux de la société qui permettent de concilier les attitudes contre-révolutionnaires de la vie privée avec les obligations révolutionnaires de la vie publique.

A la fin novembre, le secrétaire de la conférence épiscopale cubaine, Mgr Carlos Emmanuel de Cespedes, a abordé longuement ce thème dans une homélie. Il a déploré le décalage entre l'attitude publique imposée par « la répression ou la pression sociale » et le comportement privé des Cubains. « Le mensonge, la dissimulation, l'apathie et la malhonnêteté pénétrant de plus en plus les différents secteurs de la société, a-t-il ajouté, et il suffit de vivre au contact de notre peuple pour constater que ce qui est accepté publiquement est rejeté en privé avec tristesse, amertume et parfois même avec violence. »

Dans ces conditions, il est difficile de mesurer la popularité réelle de Fidel Castro. « C'est sans doute vrai, reconnaît le président de la commission des droits de l'homme, M. Gustavo Arcos, qu'il peut compter encore sur un véritable appui populaire, mais comme tout le monde porte un masque il est impossible d'évaluer l'ampleur de ce soutien. » Grévement blessé lors de la première opération d'envahissement de la gâstela en 1953 (l'attaque de la caserne de la Moncada), M. Arcos fut ambassadeur en Belgique au cours de premières années du régime révolutionnaire, avant d'être condamné à deux années de prison.

« Le pire qui puisse nous arriver aujourd'hui, dit-il, ce serait l'assassinat de Castro, car la force de répression se déchaînerait pour se protéger de la colère du peuple. En revanche, si Raul lui succède sans effusion de sang, il ne sera pas possible de maintenir le système actuel, qui ne doit rien à l'idéologie et tout à la personnalité de Fidel. Dans cette hypothèse, je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas établir un régime démocratique, comme a réussi à le faire l'Espagne, qui avait pourtant vécu des moments bien plus violents que nous. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

une seule fois l'an
Du Vendredi 6 au Samedi 21 Janvier

LES JOLIES FOURRURES DU NORD

le plus grand choix Fourrure de Paris

MANTEAUX					
VISON dark allongé	27850	19500	MARMOTTE du Canada	38750	27500
VISON simple allongé	29750	21550	RAT d'Amérique	16750	12500
VISON demi-buff allongé	29750	22300	VISON dark mouton	12750	6375
VISON demi-buff allongé Sage	32750	24750	RAGONDIN	8750	6100
VISON black allongé Sage	42750	32000	CHEVRETTE grise	5250	3650
VISON lustré allongé	42750	32000			
VESTES					
PELISSE lustré LAPIN	2650	1985	PARKAS pour et RENARD	4850	3650
VISON dark allongé Sage	29750	22300	RAGONDIN	4450	5900
VISON demi-buff allongé	29750	22300	VISON milleraies	6250	4125
RENARD de Virginie	74750	18550	RENARD bleu milleraies	4450	3630
MARMOTTE du Canada	74750	11000	CHAT Manille	3850	1925
BLOUSONS RENARD et chat	4750	3300	BLOUSONS LAPIN coloré	3850	2700

REPRISE EN COMPTE DE VOS FOURRURES ACTUELLES AU PLUS HAUT COURS
Garantie totale sur tous vos achats - Toutes possibilités de crédit

5 étages de magasins

115, 117, 119, rue La Fayette PARIS 10^e 100, Av. Paul Doumer PARIS 16^e
près GARE du NORD Place de la Muette

COMMENT UNE PME DEVIENT PLUS PERFORMANTE EN PASSANT DE L'INFORMATIQUE À LA TÉLÉINFORMATIQUE

CE MOIS-CI DANS

TELEMATIQUE MAGAZINE

la maîtrise des technologies de la communication

Politique

La préparation des élections municipales

Un accord devrait être conclu le 12 janvier entre M. Marchais et M. Mauroy

Pour leur sixième rencontre, qui aura probablement lieu jeudi 12 janvier, les délégations du PS et du PCF, respectivement conduites par M. Pierre Mauroy, premier secrétaire socialiste, et M. Georges Marchais, secrétaire général communiste, signeront un « accord-cadre » pour les élections municipales.

Les deux partis se sont retrouvés pour la quatrième fois, jeudi 5 janvier, au siège du PS, et un cinquième rendez-vous « préparatoire » a été prévu pour le mardi 10 janvier au siège du PCF. La quatrième rencontre s'est déroulée de façon « détendue », en présence de Mme Madeleine Vincent, MM. Paul Laurent et Jean Wios (expert) pour le PCF, MM. Marcel Debarge, Gérard Collomb et Gérard Le Gall (expert) pour le PS, pendant un peu plus d'une heure et demi.

Lors de la première et brève rencontre, en octobre, M. Laurent avait signifié à M. Debarge qu'il ne serait pas nécessaire d'en avoir une seconde. Le PCF était alors hostile à tout « accord » et revendiquait fermement la pure et simple reconduction des listes municipales de 1983 partout, même dans les villes qu'il avait perdues au profit de la droite.

Le PS, lui, voulait faire écrire à son partenaire, pour son blanc, qu'il admettait une évolution du rapport de forces entre les deux partis depuis 1983, en faveur des socialistes ; qu'il ne lançait aucune exclusive contre les candidats choisis par

le PS, en particulier ceux d'ouverture, et qu'il souscrivait à une « déclaration politique » pour « motiver » la présentation de listes communes au premier tour.

Malgré le gel des relations entre les deux partis de gauche imposé par le PS, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts en deux mois. Le PCF est devenu plus conciliant et le PS moins exigeant. C'est le propre des négociations.

Aujourd'hui, « l'accord se présente sous de bonnes perspectives », et les négociateurs sont proches de « la vraisemblable rédaction d'un accord », selon M. Debarge. Et M. Laurent ne le dément pas en précisant : « Nous travaillons à la réalisation du texte de la déclaration commune et nous avançons ». Tout va si bien que les deux hommes devraient « mettre la dernière virgule » à ce texte au cours de leur prochaine rencontre.

« Trifouillis-les-Oies »

Du côté de la formulation de la « déclaration politique », l'affaire est pratiquement bouclée. Communistes et socialistes se seraient accordés sur une formule minimale soulignant que tout serait fait (de la part du PCF) « pour que la droite ne puisse pas revenir au pouvoir ». Cela signifie que les députés communistes ne s'associeront pas jusqu'à la fin de la législature à une motion de censure déposée par la droite.

Le sujet essentiel, dont la rédaction n'est pas totalement achevée,

est celui du point de référence en ce qui concerne les inévitables primaires. Selon un participant, ces primaires doivent répondre à un double impératif : être le moins nombreuses possible et ne pas faire l'objet d'une dramatisation excessive, quel qu'en soit le type.

Bien qu'aucun nom de grande ville n'ait été cité, jeudi, par les négociateurs, à part celui de « Trifouillis-les-Oies », en manière de plaisanterie — cette épineuse question, n'a cessé de planer pendant toute la rencontre. Si les communistes ont fait valoir qu'on ne pouvait leur demander d'accepter — explicitement — des primaires, puisqu'ils veulent la reconduction de l'accord de 1983, ils n'ont pas, pour autant, refusé — implicitement — le fait qu'il puisse y en avoir quelques-uns. A cet égard, les socialistes ont fait comprendre, pour leur part, que la signature d'un « bon accord », autant dans sa lettre que dans son application, leur permettrait de réduire, au maximum, les demandes de primaires venant de la base socialiste.

Si on laisse entendre au PS que les primaires dans les villes à direction communiste pourraient se limiter à cinq ou dix, c'est-à-dire qu'elles seraient « l'extrême exception », on ajoute que dans les anciennes municipalités dirigées par le PCF et perdues par lui en 1983 « l'extrême exception devrait être le leadership communiste ». Ces cas échapperaient, sans doute, au comité de liaison qui sera mis en place pour trancher les cas litigieux.

OLIVIER BIFFAUD.

Le RPR et l'UDF s'entendent dans deux cent vingt-deux villes

Après deux mois de négociations quasi hebdomadaires, les responsables UDF et RPR de la commission Juppé-Gandini sont parvenus, jeudi 5 janvier, à un premier accord sur la présentation de listes communes aux élections municipales de mars prochain. Il porte sur deux cent vingt-deux villes de plus de trente mille habitants dans lesquelles RPR-UDF ont donc choisi de lier leur sort face à la gauche.

Malgré les déclarations de satisfaction de part et d'autre, ce premier accord n'a pas été conclu sans mal. Discussions le jeudi matin, reprises le soir après le bureau politique de l'UDF qui avait à se prononcer sur les deux cas de Lille et d'Amiens. Les centristes, particulièrement malmenés au terme de cette journée, accusent le RPR « de leur faire payer leur liberté d'esprit », notamment sur le terrain européen, et suspectent leurs amis du PR avec lesquels ils partagent le même nombre de têtes de liste dans les grandes villes (treize-quatre) de ne rien faire pour les arranger.

Malgré l'accord, quatorze villes demeurent en suspens. Les responsables RPR et UDF ont promis de régler ces problèmes dans les prochains jours. Ces villes sont : Paris, Grasse, Villeurbanne, Saint-Etienne-de-Rouvray, Stains, Mende, Saint-Lé, Alençon, Ajaccio, Bastia, Montauban, Vénissieux, Calais, Auzerres, la ville de M. Jean-Pierre Soisson. Mais surtout Lyon où l'on a le sentiment de vivre une réédition des querelles de 1983 entre le maire sortant M. Francisque Collomb et

son turbulent concurrent du RPR, l'ancien ministre M. Michel Noir.

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a indiqué que son mouvement restait sur le schéma suivant : 40 % de candidats UDF, 40 % de candidats RPR, le reste, puisé dans le milieu socio-professionnel étant fourni à égalité par les deux partis. En tout cas et fort curieusement, M. Juppé a rappelé que son parti ne ferait pas un « caser belli » du refus du maire de Lyon d'offrir le poste de premier adjoint à M. Noir. Reste à savoir comment celui-ci s'accommodera personnellement d'une telle concession.

Primaires officielles et sauvages

Au total, on dénombre aujourd'hui onze primaires organisées entre le RPR et l'UDF : Metz, le cas de M. Jean-Marie Rausch, ministre d'ouverture, Charleville-Mézières, Montferrand, La Rochelle, Chartres, Saint-Herblain, Laval, Creil, Bron, Saint-Maur-des-Fossés, Saint-Malo, le cas le plus difficile à régler étant celui de Lille où aura lieu une primaire « sauvage ». Il est posé depuis des semaines, depuis qu'avait déclaré leur candidature la laïcité et se défilé de l'agglomération illoise, M. Bruno Durieux et le RPR Alex Turk. Dès le départ, se fondant sur le fait que les autres grandes villes de la métropole nordiste étaient détachées par l'UDF, Roubaix par le

centriste M. André Dilligent et Tourcoing par le PR M. Stéphane Dermaux, les chiraquiens avaient fait valoir que la tête de liste de l'opposition pour mener le combat contre M. Pierre Mauroy leur revenait. Ce fut finalement le bureau politique de l'UDF qui fut prendre la décision. Les centristes réclamant un vote secret, la candidature de M. Durieux fut finalement désavouée par 9 voix contre 7 et deux bulletins blancs. L'UDF voulait encore croire à une concession du RPR sur Brest. En vain. Au point de ce même bureau politique, les centristes se voyaient à nouveau contraindre sur le cas d'Amiens, problème spécifique à l'UDF, puisqu'en définitive le PR M. Gilles de Robien était préféré au centriste M. Jean-Claude Broutin.

En l'état actuel des choses, deux primaires sauvages — Lille et Amiens — sont prévisibles. Si à Vichy M. Claude Malhuret a finalement obtenu l'investiture officielle de l'UDF-RPR, à Lille, malgré l'accord de jeudi soir, M. Bruno Durieux semble résolu à maintenir sa candidature. Son parti, le CDS, lui semble résolu à fermer les yeux. Ve-t-on vers une nouvelle affaire électorale illoise ? La question peut déjà être posée. Une autre primaire « sauvage » est à craindre à Cannes. M. Anne-Marie Dupuy, le maire sortant RPR a été réinvesti comme tête de liste, mais M. Michel Monillet, un proche de M. Léotard, semble de toute façon décidé à se présenter.

DANIEL CARTON.

La polémique au sein du PS sur l'exclusion de M. Vigouroux

L'exclusion de M. Robert Vigouroux décidée par le bureau exécutif du Parti socialiste, mercredi 5 janvier, a déclenché une polémique publique entre M. Pierre Mauroy et M. Pierre Joxe. Le ministre de l'Intérieur qui s'était déjà opposé aux députés socialistes lors de la dernière session parlementaire en refusant les modifications de la loi électorale municipale soumise par M. Michel Pezet, officiellement investi par le PS pour conduire la liste à Marseille, avait déploré sur Europe 1, jeudi matin 5 janvier, les « conditions » dans lesquelles son parti traitait le dossier de la cité phocéenne.

Jugeant cette déclaration « malheureuse », le premier secrétaire du PS a répliqué, peu après, que la « règle intangible, absolue » des socialistes est de n'avoir qu'un seul candidat. L'ancien premier ministre a également observé que les décisions pour les municipales « sont prises rue de Solferino [siège

du PS] et non au ministère de l'Intérieur ».

De son côté, M. Pezet a estimé que « le propre du ministre de l'Intérieur, c'est d'avoir en matière électorale des visions un peu différentes ». « Je ne pense pas, a-t-il ajouté, qu'on ait raison contre une convention nationale et l'unité du bureau exécutif ».

Après la rencontre organisée, jeudi 5 janvier, entre la fédération socialiste et la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, M. Guy Herminier, membre du bureau politique du PCF, a estimé que « l'ambiguïté demeure plus que jamais ». « Nous nous trouvons face à deux candidats, l'un soutenu par la direction du PS, l'autre par M. François Mitterrand ». Pour M. Herminier, que « le PS conditionne tout accord dans les Bouches-du-Rhône à un accord sur Marseille n'est franchement ni raisonnable ni efficace ».

A Meyzieu (Rhône), une partie de la droite s'allie au Front national contre M. Jean Poperen

LYON
de notre bureau régional

En présentant les têtes de liste de son parti dans la plupart des communes de l'agglomération lyonnaise, le secrétaire de la fédération du Rhône du Front national, M. Denis de Bostiller, a involontairement mis l'accent sur les localités où les amis de M. Le Pen s'approprient à partir en tandem avec des candidats de l'UDF et du RPR lors des prochaines élections municipales. C'est ainsi que, interrogé sur l'absence apparente du FN à Meyzieu, où le maire sortant est M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, le responsable départemental du mouvement de M. Jean-Marie Le Pen n'a eu que confirmer la préparation dans cette ville d'une « liste d'union », regroupant à la fois des membres de l'UDF, du RPR et du Front national.

Une association « Meyzieu 89 » a en effet été créée en ce sens, à l'initiative, par M. Michel Mauchair, ancien secrétaire de la fédération du Rhône du CDS et candidat de l'URC aux élections législatives de printemps dernier contre M. Poperen. A l'époque, M. Mauchair avait refusé de négocier entre les deux tours avec le candidat du Front national, M. Bruno Gollinich, afin de ne pas alimenter le « trouble » de l'électorat centriste dans d'autres circonscriptions du département. L'élection triangulaire qui s'en était suivie avait permis à M. Jean Poperen de l'emporter de justesse, avec 13% circumscription du Rhône, avec 50,79 % des suffrages exprimés.

En conseiller municipal de Lyon en 1983 sur la liste de M. Francisque Collomb, M. Michel Mauchair n'entend pas cette fois se plier aux injonctions des états-majors politiques. L'association qu'il anime, et

qui a commencé à organiser des permanences régulières, compte des militants de l'UDF, du RPR, du CNI et du FN, parmi lesquels M. Serge Morin, présenté comme le responsable du secteur de Meyzieu dans le nouvel organisme de la fédération du Rhône du Front national. La plupart des conseillers municipaux d'opposition dans l'agglomération de Lyon, les villes concernées sont : Villeurbanne, Vénissieux, Caluire, Saint-Priest, Bron, Vaulx-en-Velin, Oullins, Rillieux, Villefranche-sur-Saône, Décines, Ecully, Tassin-la-Demi-Lune, Sainte-Foy-les-Lyon et Saint-Denis de la Rivière.

Le Front national présentera des listes dans quinze villes du Rhône. — Le FN aura ses propres listes aux élections municipales dans quatorze villes de l'agglomération lyonnaise et les neuf arrondissements de Lyon. Les villes concernées sont : Villeurbanne, Vénissieux, Caluire, Saint-Priest, Bron, Vaulx-en-Velin, Oullins, Rillieux, Villefranche-sur-Saône, Décines, Ecully, Tassin-la-Demi-Lune, Sainte-Foy-les-Lyon et Saint-Denis de la Rivière.

De fait, sont inscrits sur l'arrondissement tout en n'y résident pas, outre M. Bariani lui-même — ce qui est normal, — six de ses parents, dont son épouse, employée à la mairie de Paris, son ancien chef de cabinet et l'un de ses conseillers techniques quand il était secrétaire d'Etat, ainsi que plusieurs de ses collaborateurs parisiens.

Pas de quoi faire basculer une élection, répond en substance le maire du 20^e arrondissement : « Je ne me sens pas culpabilisé, nous n'en sommes pas capables », nous a-t-il déclaré, mais un peu consterné. « C'est déplacé ! Je ne vois pas pourquoi ne seraient pas inscrits là non seulement quatre ou cinq responsables de l'arrondissement mais également ma femme, mon fils et un nombre de mes proches. Ils sont depuis sept ou huit ans. Je suis titulaire d'un bail en bonne et due forme au nom de l'association ADES 20, et j'accepte de les domicilier à titre gracieux. Ce prout de vertu ! Il y a à dire sur toutes les communes de France... Le mal est parfois beaucoup plus grand et harmonieusement partagé ».

« Dans les deux cas, l'apport nécessaire pour être élu est de 1 500 à 2 000 personnes. Il est donc obligatoire de trouver 800 à 900 points d'accueil », conclut ce document.

Impossible de savoir quelles furent ses conséquences concrètes. En tentant

de « Meyzieu 89 ». Pour sa part, le président départemental du CDS, M. Roger Fanchet, par ailleurs suppléant de M. Michel Noir, affirme que, si elle devait se traduire par un accord en vue des élections municipales, l'initiative de M. Mauchair serait « sanctionnée par une exclusion ».

JEAN-LOUIS SAUX.

M. CHABOCHE (FN), candidat contre M. Lecanuet à Rouen. — M. Dominique Chaboché, vice-président du Front national et ancien député de Seine-Maritime, a annoncé, mercredi 4 janvier, qu'il conduirait une liste à Rouen pour les élections municipales. Il a souligné que se réalisait, au second tour, l'union avec la liste du sénateur et maire sortant, M. Lecanuet. Pour sa part, le PS a désigné M. Michel Bérégovoy, député de Seine-Maritime et ancien ministre de l'Economie et des finances, comme tête de liste.

Pas de quoi faire basculer une élection, répond en substance le maire du 20^e arrondissement : « Je ne me sens pas culpabilisé, nous n'en sommes pas capables », nous a-t-il déclaré, mais un peu consterné. « C'est déplacé ! Je ne vois pas pourquoi ne seraient pas inscrits là non seulement quatre ou cinq responsables de l'arrondissement mais également ma femme, mon fils et un nombre de mes proches. Ils sont depuis sept ou huit ans. Je suis titulaire d'un bail en bonne et due forme au nom de l'association ADES 20, et j'accepte de les domicilier à titre gracieux. Ce prout de vertu ! Il y a à dire sur toutes les communes de France... Le mal est parfois beaucoup plus grand et harmonieusement partagé ».

« Dans les deux cas, l'apport nécessaire pour être élu est de 1 500 à 2 000 personnes. Il est donc obligatoire de trouver 800 à 900 points d'accueil », conclut ce document.

Impossible de savoir quelles furent ses conséquences concrètes. En tentant

Les listes électorales de Paris sont-elles « revues et trafiquées » ?

Les listes électorales ressemblent à la langue française : la règle tolère les exceptions. Et, tout comme les linguistes, les législateurs discutent longtemps pour faire la part du charme et de l'excès. La règle, la voici, telle que réécrite le code électoral en son article L. 11 : « Sont inscrits sur la liste électorale, sur leur demande : 1. — Tous les électeurs qui ont leur domicile réel dans la commune ou y habitent depuis six mois au moins ; 2. — Ceux qui figurent pour la cinquième fois sans interruption, l'année de la demande d'inscription, au rôle d'une des contributions directes communales et, s'ils ne résident pas dans la commune, ont déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux. Tout électeur ou toute électrice peut être inscrit sur la même liste que son conjoint au titre de la présente disposition ; 3. — Ceux qui sont assujettis à une résidence obligatoire dans la commune en qualité de fonctionnaires publics. »

Autrement dit, ne peuvent théoriquement voter quelque part que ceux qui y habitent réellement, ou y payent les impôts locaux depuis longtemps, ou ont épousé une personne dans cette situation, ou encore y résident sous la contrainte du devoir d'Etat. Or, tout électeur le sait, la théorie est fort éloignée de la pratique. Le ministre de l'Intérieur n'en finit pas de se battre avec les procureurs corse. Les Français de l'étranger peuvent se faire inscrire sur la commune de leur dernier domicile hexagonal mais aussi sur celle où est inscrit... l'un de leurs ascen-

dants ou de leurs descendants « au premier degré ». Surtout, le contrôle du domicile réel n'est — heureusement — guère inquisitorial : attestation gracieuse de domiciliation, quittances de loyer complaisantes, etc., autant de « présumptions de résidence » suffisantes, pour être inscrit et voter là où l'on n'habite pas.

C'est affaire de commodité pour certains citoyens. Et pour d'autres, affaire de solidarité... Quel homme politique résistera à la tentation d'avoir sous la main, pour sa campagne électorale, ses plus proches collaborateurs ? A dose homéopathique, qui s'en offusquerait ? Il en va tout autrement quand la parole est serrée, quand quelques milliers, voire quelques centaines de voix peuvent faire la différence. Commence alors, longtemps avant l'échéance, ce qu'un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur nomme les « opérations transfusion sanguine », le même ajoutant que « cela s'est toujours fait » : il suffit de faire basculer — de l'étranger ou de communes amies — des électeurs « bien vêtus » sur le secteur convoité, en toute légalité apparente, et le tour est joué.

De telles manœuvres ont-elles lieu aujourd'hui dans la capitale ? C'est ce qu'effriment mezzo voce certains socialistes, mais aussi quelques centristes en rupture d'hôtel de ville, et que dément, évidemment et farouchement, le maire de Paris. Le Canard enchaîné du mercredi 4 janvier s'est déjà fait l'écho de cette polémique, assurant que les listes

parisiennes sont « revues et trafiquées ». Le débat concerne les arrondissements où la gauche peut espérer bousculer quelques uns des troupes de M. Jacques Chirac : 20^e, 19^e, 13^e, 12^e, 11^e, 3^e... L'enjeu est de taille : si sa prééminence n'est pas en cause, l'image de l'ancien premier ministre, qui avait réussi à revivifier les vingt années d'arrondissement, ne serait-elle pas atteinte ne serait-ce que par un ou deux échecs ?

« 1 500 à 2 000 personnes »

Aussi les projecteurs sont-ils braqués sur l'un de ces arrondissements, le 20^e, où le radical chiraquien, Didier Bariani, actuel maire, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement Chirac, fut battu aux dernières législatives par le socialiste Michel Chataut avec seulement 1 224 voix d'écart. Les listes électorales y sont-elles l'objet de sollicitations particulières ? Seule la commission administrative chargée, jusqu'au 10 janvier, de contrôler leur révision pourrait le dire (1). Toujours est-il qu'un document nous est parvenu : établi durant l'été dernier après une réunion — dont le lieu et la nature ne sont pas indiqués — sur « la procédure en matière de révision des listes électorales », il se présente comme un mode d'emploi non dénué d'arrière-pensées.

Deux opérations sont distinguées : la radiation et l'inscription. Sur la première, cette note conseille « une appro-

che sélective qui consiste à radier, au vu d'un faisceau de présomptions (immeuble délaissé, etc.) établies par l'électeur a perdu son domicile dans le 20^e arrondissement (L.). Cette solution permet un travail certainement plus fin et subtil ; elle est aussi plus difficile à mettre en œuvre et ne peut être qu'empirique. L'appréciation du domicile d'origine est un exemple de la subtilité de cette opération ». Ou comment se débarrasser des électeurs peu sûrs... Quant à l'inscription, ce document souligne que les fonctionnaires qui en sont chargés « n'ont pas grande latitude pour s'opposer à une demande ».

Suit un sous-chapitre « Encouragement » : « Dans le cadre des textes : il est possible de faire inscrire des personnes ayant un lien « effectif » avec le vingtième (tel est le cas des présidents d'associations) ou professionnel (cas des commerçants qui sont inscrits au rôle des contributions). Au-delà des textes : soit utiliser la notion de résidence depuis plus de six mois (actuelle, effective et continue) (L.). A ce titre, il suffit de présenter une attestation de domiciliation. Soit utiliser la notion de domicile, et donc présenter des contrats de location et en favoriser le développement ».

« Dans les deux cas, l'apport nécessaire pour être élu est de 1 500 à 2 000 personnes. Il est donc obligatoire de trouver 800 à 900 points d'accueil », conclut ce document.

Impossible de savoir quelles furent ses conséquences concrètes. En tentant

de « Meyzieu 89 ». Pour sa part, le président départemental du CDS, M. Roger Fanchet, par ailleurs suppléant de M. Michel Noir, affirme que, si elle devait se traduire par un accord en vue des élections municipales, l'initiative de M. Mauchair serait « sanctionnée par une exclusion ».

M. CHABOCHE (FN), candidat contre M. Lecanuet à Rouen. — M. Dominique Chaboché, vice-président du Front national et ancien député de Seine-Maritime, a annoncé, mercredi 4 janvier, qu'il conduirait une liste à Rouen pour les élections municipales. Il a souligné que se réalisait, au second tour, l'union avec la liste du sénateur et maire sortant, M. Lecanuet. Pour sa part, le PS a désigné M. Michel Bérégovoy, député de Seine-Maritime et ancien ministre de l'Economie et des finances, comme tête de liste.

Pas de quoi faire basculer une élection, répond en substance le maire du 20^e arrondissement : « Je ne me sens pas culpabilisé, nous n'en sommes pas capables », nous a-t-il déclaré, mais un peu consterné. « C'est déplacé ! Je ne vois pas pourquoi ne seraient pas inscrits là non seulement quatre ou cinq responsables de l'arrondissement mais également ma femme, mon fils et un nombre de mes proches. Ils sont depuis sept ou huit ans. Je suis titulaire d'un bail en bonne et due forme au nom de l'association ADES 20, et j'accepte de les domicilier à titre gracieux. Ce prout de vertu ! Il y a à dire sur toutes les communes de France... Le mal est parfois beaucoup plus grand et harmonieusement partagé ».

« Dans les deux cas, l'apport nécessaire pour être élu est de 1 500 à 2 000 personnes. Il est donc obligatoire de trouver 800 à 900 points d'accueil », conclut ce document.

Impossible de savoir quelles furent ses conséquences concrètes. En tentant

d'arriver, nous avons pu nous procurer une liste d'électeurs inscrits en 1988 au 35, rue Saint-Fargeau, où se trouve le bureau aux lettres de la permanence électorale de M. Bariani, située dans une villa en arrière de l'immeuble.

De fait, sont inscrits sur l'arrondissement tout en n'y résident pas, outre M. Bariani lui-même — ce qui est normal, — six de ses parents, dont son épouse, employée à la mairie de Paris, son ancien chef de cabinet et l'un de ses conseillers techniques quand il était secrétaire d'Etat, ainsi que plusieurs de ses collaborateurs parisiens.

Pas de quoi faire basculer une élection, répond en substance le maire du 20^e arrondissement : « Je ne me sens pas culpabilisé, nous n'en sommes pas capables », nous a-t-il déclaré, mais un peu consterné. « C'est déplacé ! Je ne vois pas pourquoi ne seraient pas inscrits là non seulement quatre ou cinq responsables de l'arrondissement mais également ma femme, mon fils et un nombre de mes proches. Ils sont depuis sept ou huit ans. Je suis titulaire d'un bail en bonne et due forme au nom de l'association ADES 20, et j'accepte de les domicilier à titre gracieux. Ce prout de vertu ! Il y a à dire sur toutes les communes de France... Le mal est parfois beaucoup plus grand et harmonieusement partagé ».

« Dans les deux cas, l'apport nécessaire pour être élu est de 1 500 à 2 000 personnes. Il est donc obligatoire de trouver 800 à 900 points d'accueil », conclut ce document.

Impossible de savoir quelles furent ses conséquences concrètes. En tentant

Plus d'union, plus de mot d'ordre de...

Profession de foi

Le Front national présente des listes dans quinze villes du Rhône.

Le Front national présente des listes dans quinze villes du Rhône.

Le Front national présente des listes dans quinze villes du Rhône.

Le Front national présente des listes dans quinze villes du Rhône.

Le Front national présente des listes dans quinze villes du Rhône.

Le Front national présente des listes dans quinze villes du Rhône.

RA AU C DIME

Politique

Le débat sur l'échéance européenne dans l'opposition

« Plus d'union, plus d'Europe », nouveau mot d'ordre de M. Giscard d'Estaing

La façon dont l'UDF prépare les élections européennes ressemble de plus en plus au jeu du chat et de la souris. Avec d'un côté M. Valéry Giscard d'Estaing, plus favorable que jamais à une liste d'union RPR-UDF dont il prendrait la tête, qui respecte scrupuleusement le calendrier fixé et qui, sans s'occuper des états d'âme des uns et des autres, cherche à mettre tous les partenaires de sa confédération au pied du mur d'une profession de foi ferme et définitive. De l'autre côté, les centristes veulent jouer au plus fin et ne veulent entendre parler pour rien au monde d'une liste commune avec les chrétiens : dans l'immédiat, leur objectif est de jouer la montre en attendant que les élections municipales se passent.

La journée du jeudi 5 janvier aura fourni une parfaite illustration de ce petit jeu subtil. A entendre M. Giscard d'Estaing, tout est désormais très simple. La profession de foi sur

l'Europe qu'il a présentée à l'issue du bureau politique UDF - document de 29 pages intitulé - « L'UDF, construire l'union européenne » - constitue désormais « le » document de référence et « la » plate-forme électorale qui demeure, a-t-il précisé, sans doute « amendable mais pas chamboulable ».

Pour lui, l'essentiel du chemin de l'union est donc fait. Il y tenait avant le premier rassemblement à huis clos, vendredi 6 janvier à Paris de tous les responsables fédéraux de l'UDF. Dès lors, tout le reste ne serait que formalités : nouveau bureau politique le 31 janvier pour fixer définitivement l'ensemble, adoption par le conseil national le 1^{er} février et rencontre avec le RPR le surlendemain. « Plus d'union, plus d'Europe », c'est son nouveau slogan. Le président de l'UDF y croit, ou plutôt d'y croire. Tout

le reste - les positions de M. Bernard Bosson (le Monde du 5 janvier), les réactions à cet article de M. Alain Juppé - ne reflète que « positions personnelles ».

Les centristes, eux, considèrent la profession de foi présentée par M. Giscard d'Estaing comme un simple document de travail. Les radicaux les ont d'ailleurs suivis, en se plaignant pour leur part que ce texte n'ait été que le fruit d'une réflexion menée par M. Alain Madelin, PR, et M. Bernard Bosson, centriste. Jusque avant ce bureau politique, M. Pierre Méhaignerie avait pris soin de rappeler au président de l'UDF qu'il n'était nullement question d'aborder les problèmes de stratégie. Les centristes veulent, eux, continuer de discuter sur le fond, et notamment des dossiers sociaux. Rien n'est dit, par exemple, sur une politique européenne d'immigration, thème pourtant devenu prioritaire, tandis que sur les institutions trois thèses sont en présence : celle de M. Giscard d'Estaing, favorable à une plus grande implication des Etats au niveau du gouvernement de l'Europe ; celle de M. Simone Veil, MM. Alain Lamassouire et Jacques Barrot, qui plaident pour un renforcement des pouvoirs du Parlement européen, et, enfin, celle des libéraux, défendue par M. Madelin pouvant se résumer à « plus d'Europe, moins d'Etat ».

Enfin et surtout, les centristes font confiance au RPR pour leur donner le moment venu suffisamment d'arguments pour refuser de faire liste commune avec eux. Il leur importera alors de peser le pour et le contre entre une liste autonome édictée par le parlementarisme européen, et une liste UDF, déclinée par M. Madelin ouvert dans leurs rangs.

DANIEL CARTON.

Profession de foi

Economie, institutions, défense, tels sont les trois grands chapitres du projet de profession de foi de l'UDF sur l'Europe présenté jeudi 5 janvier.

● **Economie** : L'UDF propose d'abord une adaptation rapide de la fiscalité française : « Dans la perspective de la liberté des mouvements de capitaux au 1^{er} juillet 1990, nous devons engager sans délai une profonde réforme de notre fiscalité de l'épargne ».

Elle comprend notamment l'abaissement à 33 1/3 % de l'impôt sur les sociétés, pour éliminer la double taxation des dividendes, l'alignement des prélèvements forfaitaires, qui s'élevaient aujourd'hui de 15 % à 46 %, la suppression de l'impôt de Bourse, et des autres impôts spécifiques, la révision en profondeur de la fiscalité du patrimoine, et notamment de l'ISF.

Il s'agit aussi « de ramener le taux majoré de la TVA au niveau du taux normal, d'abaisser le taux normal à 16 %, de supprimer les différences d'assiette et le décalage d'un mois ». Coût pour l'Etat : 150 milliards de francs sur trois ans.

L'UDF propose ensuite la création avec les autres partenaires euro-

péens d'une « véritable union monétaire ».

● **Institutions** : L'UDF souhaite une « nouvelle avancée institutionnelle » pour mener l'Europe « dans le cadre des Etats unis d'Europe ». Favorable à un nouveau traité, l'UDF présente trois priorités :

« Donner un rôle plus grand au Parlement dans la Communauté ».

Pour cela, il faut renforcer le pouvoir de contrôle du Parlement et son pouvoir législatif.

« Stabiliser le conseil européen » : donner un rôle accru à la présidence du conseil européen dans l'affirmation internationale de l'Europe. Pour cela, le président du conseil européen devrait être nommé pour cinq ans. Il devrait être assisté d'un vice-président désigné pour une durée de six mois, selon les règles actuellement en vigueur.

« Renforcer la commission européenne » : Il faut que les commissaires soient désignés non plus pour deux fois deux ans, mais pour cinq ans (c'est-à-dire la même durée que les parlementaires européens, et demain le président du conseil européen).

La désignation du président de la Commission devrait être ratifiée par le Parlement européen afin de renforcer son autorité et sa légitimité démocratique.

Ce président devrait avoir la liberté de choisir lui-même ses commissaires, pour les différents secteurs de responsabilité désignés pour une durée de cinq ans sur la base d'une liste de noms proposés par chacun des Etats.

● **Défense** : L'UDF se dit favorable à la création d'un « conseil de défense européen ». Le texte précise :

« La Communauté européenne constitue potentiellement une grande puissance. Les Européens doivent assumer ensemble leurs responsabilités. Mais le choix n'est pas pour eux entre l'Europe et l'atlantisme, il est celui de la spécificité européenne au sein de cette dernière, qui, avec la dissuasion nucléaire, demeure vitale pour leur sécurité. Pour l'UDF, la seule réponse réaliste c'est le « pilier européen » de l'alliance atlantique ».

Il faut dès maintenant mettre sur pied le conseil de défense européen nécessaire à la sécurité de l'Europe. Pour que ce mouvement puisse s'amorcer, chacun doit dépasser ses pesanteurs. La France doit intégrer la dimension européenne dans son concept stratégique et dissiper les conceptions qui subsistent sur son engagement aux côtés de ses alliés en cas de crise. Ceux-ci doivent pour leur part accepter de se départir d'une certaine orthodoxie OTAN et de privilégier la constitution d'une Europe de la défense ».

M. Pierre Schiold (centriste) se voit retirer sa délégation de questeur au Sénat

Le bureau du Sénat, réuni jeudi 6 janvier au soir sous la présidence de M. Alain Poperen, a décidé à l'unanimité de retirer sa délégation de questeur à M. Pierre Schiold, sénateur centriste du Haut-Rhin. M. Schiold était chargé de l'intendance du palais du Luxembourg, avec deux autres sénateurs, MM. Jacques Bialski (PS) et Amédée Bouquerel (RPR), qui, depuis des mois, refusaient de siéger à ses côtés.

Le bureau du Sénat, où sont représentés tous les groupes, a entendu M. Schiold pendant deux heures, notamment à propos de son gendre, M. Pierre Beret, patron du bureau d'études parisiennes Synergie. En décembre, M. Schiold avait démenti des informations de presse accusant son gendre d'avoir interféré dans les dossiers d'adjudication des travaux au Sénat, qui portent actuellement sur plusieurs dizaines de millions de francs (le Monde du 22 décembre 1988). En lui retirant sa délégation, le bureau a toutefois voulu signifier au sénateur centriste qu'il ne pouvait plus lui accorder sa confiance.

Le fin des cérémonies des vœux à l'Elysée

Les « sept commandements » de M. Mitterrand

Les traditionnelles cérémonies de vœux à l'Elysée se sont terminées, jeudi 5 janvier, par les vœux de la presse. Au cours d'une conversation avec les journalistes, M. Mitterrand a annoncé que le bureau de l'OLP à Paris serait transformé en une « délégation générale de la Palestine » (lire page 3) ; il a aussi indiqué qu'une « maison des journalistes » serait installée dans le centre des conférences internationales qui sera construit quasi Brandy à Paris.

Après, le chef de l'Etat avait reçu les bureaux des Assemblées (Sénat, Assemblée nationale, Conseil économique et social), la municipalité de Paris, les autorités religieuses puis les

« forces vives de la nation » (syndicats, associations...). Devant ces dernières, M. Mitterrand a énoncé les « sept commandements pour une France compétitive » : une inflation faible, une monnaie forte, un investissement industriel dynamique, effort de recherche amplifié, effort prioritaire pour l'éducation et la formation, investissement commercial accru, marché unique européen. Puis il a consacré son propos au « partage ». Cette philosophie d'action doit être dirigée vers les pauvres (revenu minimum d'insertion), les chômeurs, les bas salaires et les faibles revenus. Elle doit s'attacher au « partage du savoir » et à celui des responsabilités, notamment dans l'entreprise.

« Moi, Dieu ? Ce n'était pas dans mes prévisions »

En cours d'une conversation avec les journalistes, au terme de la cérémonie des vœux à la presse, le jeudi 5 janvier, M. Mitterrand a notamment traité les sujets suivants :

● Dieu :

« Moi, Dieu ? Cela m'a étonné. Ce n'était pas dans mes prévisions ». M. Mitterrand apprécie néanmoins le « Bébé show », mais s'étonne qu'on prête à la grenouille un « langage de charrier », alors qu'il ne prononce jamais, assure-t-il, « le mot de Cambronne » : « J'enquête tout le monde, je traite le premier ministre plus bas que terre, j'insulte ce malheureux M. Chirac ». M. Mitterrand s'amuse des louanges que Rocard adresse à la grenouille - « Ascenseur céleste, aspirateur divin, baromètre illuminé », mais juge que l'on montre un peu trop le premier ministre « plongeant au-dessous du comptoir » en révérences à répétition. « Je le trouve plus ressemblant que moi », remarque-t-il cependant. « M. Barre me ravit. M. Chirac est parfaitement réussi ».

● Elections européennes :

Si M. Rocard souhaitait prendre la tête de liste socialiste pour les élections européennes de juin, M. Mitterrand aurait son « mot à dire ». Le chef de l'Etat considère,

en effet, que le premier ministre ou un ministre devrait, dans ce cas, « renoncer à ses fonctions ou bien se mettre en congé quelques semaines ». « Pourquoi se faire élire si ce n'est pas pour siéger ? », a-t-il demandé.

● Institutions :

« Que doit faire le président ? Pas assez ou trop ? Il faut que les institutions connaissent une autre orientation que celles du dernier quart de siècle. Le pays aimerait concilier l'avantage d'un président omnipotent et d'un président qui laisserait à chacun le libre exercice de ses compétences. Je continuerai à cheminer entre ces deux données (...). Lorsque le sort du pays est en jeu, il est normal que le chef de l'Etat intervienne et tranche. C'est son rôle ».

● Marseille :

Interrogé sur l'exclusion de M. Vigouroux, maire de Marseille, du Parti socialiste, M. Mitterrand a déclaré : « Je n'en pense rien. C'est le problème spécifique d'un parti politique. Je n'ai pas à me substituer aux formations politiques ». Qui soutiendrait, pour la tête de liste socialiste, M. Vigouroux ou M. Pezet, lui a-t-on demandé. M. Mitterrand a répondu : « C'est absurde cette question. Je n'ai à soutenir personne ».

● Papy :

A propos de son âge, M. Mitterrand a remarqué qu'on commençait à l'appeler « le Papy », voire « ce vieux homme ». « Quand on arrive à ce moment de la vie, ce qu'il faut éviter, ce sont les rendez-vous annuels. Des anciens du collège, par exemple. Quand par hasard on y va, on en revient en disant des aïe ! ». « Qu'est-ce qu'ils ont pris ! ». On ne pense pas du tout que les autres tiennent le même langage sur vous ».

● Quinquennat :

« Ça me paraît un peu passé de mode, comme ça... mais si les formations politiques, à l'Assemblée nationale, s'accrochent sur cette réforme constitutionnelle, je ne m'y opposerai pas ».

● Rocard-Jospin :

Un journaliste a demandé à M. Mitterrand : « Qui est ministre de l'éducation nationale, M. Jospin ou M. Rocard ? ». « Ou moi ! a répondu le chef de l'Etat. Je perds le fil, hein ! Un ministre d'Etat qui remplit le deuxième rôle dans le gouvernement, c'est un ministre non seulement de plein exercice, mais avec quelque chose en plus. Mais cela n'interdit pas au premier ministre de donner son avis ».

● Roumanie :

« C'est un système condamnable. Il a quelque chose d'anarchique et de blessant pour la conscience humaine. J'ai l'intention d'aller en RDA, pas en Roumanie ».

JOURNÉES EUROPÉENNES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Avec le concours de
BUL SA • COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX
CRÉDIT LYONNAIS • FRANCE TÉLÉCOM
31 janvier - 1^{er} février 89
au Palais des Arts et des Congrès, Paris-Issy-les-Moulineaux
FORCES ET FAIBLESSES DES COLLECTIVITÉS LOCALES EUROPÉENNES AVANT 1993
Sous le patronage de Jacques Delors, président de la C.E.E.

Rosa Barrens député au parlement de Catalogne	Marinette Girard directeur de l'action sociale au ministère des affaires sociales	Eneko Landaburu directeur de la politique régionale à la C.E.E.	Dr Gerhard Rembold adjoint au maire de Karlsruhe
Juan Antonio Barranco maire de Madrid	Michel Girard député-maire du Perreux, président de l'A.M.P.	Patrick Lucas président de la Fondation pour la Gestion des Villes	Alain Richard député-maire de Saint-Ouen-l'Aumône, président de la Fondation
Jean-Michel Baylet secrétaire d'Etat aux collectivités locales	Josep Gomis i Martí conseiller du gouvernement de la généralité de Catalogne	Robert Maxwell président de Maxwell Communications Corp.	André Rossinot ancien ministre, député-maire de Nancy
Ada Becchi-Collida député italien	Josy Moynet secrétaire de Charente- Maritime	Joey Moynet secrétaire de Charente- Maritime	André Santini ancien ministre, député-maire d'Issy-les-Moulineaux, vice-président de la Fondation
Jacques Chérèque ministre de l'aménagement du territoire	Dr Martin Gruber bourgmestre d'Offenburg	Roland Nungesser ancien ministre, député-maire de Nogent-sur-Marne	Gérard Saumade député, président du conseil général de l'Hérault
Geoffrey Cook maire de Newcastle	Dr Josef Hoffmann bourgmestre de Mayence, président international du C.C.R.E.	Dominique Perben député-maire de Chalon-sur-Saône	Pierluigi Severi premier adjoint au maire de Rome
Edith Cresson ministre des affaires européennes	Jean-Maurice Dehouve ancien ministre, sénateur de Lille	Jean-Marie Bauch ministre du commerce extérieur	Alan Whitehead président du conseil municipal de Southampton

et 40 professeurs, experts ou élus politiques de 11 pays de la C.E.E.
Avec la collaboration du CONSEIL DES COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE
FONDATION POUR LA GESTION DES VILLES, 59, RUE LA BOËTTE, PARIS 8
Tél. 42.56.39.70 Télécopie 42.25.89.36

RAYMOND BARRE AU CLUB DE LA PRESSE DIMANCHE 8 JANVIER A 19 H

Dirigé par
Jean-Pierre Elkabbach

EUROPE 1

مكتبة من الأصل

Société

La sécurité, enjeu des élections municipales

M. Pierre Joxe plaide pour un logement dans la capitale des policiers parisiens

Circulation! avait lancé le maire. Logement! répond le ministre. Entre les deux, les policiers parisiens placés au cœur d'un débat électoral entre l'ancien premier ministre et l'actuel ministre de l'intérieur, qui est également l'un des têtes de liste du Parti socialiste, dans le douzième arrondissement de la capitale. Tous deux, évidemment, se réclament de l'intérêt général, mais l'enjeu est aussi, sinon surtout, là. Tandis que M. Joxe avait, à ses côtés son adjoint, un préfet de police, proche du président de la République, M. Pierre Verdrugghe, ministre de la capitale en raison de ses pouvoirs particuliers, M. Chirac s'était fait représenter par son premier adjoint à la mairie, M. Jean Tibéri. Deux discours devant un parterre de policiers de la base comme du sommet de la hiérarchie qui n'en perdait rien, dépourvus avec eux-mêmes les sous-entendus de chacun.

M. Tibéri est le privilège de l'attention, mais sans se douter de la réponse d'en face : « La construction de ce magnifique hôtel de police, dit-il, a été rendue possible grâce à l'intervention financière de la Mairie de Paris. Cherchez-vous dire, monsieur le ministre, en forme de boutade, que le maire de Paris est heureux de vous accueillir ici chez lui ? » Et pour que le message fût bien compris, M. Tibéri poursuivait : « Si j'ai tenu à rappeler cette situation, c'est pour faire ressortir à sa juste valeur l'effort constant

M. Pierre Joxe a inauguré, jeudi 5 janvier, les nouveaux locaux du commissariat central du seizième arrondissement de Paris, 58, avenue Mozart. Cette cérémonie a été l'occasion pour le ministre de l'intérieur d'insister sur la modernisation et l'humanisation de l'organisation du travail dans le service public policier, mais aussi de se livrer à un plaidoyer pour que les policiers parisiens soient logés dans la capitale même, ce qui n'est actuellement le sort que de 22,33 % d'entre eux. Une pierre jetée dans le jardin du maire de Paris, M. Jacques Chirac, qui doit, à son tour, inaugurer dans quelques jours ce commissariat construit par la ville et payé à l'extrême, mercredi 4 janvier, par le ministre de l'intérieur. Un chassé-croisé qui illustre l'enjeu constitué par la sécurité dans la prochaine campagne municipale parisienne.

consenti par la ville de Paris pour sa police. C'est à dessein que j'emploie l'expression « sa police », car il s'est tissé, depuis fort longtemps, un lien profond entre les policiers parisiens et la population de la capitale. »

La circulation : de mal en pis

Puis le premier adjoint de M. Chirac reprend le thème développé par le maire de Paris depuis plusieurs mois pour tenter de contraindre un préfet de police à son goût sans doute trop peu acquis à l'Hôtel de Ville : la circulation. En substance, cela va de mal en pis : le maire n'a pas de pouvoir en la matière, à l'inverse de ses collègues des autres communes ; il ne peut veiller qu'à la voirie, mais à quoi servent tous ses efforts si, « lorsque les Parisiens se tournent vers lui pour manifester leur mécontentement, il ne peut répondre qu'en exprimant son impuissance ». En somme, le maire de Paris, qui ne s'en était pas inquiété jusqu'ici, réclame désormais certains des pouvoirs actuellement dévolus au préfet de police.

M. Joxe fit semblant de goûter la « boutade », se contentant, à propos de la circulation, de cette vérité de La Palice : « Si on augmente le nombre de véhicules, la vitesse se réduit. » Autrement dit, le maire crut au feu après avoir allumé l'incendie. L'essentiel

était ailleurs, dans ce plaidoyer pour le logement... partiel des policiers parisiens, qui sous-entend que M. Chirac ne fait pas tout ce qu'il faudrait faire pour « sa » police.

Les chiffres sont en effet ce qu'ils sont : 22,33 % seulement des policiers travaillent dans Paris intra-muros, tous corps confondus, habitant dans la capitale : 35,12 % dans la petite couronne, 39,64 % dans la grande et 2,89 % au-delà. Ainsi plus de 40 % des policiers parisiens sont contraints de loger en banlieue parisienne. Inutile de souligner combien ils sont, du coup, peu insérés sur les arrosissements où ils sont censés assurer prévention, répression, information, assistance, circulation, etc. A ces chiffres généraux, M. Joxe ajouta ceux concernant le commissariat qu'il inaugurait : sur 514 fonctionnaires en tenue, gradés et gardiens, qui y sont affectés, 41 habitent le seizième arrondissement de Paris, 200 la petite couronne, 135 la grande et les autres au-delà.

« C'est pas normal, cela doit changer, et cela changera ! », a assuré le ministre de l'intérieur, ajoutant : « Il n'y aura pas de bonne police urbaine, pas de bons sergents de ville, si ce n'est l'ont pour le sentiment qu'il est vital pour leur ville (...). Il faut des mesures volontaires, que l'on change radicalement d'attitude à l'égard des fonctionnaires de police à Paris. Avec une idée simple : que la police d'une ville doit être assurée par des gens qui sont de cette ville. » Et M. Joxe de viser expli-

citement la convention signée en 1985 lors de son premier passage place Beauvau : « avec la ville, qui prévoyait l'attribution d'un parc locatif de 500 logements par an à la police. » Insuffisant, juge désormais le ministre, on ne peut pas s'en satisfaire.

Logement aussi, certes, mais chacun a donc fort ses armes. Du coup, d'autres aspects du discours ministériel sont quelque peu passés au second plan, au grand dam de certains policiers présents. En effet, M. Joxe souhaite faire de ce commissariat du seizième arrondissement l'un des sites pilotes pour expérimenter de nouvelles méthodes d'organisation du travail policier. Elaborées par certains membres de son cabinet - et notamment M. Jacques Chénail, haut fonctionnaire de police, - suggérées par certains responsables syndicaux, ces expériences sont variées : nouvelles unités « police-accueil-conseil », spécialisées dans les relations avec le public et dotées de « moyens de renseignements imprimés ou audiovisuels » ; détachement pour certaines opérations d'officiers de police judiciaire, policiers en civil, auprès des personnes en tenue de la sécurité publique, ayant désormais la qualification d'agent de police judiciaire ; rencontres systématiques des « flottes » avec les enseignants et les associations de parents d'élèves, etc.

Estimant « que tous les agents doivent pouvoir participer à la vie du commissariat en exprimant librement leur point de vue, et en proposant des solutions concrètes pour rendre plus performant leur service », M. Joxe a surtout décidé de créer progressivement dans les commissariats de police des « cercles de concertation et de proposition ». Ces cercles, composés de policiers de tous grades, seront chargés « d'étudier et de proposer toutes les améliorations permettant un travail ou des relations internes plus efficaces ». Ainsi la police aura désormais, comme certaines entreprises, ses « cercles de qualité ». Une petite révolution.

EDWY PLENEL

JUSTICE

A la conférence des ministres francophones

M. Arpaillange propose un organisme permanent de coopération

Lors de la séance d'ouverture de la conférence des ministres francophones de la justice, réunie le jeudi 5 et le vendredi 6 janvier à Paris et qu'il présidait, le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, a proposé la création d'un organisme permanent de coopération juridique et judiciaire francophone. Décidé sur proposition de la France au sommet de Québec en 1987, cette conférence réunit trente-sept pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, des Caraïbes et d'Europe.

M. Arpaillange a évoqué des propositions de coopération d'ordre « pragmatique » plutôt que philosophique telles que la formation de magistrats auxiliaires de justice et personnels de l'administration pénitentiaire, le développement des échanges de magistrats, la circulation de la documentation et « l'aide bibliographique à la décision ».

« Nous ne pensons pas démentir la vérité en matière de justice ;

nous sommes convaincus que nous avons beaucoup à apprendre de vos traditions, de votre façon d'aborder les problèmes, de votre mode de relation avec les juristes », a déclaré M. Arpaillange en s'adressant à ses collègues. Le ministre français de la justice a ensuite évoqué les droits de l'homme : « Pour que ces droits ne restent pas lettre morte, il faudrait que chaque Etat se dote d'un système judiciaire en mesure de les faire respecter. Pour en arriver là, la condition nécessaire, même si elle n'est pas suffisante, c'est l'indépendance de la justice. Indépendance à l'égard de l'Etat et du pouvoir politique, indépendance à l'égard du pouvoir économique et de ses lobbies, indépendance à l'égard de l'opinion publique et de ses pressions. L'indépendance, la justice n'a que ce bouclier-là pour protéger les hommes de l'arbitraire et de l'oppression. »

Ag. L.

POINT DE VUE

Les faux silences des juges d'instruction

par Darry Cohen

professeur de droit privé à l'université du Maine, avocat.

L'interrogatoire d'un inculpé ou d'un témoin par un juge d'instruction est normalement une suite de questions et de réponses. Nombreux sont pourtant les procès-verbaux d'interrogatoires qui ne contiennent... aucune question. C'est qu'une grande partie des juges d'instruction demeure fidèle (en toute innocence ?) à la vieille méthode consistant à ne jamais transcrire sur le procès-verbal les questions posées. Chacune question est seulement signalée par deux majuscules : « S.I. », qui signifie « sur Interpellation du juge d'instruction ».

Conséquence de cette curieuse habitude : comme le texte de la question n'apparaît pas, il est impossible de reproduire telle quelle la réponse de la personne interrogée ; le lecteur n'y comprendrait rien. Il faut obligatoirement modifier cette réponse, afin qu'en la lisant on découvre du même coup quelle était la question posée. Autant dire que la réponse s'en trouve quelque peu déformée. Sans compter que les réponses ainsi reformulées ne viennent à toutes se ressembler, en une trépidation administrative qui dessèche

tout et gomme en partie la personnalité de l'intéressé.

De plus, ceux qui font ensuite le procès-verbal ignorent le libellé exact des questions. Or les termes précis des questions sont évidemment essentiels pour juger les réponses et en apprécier la portée. La question pouvait bien être orientée, ambiguë, agressive ou bienveillante, simple ou complexe, qu'importe, il n'en restera pas trace. L'interrogatoire se fait d'avance que les propos qu'il va tenir ne seront jamais lus par personne. Cette pratique, qui sous-entendait au regard une partie de l'interrogatoire, encourage tous les abus.

Au-delà même de l'honneur et de la liberté des personnes, d'autant menacées, ce faux système fait symboliquement du juge d'instruction un être sans discours, donc étranger à l'objectivité absolue. Opposant implicitement le parole, toujours susceptible de véuler l'approximation, le parti pris ou le mensonge, à un silence supposé neutre et sans défaut - silence que le juge n'a pourtant pas gardé, - cette façon de faire apporte une contribution factice au mythe de l'infailibilité du juge. Cela explique peut-être qu'une pratique que à laquelle on ne peut trouver aucune justification rationnelle ait encore tant d'adeptes.

La vigilance dans les aéroports

Les douaniers néerlandais moins chanceux que leurs collègues américains

AMSTERDAM
de notre correspondant

Les services de sécurité de l'aéroport de Schiphol-Amsterdam ont échoué à déceler les explosifs américains ont réussi. Presque en même temps que l'arrestation, à New-York, d'une équipe de TF 1 qui tentait de passer à la douane une fausse bombe, la chaîne de télévision néerlandaise Veronica diffusait, mercredi 4 janvier, un document montrant l'un de ses journalistes embarquant sur un avion en direction de Londres. Dans sa mallette de voyage : un mécanisme d'allumage et un tube rempli d'une substance chimique aux propriétés voisines de celles du plastique, et notamment son insensibilité aux rayons.

La faux terroriste et son bagage piégé ont subi sans

encombre les comités, à Schiphol et à Heathrow. L'appareil capable de détecter les produits explosifs modernes n'a été ni parti dans le monde, et l'aéroport d'Amsterdam n'est pas moins sûr que les autres, a commenté sèchement un porte-parole de la police de l'air.

Ch. C.

[Les deux journalistes de TF 1 arrêtés à New-York, Alain Chénail et Franck Frankel, ont été relâchés par le juge fédéral devant lequel les deux journalistes ont été jugés après avoir passé la nuit au Metropolitan Correctional Center. Ils devaient répondre, le 25 janvier, devant un tribunal de l'accusation d'avoir « volontairement et avec malice » violé la loi sur la sécurité aérienne et d'avoir donné en toute connaissance de cause de fausses informations sur le contenu de leurs bagages.]

• Tombes sacrées à Menton. — Deux jeunes gens de moins de vingt ans dont un mineur ont été interpellés à Menton (Alpes-Maritimes) après le sacage d'une cinquantaine de tombes au cimetière du Château. Inculpés de dégradation de biens et profanation, les deux jeunes gens, qui se sont reconnus les auteurs de ces faits, ont été laissés en liberté. Quant à la motivation de leurs actes, ils n'ont pas été capables de l'indiquer aux enquêteurs. La ville de Menton ainsi que plusieurs pro-

prétaires de caveaux et concessions déclinées se sont constitués partie civile.

• RECTIFICATIF : Légion d'honneur. — Une coquille a déformé le nom d'une ancienne résistante, nommée chevalier de la Légion d'honneur au titre des anciens combattants et victimes de guerre (le Monde du 4 janvier) : il fallait lire Mrs. Sabine Chwast, épouse Zlatin (et non Schwast, comme nous l'avons écrit par erreur).

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Ce n'est tout de même pas un hasard (ou si c'en est un, le docteur Freud a encore masqué un point) que le président de la République ait choisi l'année de 1889 et du Bicentenaire pour demander que soit entreprise la discussion parlementaire sur la réforme du code pénal.

A 1789, qui fut la mise au jour et la mise en ordre d'un Etat de droit, répondrait, deux cents ans plus tard, une opération similaire pour ce recueil des valeurs sociales qu'est un code pénal.

Car tel qu'on le lit aujourd'hui, depuis cent soixante-dix-huit ans qu'il est en vigueur, il est à la fois flou, obscur, soit qu'il réprime des infractions disparues, soit qu'il néglige de nouvelles, et incohérent, tant il mêle, de rhapsodies en ravaudages, la tradition et le temps qui court. Quel prestige peuvent avoir, quel respect peuvent engendrer des Tables de la loi dont les caractères effacés sont rédigés dans une langue morte ?

Un code pénal, c'est la délimitation du terrain sur lequel tout Français ou étranger, adulte ou mineur, riche ou pauvre ne doit s'engager s'il veut continuer à jouir de l'inviolabilité et de l'immunité qui font du citoyen, en termes de principe, l'égal du chef de l'Etat.

ENCORE faut-il s'entendre sur les frontières qui doivent être assignées à ce terrain sacré (sacré à rebours, périmètre fatal) pour se demander si, édicté en 1889 et qui ne risque pas de devenir une tartarique ou une gageure, il ne suffit pas de dire que le code pénal sépare le bien du mal et le bon grain de l'ivraie pour être assuré que c'est là définir ce que doit être un tel code.

Ainsi peut-on s'interroger sur la signification qui peut être accordée au terme de « valeurs » dont ce code fixe la liste. Dans quelle mesure y confondra-t-il la loi et la morale ne mesure-t-il pas aussi abusif (et vain, et dangereux) que de mêler la morale et la loi ?

Ainsi, encore, sans craindre de passer pour raciste et consentant à être tenu pour misogynne, peut-on douter que le racisme, parce qu'il est abominable, soit, ipso facto, une infraction, et que le sexisme en serait une aussi parce que la société occidentale a justement décrété l'égalité de droits et de capacités entre la femme et l'homme.

Ne faut-il pas voir la trace de cette confusion et de cette ambiguïté dans la difficulté qu'éprouvent les tribunaux à caractériser de tels faits lorsqu'ils en sont saisis ?

A trop faire rentrer la morale sous la protection de la loi, c'est se perdre dans les pratiques primitives où les principes d'hygiène étaient élevés au rang de dogmes religieux, parce que c'était le seul moyen de les faire respecter qu'il était vital d'y obéir. Mais c'est qu'alors la loi civile était faible comme aujourd'hui le serait la morale et enroulée la politique.

Or il y a un risque d'affaiblissement de la loi à trop l'étendre à l'incrimination des comportements humains. Ce n'est pas nécessairement une société loyale et honnête qu'une société pénalisée à outrance. La loi meurt de la loi. On respecte mal ce qui est répandu, c'est-à-dire banal.

Qu'il ne puisse y avoir de prescriptions civiles sans que leurs éventuelles violations soient assorties, sous de bois de sanctions pénales, dépourvues de surcroît de lien avec la faute, est un risque de faiblesse pour l'Etat et un mirage pour tous.

Valeurs

Peu appliquées, jamais sérieusement, inapplicables en fait, elles font rira de la loi. Et le rire est contagieux, plus nuisible au prestige de la loi et de l'Etat que tous les libelles qui le vilipendent (vieux courant anarchiste) ou le moquent (libéralisme flamboyant neuf, encore déjà terni).

Si le meurtre, que certes les codes répriment, est devenu numériquement marginal dans les sociétés européennes, a fortiori le meurtre prémédité, c'est que la conscience est acquise qu'il est condamnable, en soi, qu'il n'est pas un moyen de parvenir à ses fins. Non parce qu'il ferait encourir, naguère la guillotine, à présent la réclusion perpétuelle, mais parce qu'il est un interdit personnel.

C'est si vrai qu'on le voit se maintenir et prospérer dans des sociétés qui le purissent de la mort et appliquent cette peine sans faiblir. Les Etats-Unis, par exemple, et singulièrement leur capitale fédérale.

Le code pénal a, par nature, un aspect subsidiaire. C'est parce que la société n'a pas su sécréter les bons antécédents qu'elle doit recourir aux antibiotiques. La métaphore n'est pas flamboyante mais elle recouvre une réalité : le code pénal, c'est-à-dire la peine, c'est ce qui intervient quand tout le reste a échoué.

Même si ce code doit jouer sa partie, il s'agit moins de faire mal que de faire comprendre, ou, du moins, que la souffrance soit pédagogique, à l'égard du coupable et de ses possibles imitateurs. Sur ce terrain, il n'est pas acquis que la privation de liberté, dans le sacro-saint qui lui donne la prison, ait fait ses preuves.

Le code pénal est nécessaire à la définition des valeurs, utile à la détermination des peines. Or les peines ne sont-elles pas plus périmées que les valeurs, la conception des unes et des autres ayant très inégalement évolué ?

La prison est, en France, la peine universelle depuis 1789. A juste titre puisque depuis cette date la liberté est le premier des biens. Son substitut, c'est l'amende, c'est-à-dire l'attente ou le paiement du coupable, si petit qu'il soit. Car, depuis deux siècles, la propriété est reconnue (proclamer) comme un autre bien premier. Mais, ne le voit-on pas ? d'autant plus supportable que le patrimoine est grand et que les facultés pécuniaires du délinquant sont peu prises en compte lorsqu'il s'agit de le le toucher au portefeuille.

N'y aurait-il pas un intérêt social à imaginer des sanctions qui, sortant de la pauvre alternative entre la prison (ou la menace qui en est faite) et rien, relèveraient la nature de la faute et celle de sa punition ? N'en voit-on pas une esquisse dans les travaux d'intérêt général ?

Ne serait-il pas éditant de voir l'auteur d'une pollution industrielle occupé à curer le canal qu'il a gâché, la rivière qu'il a souillée ? Cela dit pour s'interroger encore une fois sur le but de la sanction : se satisfaire d'une punition stérile ou donner le pas à la réparation.

PS. Après moins d'un semaine de célébration du Bicentenaire à la télévision, la cause paraît entendue : Louis XVI et Marie-Antoinette formaient le couple idéal de la France monarchique. Il était génial, elle était un ange. La Révolution, c'est lui ; les réformes, c'est elle. Au moment où triomphe la série des Sésat, un Louis XVI tel qu'il était, une Marie-Antoinette telle qu'elle fut, c'est mauvais pour l'Audimat. Cessons là les querelles d'historiens sur les origines et le bilan de la Révolution, l'Audimat dit ce qu'il en est.

Osons toutefois une timide défense en s'appuyant (un peu longuement, pardon) sur ce qu'écrivait en 1855 Guizot, homme d'ordre s'il en fut, tombé en 1848, dans son ouvrage *Trois générations : à côté des hymnes en l'honneur des acteurs révolutionnaires, éclatent, non seulement contre eux, mais contre la Révolution française en général, des imprécations ardentes et incessantes* [...]. Je voudrais qu'une expérience fût possible et que, pour un moment, la France se trouvât tout à coup replacée dans l'état où elle était avant 1789. Ce pays, qui supporte tout, ne supporterait pas un moment ce retour. [...] La génération qui a possédé la France de 1789 à 1798 n'a pas travaillé et souffert sans fruit.

Mais il est bien clair que, aujourd'hui comme jadis, personne ne se croit historien, c'est-à-dire honnête, s'il ne manifestait, par une moue de plume, un retour au commentaire, quelque réserve, un soupçon de distance à l'égard du plus rude, certes, mais aussi du plus riche, du plus fructueux, du plus essentiel moment de l'histoire de France.

RAID MARATHON : le onzième Paris-Dakar

Des querelles et du vent

Le Finlandais Ari Vatanen (Peugeot 405 Turbo 16) a remporté, jeudi 5 janvier, la septième étape du raid-marathon Paris-Dakar, disputée entre Agadez et Tahoua (541 kilomètres), au Niger. Le Belge Jacky Ickx (également sur Peugeot 405 Turbo 16) conserve sa place en tête du classement général de la catégorie autos avec vingt et une minutes et onze secondes d'avance sur Vatanen. Chez les motards, cette étape a été enlevée par l'Italien Alessandro De Petri (Cagiva).

TAHOUA
de notre envoyé spécial

La course s'enfonce dans le continent africain et la chaleur n'est toujours pas au rendez-vous. Le vent devient un fidèle compagnon. Chaque jour il se rappelle au bon souvenir de ceux qui croyaient l'avoir semé sur les plateaux du Nord. La conjonction de ces deux éléments ne facilite pas la tâche des concurrents. De plus, elle rend tous les participants nerveux et même, pour certains, malades. L'étape du jeudi 5 janvier, qui a permis aux concurrents de gagner Tahoua (Niger) après un parcours de 541 kilomètres, ne présentait pas de difficultés particulières. « Une étape pour rien. Il fallait simplement rallier un point à un autre », selon la formule volontairement lapidaire du motard Cyril Neven. Une étape vraiment rapide où les six du

piloteage pouvaient s'en donner à cœur joie.

A condition, bien sûr, de prendre la bonne route. Une évidence qui semble avoir échappé à Patrick Tabbay au moment du départ. Le pilote de la Mitsubishi s'est, en effet, engagé un peu trop rapidement sur la piste goudronnée. Il a certes parcouru 53 kilomètres à très vive allure sur ce revêtement idéal mais a dû en effectuer autant en sens inverse pour rejoindre le bon chemin. Une faute qui se traduit par 32 minutes de retard supplémentaire sur les Peugeot, éternels leaders de cette épreuve.

Et pourtant, à écouter Philippe Wambere, le pilote de la 205 Turbo 16 d'assistance, la partie n'a pas été si facile que le laissent croire les instructions de route. Pour la bonne raison que, selon lui, le road book comportait des erreurs. « Il y avait une page d'un moins 4 kilomètres que nous n'avons pas eue », explique-t-il.

Mais ces défaillances de consignes consistées par plusieurs concurrents n'ont pas empêché les Peugeot d'effectuer un beau tir groupé. « Pour la première fois dans cette épreuve nous classons nos quatre voitures aux quatre premiers rangs lors d'une arrivée d'étape », remarque Jean Todt, président de cette performance. Oubliés les mécontentements de l'étape précédente, évanouies les craintes sur la fiabilité des véhicules. La structure mise en place par le patron de Peugeot-Talbot-Sport fonctionne à plein régime.

« Notre description, c'est de constater que les camions d'assistance nous

ont précédé », note avec humour Philippe Wambere. Une façon de rendre hommage à l'équipe de routiers des sables de Georges Grose. Le petit moustachu de Clermont-Ferrand est de nouveau présent sur le rallye. Mais cette fois, comme les lourds véhicules sont interdits de compétition, il a mis ses mastodontes au service exclusif de l'entreprise de Sochaux.

Grose, tout ému de sa récente promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur, refuse toujours de se mettre en avant. Il « assure », se contente-t-il de répéter, comme si transporter des pièces détachées dans le désert ne lui posait pas plus de problèmes que d'envoyer ses camions sur les routes d'Auvergne. Et pourtant, rallier Dirkou à Termit sans traîner représente une petite performance que les six poids lourds ont réalisé sans défaillance.

Les mécaniciens à bord des avions, les pièces de rechange dans des camions, toute l'infrastructure Peugeot est chaque soir en place pour procéder aux réparations nécessaires. Dans un camp dressé entre les puits lourds à l'exemple des bivouacs de cow-boys, les spécialistes des moteurs turbo peuvent livrer leurs diagnostics quotidiens. Jusque tard dans la nuit, à la lumière de puissants projecteurs mais toujours à l'abri des regards indiscrets, les mécaniciens s'efforcent de changer les pièces défectueuses.

Il y a même dans cette armada d'hommes en pull bleu un médecin toujours prêt à mettre ses talents au service des éventuels malades. Jeudi 5 janvier, le praticien marseillais Jean Duby a ainsi rassuré le Finlan-

dais Ari Vatanen, qui se plaignait de douleurs dans les reins. Un réconfort plus que de véritables soins puisque, selon le docteur, cette « maladie » ne disparaîtra que lorsque l'intéressé abandonnera son habitacle.

Choyés, les gagnants de l'an passé sont en situation favorable pour aborder la douzième partie de l'épreuve africaine. Ils ne suscitent pas le même engouement que lors des éditions précédentes car leur brio compte moins à l'heure de la communication que se livrent les divers responsables de l'organisation. Alors que le patron de Dakar — la société qui gère l'infrastructure aérienne du rallye — accuse Gilbert Sabine — patron de TSO — de « carence » dans les mesures de recherche des concurrents, ce dernier le traite d'« incompétent ».

Une polémique qui fait suite à celle née de l'absence des « roulantes » d'Africains — autre prestataire de services de TSO — au campement de Termit. De nombreuses querelles où les intérêts financiers sont importants bien que chacun mette en avant l'intérêt des concurrents. « Ils cherchent à déstabiliser le Dakar », ne cesse de déclarer d'une voix éteinte Gilbert Sabine, qui va répéter que sa société n'est pas à vendre.

SERGE BOLLOCH.

ATHLÉTISME : le cas Ezzher

Courir pour quel drapeau ?

Né au Maroc, naturalisé français depuis 1986, Mohamed Ezzher possède la double nationalité. Depuis sa victoire surprise fin décembre au cross du Figaro, le Maroc le revendique. Mais la France aimerait bien le garder.

DERNIER tour du cross du Figaro, dimanche 18 décembre 1988. Ultimes boucles, celles des hommes forts, là où il faut savoir oser une attaque ou risquer un démarrage. Par Porter, l'Américain champion des États-Unis de cross-country, se tente un pile grincage. Et Ezzher file. Ezzher, prénom Mohamed, un moustachu frisé né vingt-six ans plus tôt à Koulibia, tout près de Casablanca. Il sprinte à peine, il est seul, il gagne.

Début d'une énigme pour tous ceux, la majorité moins quelques-uns, pour qui ce nom, cette allure, ce poing levé et cette foule musclée n'évoquent rien d'autre que la plus étonnante découverte de l'hiver en athlétisme. Et début d'une affaire, l'affaire Ezzher.

Tirailé par les uns, pressé par les autres, questionné par tous, le héros du jour lèche les premières indices. Né au Maroc, il arrive en France en 1985, épouse une Girondine domiciliée à Bègles et demande la nationalité française. Marié à une Française, il l'obtient tout naturellement dès 1986. Simplement, Mohamed Ezzher a gardé la double nationalité.

À ce stade, Mohamed Ezzher n'est qu'un Français d'origine marocaine de plus, simplement un peu plus connu que les autres grâce à ses qualités de coureur à pied. Et encore, ce début de notoriété ne dépasse pas les limites de son village. Il n'atteint pas les bureaux de la Fédération française d'athlétisme (FFA), encore moins ceux de la Fédération royale marocaine.

Mohamed Ezzher n'inspire personne. Jusqu'à ce dimanche frisant du 18 décembre, cette ultime boucle du cross du Figaro, ce sprint étonnant. Et cette victoire. Il devient soudain, en quelques coups de pointes, un « titulaire potentiel » pour l'équipe de France du Mondial de cross, fin mars en Norvège. Et, en même

temps, un « titulaire tout aussi potentiel » pour ce même championnat du monde, mais cette fois dans les rangs marocains. La France le découvre, le Maroc le détecte et, très vite, revendique ce fils de Koulibia.

Abdelatif Semlani, ministre marocain des sports, décroche son téléphone, pour le féliciter longuement de sa victoire. En insistant sur le « fervent patriotisme » qui le pousse, c'est certain, à refuser le maillot français. Abdelrahman Medkouri et Mahjoub Mouahine, respectivement président et secrétaire général de la Fédération royale d'athlétisme, viennent, comme par hasard, assister à la prestation de Mohamed Ezzher, le 1er janvier, à la Corrida de Houilles. Tous d'un qu'un argument à la bouche : Ezzher possède la double nationalité, il peut donc courir pour son pays d'origine. Ce qu'il a déjà fait à plusieurs reprises, au Mondial de cross juniors en 1981, aux championnats maghrébins et arabes en 1983. Sa double nationalité laisse à Ezzher l'embaras du choix. C'est ce que répète un peu partout la FFA, gênée aux entournures par ce dossier un tantinet encombrant : « Il n'y a pas

d'affaire Ezzher, clame Pierre Weiss, le directeur administratif. Il peut courir pour qui il le désire. Nous ne ferons pas pression sur lui, quelle que soit sa décision ».

Pressé par les uns, séduit par les autres, Mohamed ne sait plus trop à quels saints du stade se vouer. Pour l'instant, il affirme vouloir opter pour la France. « Si je suis venu m'installer en France, ce n'est pas pour courir au Maroc... » Dans son jeu, un point du règlement de la Fédération internationale précise qu'un athlète naturalisé peut porter les couleurs de son pays d'adoption trois ans après sa dernière sélection dans son pays d'origine. Un délai qui peut être raccourci à une seule année si les deux pays parviennent à se mettre d'accord. Steve Tunstall, un Britannique à l'accent coquelin, présidenteur de Mohamed Ezzher dans la grande lignée des athlètes à l'état civil équivoque, n'a pas eu besoin de ce règlement pour représenter la France. Tunstall a participé au dernier Mondial de cross en mars 1988 sous le maillot tricolore malgré sa citoyenneté britannique. Il était alors engagé dans la légion étrangère. Cela lui a permis de bénéficier d'un autre point du

règlement, pour le moins méconnu, qui autorise un légionnaire à courir sous les couleurs françaises. Depuis, Steve Tunstall a quitté la légion. Il écume aujourd'hui les cross-countries anglais et accumule les succès.

Epais et complexe à la FFA, le dossier des « naturalisés » regorge de pièces croutillantes en basket et en football. Celui du basket est un joyeux désordre où se mêlent les mariages blancs de géants américains et les états civils à rallonge des émigrés africains. Apollo Faye, le pivot du Limoges de la grande époque, a défendu les paniers de Sénégal avant de jouer au équipe de France. Mathieu Bissien, la grande star d'Orthez au début des années 80, a enchaîné des sélections nationales au Cameroun, en Centrafrique et en France.

La trilogie avait été réussie, avant lui, par le footballeur Lazio Kubala. Finaliste de la Coupe du monde 1954 avec la Hongrie, son pays d'origine, Kubala a joué ensuite pour la Tchécoslovaquie, avant de finir sa carrière en équipe d'Espagne. Depuis cette époque, le football a durci son règlement. Désormais, il est impossible à un joueur de porter le maillot national dans deux pays différents. Antoine Curbelo, libéro de l'AS Nancy-Lorraine à la fin des années 70, en a fait les frais. Sélectionné une première fois en équipe de France, il s'est vu refuser cet honneur une seconde fois pour avoir participé, bien des années plus tôt, à un tournoi international juniors sous les couleurs de l'Uruguay.

En ski, le laxisme est de rigueur. Tout est permis, ou presque. Christa Kinshofer-Gutlein, double médaillée aux JO de Calgary, en a profité. Elle a d'abord glissé pour la RFA, son pays natal. Puis elle a choisi les Pays-Bas, pour finir sa carrière là où elle l'avait entamée, en équipe nationale d'Allemagne fédérale.

Qui s'y retrouve ? Visiblement peu de monde. Et certainement pas Mohamed Ezzher, qui aime bien pouvoir griffer les pistes sans égarer à chaque fois les susceptibilités diplomatiques.

ALAIN MERCIER.

SKI ALPIN : contre le manque de neige

La recette anglaise

Les premières épreuves de la Coupe du monde de ski alpin 1988-1989 ont été perturbées par le manque de neige. Les Britanniques ont depuis longtemps pallié cet inconvénient en organisant leurs compétitions sur des pistes recouvertes de pellicules de plastique.

De loin, on ne voit rien, rien d'autre que la campagne anglaise : des mamelons herbacés, des pommiers, un paysage vert pelouse. C'est Chesham, à mi-chemin entre Londres et Dou-



Un pellicon synthétique déposé sur un pré paille l'absence de neige dans la campagne anglaise.

Wes, à mille lieues de toutes stations de ski. Pourtant, de près, juste derrière un cottage victorien, on aperçoit bel et bien les tubulures et les câbles d'un remonté-pente. Et de plus près encore, le doute n'est plus permis : il y a là des gens tout équipés comme des skieurs, des piquets de ski plantés dans la pente, des banderoles au départ et à l'arrivée d'une course...

Les riches Anglais du siècle dernier ont été à l'origine du développement des sports d'hiver en Europe. Leurs descendants, moins fortunés, ont estimé que les colines du Surrey valaient bien les Alpes. La fée plastique a permis de réaliser ce tour de passe-passe. En guise d'un tapis de flocons, il suffit en effet de dérouler un pellicon synthétique pour connaître les joies des glissades à ski. Ou tout comme.

Car l'illusion n'est pas parfaite, tant s'en faut ! Question d'esthétique d'abord. Ici, le skieur n'a pas besoin d'un chaud enrobage de montagne mais plutôt d'un ciel de merin : pour glisser, la piste doit être érosée quasiment en permanence, à la pelle.

A G.

● BASKET-BALL : victoire de Limoges. — Le CSP Limoges s'est imposé à domicile, jeudi 5 janvier, face au club néerlandais de Den Bosch (107-70) lors du quatrième tour aller de la Coupe d'Europe des clubs champions de basket-ball. Ce succès permet aux champions de France d'occuper désormais la sixième place du classement du tournoi. Les membres de la commission n'ont donc pas cru la complotesque explication des dirigeants de l'OM selon laquelle il y aurait eu une confusion dans les numéros des joueurs désignés par tirage au sort pour le contrôle. Jean-Pierre Papin (numéro 9) et Philippe Thyne (numéro 2) s'étaient présentés à la place de Bruno Gormain (numéro 6) et Eric Di Meo (numéro 3).

● FOOTBALL : deux joueurs de Marseille suspendus. — La commission centrale de discipline de la Fédération française de football a infligé, jeudi

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

Passages

DE JANVIER 1989

Tout ce que vous avez toujours voulu sur...

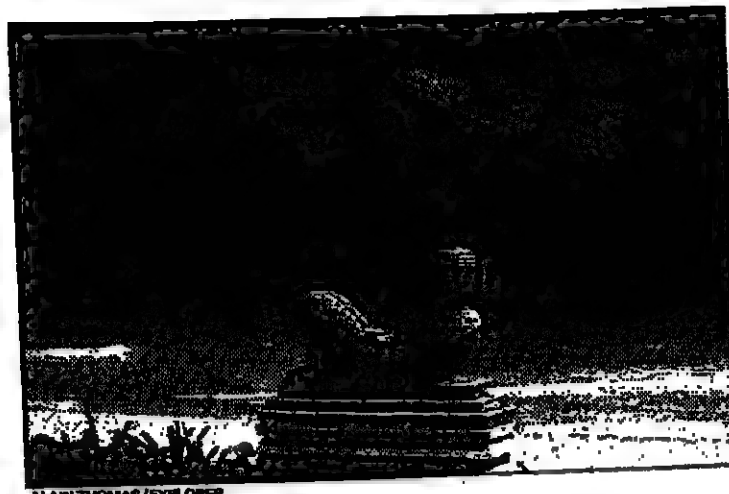
LES JUIFS ET L'AMOUR

UNE GRANDE ENQUÊTE DE SOPHIE CHAUVEAU

En vente dans tous les kiosques

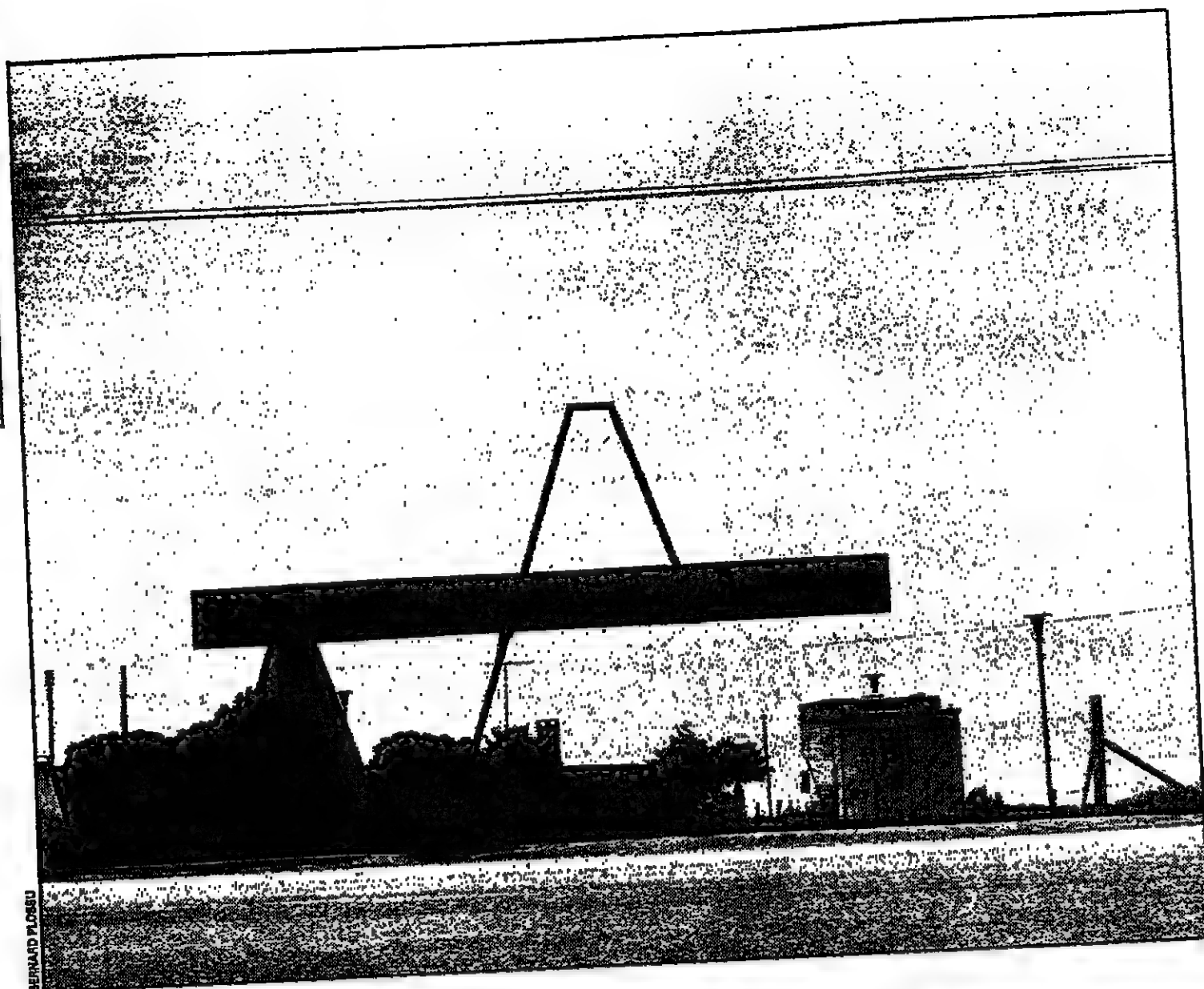
هكذا من الأصل

Le Monde SANS VISA



Entre Pacifique et Caraïbe, le Mexique dispose d'une abondance de rivages. Laissées sauvages, les côtes de la Basse-Californie appellent la découverte en solitaire tandis que la presqu'île du Yucatan et spécialement Cancun sont l'objet d'un aménagement intensif pour le tourisme international.

par Corine Lesnes



Deux Mexique pour un voyage

En Basse-Californie Chez Roberto de la Gringa

Le jour s'est levé pour vingt-quatre nouvelles heures d'immobilité. Le chat dort contre la glacière. Le chien a trouvé une rainure d'ombre contre la barque. La plage est déserte, aujourd'hui comme hier.

Entre cactus et pélicans est la Gringa, plage de Basse-Californie et de grande solitude. Le désert se jette dans la mer de Cortés. L'eau se heurte aux montagnes d'une île inhabitée du canal des Baleines. Les baleines ne reviendront qu'en décembre, dans une éternité.

Les coyotes sont venus cette nuit manger dans un rayon de lune les poissons qui s'étaient pris à marée basse dans les filets de Roberto. Le chien a aboyé pour leur faire peur, sans trop s'éloigner du camping-car. Les coyotes ont laissé à tout hasard un petit requin pointu pour le déjeuner du chat.

Roberto est l'unique habitant de la plage, mais, pour l'heure, il est allé chercher de la glace à San-Quintin, à quatre heures de route de l'autre côté de la péninsule, sur le Pacifique, et rien ne dit qu'il reviendra. Il est parti dans la nuit et il a renversé la réserve d'eau en faisant marche arrière. Il a laissé le chien, le chat, une paire de jumelles, un scorpion dans un bocal, deux camping-cars et des moteurs mais aucun véhicule en état de marche.

Il n'est pas passé une voiture depuis son départ. Il est vrai qu'il n'y a pas de route et que seule une piste bosselée conduit à Bahia de Los Angeles, à huit kilomètres. Il reste cinq cigarettes, un bidon d'eau et une casserole de frijoles ; le camping-car de Roberto, celui de son copain de San Diego, car on n'est en fin de compte qu'à une journée de route des États-Unis, quelques baraquements de tôle

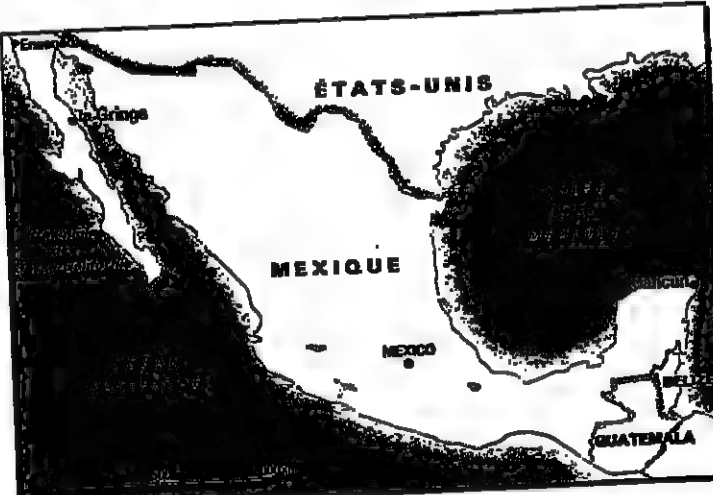
oubliés par des pêcheurs de coquilles Saint-Jacques, du sable et des pierres.

Une Américaine s'est arrêtée un jour en ce désert. On ne sait pas ce qu'elle est devenue mais le nom est resté : la Gringa, du féminin de gringo. Pour les Américains, la Basse-Californie est un « lieu-culte ». Une seule route, huit cents sortes de cactus et la « playa del Amor », tout en bas, au cap de San-Lucas, un petit triangle de sable qui donne sur deux mers. Ils parcourent cette péninsule mexicaine qui n'est pas encore le Mexique dans leur camping-car à vitres teintées et ils paient en dollars.

Des cactus entre les moteurs

Sur la carte, la Gringa a la taille d'un village de pêcheurs. Il faut se méfier des cartes. Punta-Prieta a l'air d'être un grand carrefour, mais les pélicans qui s'y égarèrent ne trouvent qu'une station d'essence et un cimetière de camping-cars. Entre les moteurs poussent les cactus, touffus du haut, joutifs du bas, en paquets, ou en trombones. Les chauffeurs de camion boivent à Punta-Prieta le dernier café avant de partir vers le sud traverser un désert encore plus désert où rôderaient des bandits. Ils dormiront à Mulégé, une oasis où les palmiers ont remplacé les cactus.

C'est l'heure où tout ce que l'on regarde éblouit. Les pélicans surfent au ras de l'eau et quand on nage, on peut les voir par en-dessous. Les loups de mer ondulent, le chien poursuit une plume. Plus kamikazes que les pélicans, des fous oiseaux noirs plongent dans la mer de tout en haut du ciel. Il ne reste que cinq cigarettes dans le paquet de Raleigh et



Joyce en parle justement dans *Ulysse*. Sir Walter Raleigh, navigateur anglais, a visité l'Amérique il y a quatre siècles et il en a rapporté le tabac. Il a été décapité, mais pour une tout autre raison.

Roberto veille depuis dix ans la Gringa. Quand il a bu quelques bières, il maudissait la femme qui, dans une vie antérieure, se peignait les ongles en rouge pendant qu'il s'essouffait à pêcher la langouste. Quand il a bu quelques canettes de plus, il s'empare du chat et le prend pour la lumière du monde. Il le porte au-dessus de sa tête et le promène du nord au sud et d'est en ouest. Mais le chat ne veut pas toujours éclairer l'univers et, hier soir, Roberto l'a brutalement lâché au-dessus de la poubelle. Quand il n'a pas bu, le pêcheur dort sans penser à aller chercher des glaçons et le chat est servi le premier en poisson frais.

La mer monte et le vent freine les pélicans. Le chien s'allonge à l'ombre de la toile de plastique bleu. Il s'appelle Capitán. Depuis la Bamba, tous les pêcheurs mexicains sont capitaines et le chien de Roberto a hérité du titre. « Yo no soy marinero, soy capitán. » L'armoire qui est toujours au milieu du chemin est entourée d'eau. Elle dérive au gré du courant et le chien se demande qui pousse à l'intérieur. La mer gri-

gnote le sable en direction du camping-car où est accrochée une photo de jambes. Des jambes seulement, avec des talons hauts. Les vagues n'ont pas le droit d'entrer dans les camping-cars et Rantanplan les surveille. A la pleine lune, cela se joue à quinze centimètres.

Le paysage se tait

Roberto affirme que les Américains vont venir nombreux pour la saison et, à deux dollars la nuit pour un emplacement de camping-car, il sera riche. Quand il sera riche, il fera réparer sa montre, il s'achètera un costume et il visitera Paris. Roberto a obtenu de l'État une concession de dix ans sur la Gringa. Les dix ans s'achèvent cet hiver mais Roberto n'a pas précisé quel jour, et il est parti pour San-Quintin.

Il ne reste plus ni eau, ni cigarettes, ni haricots. La mer redescend. Les pélicans déglutissent. Le chien veut jouer avec un crabe qui ne pense qu'à le pincer. La lune, toute jaune, se lève. Le soleil, tout rose, se couche. Le paysage se tait. C'est l'heure où, d'habitude, Roberto s'assoit face à la mer dans son fauteuil à roulettes pour attendre le retour de la Gringa.

A Cancun Une brouette et des chaises longues

Les deux cents chaises longues dorment encore dans leur position de la nuit, appuie-tête replié. Les six cents chambres commencent à se réveiller. Le soleil se levait sur la piscine d'un palace hollywoodien de Cancun. L'une des piscines, à vrai dire, mais l'autre était encore à l'ombre, et pour l'atteindre il fallait traverser le hall de gare qui donne sur deux océans de bleu mais qui, du coup, est rempli de courants d'air.

Un palace ordinaire, comme il en existe quelques dizaines à Cancun, sur la mer des Caraïbes. Ni l'hôtel genre palais des Mille et Une Nuits, qui du reste n'a jamais été terminé, ni le château fort, ni le bunker terre brûlée qui a une piscine en forme de serpent. Une honnête piscine, rose foncé. Six étages seulement pour séduire les Européens, un peu de verdure sous les balcons qui donnent sur les vagues, le grand escalier en marbre, en vrai, souligné par un trait lumineux, et tout le reste en marbre, en faux, même le bar.

L'eau bleue de la piscine brillait de reflets d'argent. Le préposé aux serviettes rayées ne s'était pas encore installé. Le bulldozer n'avait pas commencé à reprendre à la mer la plage mangée par le cyclone de septembre. Les serveuses en short, vues de face, et en jupettes, vues de dos, n'étaient pas encore chargées de margaritas, les talkies-walkies du personnel étaient silencieux, le ponteur de faux marbre ne pouvait pas. L'orchestre n'avait pas entamé *Vive le vent, vive le vent d'hiver*, et pas même la Bamba.

Quelques ouvriers en uniforme vert s'agitaient dans les étages. Les clients les croiseraient sur leur balcon, avec un gros tuyau, ou sur la moquette du couloir, avec une grande échelle, mais, bon, il y avait ce jour-là une fuite

d'eau. Face à la mer, le salon de navigation avait ouvert pour le petit déjeuner. Les serveurs étaient arrivés mexicains, et d'un coup de baguette magique, Hollywood en avait fait des premiers communistes en costume marin. Sur les nappes blanches, les couverts brillaient, eux aussi, de tous leurs feux. Dans le grand salon, les sofas saumon attendaient les lève-tôt. Cancun, donc, se préparait à passer une nouvelle journée de vacances à Disneyland.

Une vie en trompe-l'œil

Quand soudain est apparu, venue de la plage, grimpant les marches roses, se faufilant entre les réverbères, une brouette. Une roue, un morceau de tôle, deux manches. Une brouette de chantier, sans l'ombre d'un style. La brouette a passé en revue les chaises longues, qui ont pris l'air de n'avoir rien remarqué. Elle a laissé une traînée de sable sur les dalles roses et, enfin, elle a disparu vers le hall. Les chaises longues se sont remises à contempler la mer qui scintillait sous le bec intéressé d'un pélican.

La vie a repris son cours en trompe-l'œil. La journée serait belle. Les Américains la passeraient au bord de la piscine, les Européens en excursion au site maya d'Uxmal, les Mexicains à construire de nouveaux palaces pour doubler la capacité hôtelière de Cancun avant la fin de l'année et dépasser un jour peut-être Acapulco. Cancun n'était, en 1970, qu'une bande de sable entre mer et lagune, peuplée de 117 habitants. C'est maintenant une ville de 250 000 habitants et 15 000 chambres spacieuses, l'objectif étant d'arriver à 40 000 en 1992.

(Lire la suite page 15.)

هكذا من الأصل

JEUX

échecs

N° 1314

DEFERLEMENT

(Open GMA, Belgrade, 1988)

Blancs : Talmanov
Noirs : Kaidanov

1. Cc3 a5 13. Cc2 Td4(m)
2. Kd3(a) Cc6(b) 14. g3(a) Cc4(a)
3. Fd2(c) e5 15. Fxg4(p) Fxg4
4. e4 e5 16. Fd1(t) Td4(m)
5. Kc3 Cc6(d) 17. Fg4(t) Td4(m)
6. exd5 exd5 18. Fd3(t) Td4(m)
7. Fd5(t) Fd6(g) 19. Td3(v) Tg3+
8. Cc5 e4(t) 20. Rd1(w) g4+
9. Cxg6(t) hxc6 21. Tg3 Fxg3
10. Fd2(t) Td3(t) 22. Cc3 Dd7
11. e4 Td4(m)
12. d3

NOTES

a) 2. g4 donne lieu au « système Réti », 2. g3 à une « Est-indienne en premier ». Le fianchetto D, assez peu populaire, présente quelques points stratégiques semblables à ceux du « système Réti », la pression exercée au centre étant soutenue par l'avance du pion e.
b) 2... Fg4; 2... c5; 2... Cc6; 2... f6 sont aussi à examiner.
c) Ou 3. c4, c6; 4. e3, Fg4; 5. Fb2, e6; 6. Fd2, Fd6; 7. Cc3, Cd7; 8. exd5, exd5; 9. h3, Fxh3; 10. Fxh3, Tg8; 11. 0-0, 0-0 avec un jeu égal (Larsen-Ivkov, 1969). Ou 3. e3, Cc6; 4. Fb2, Fg4; 5. h3, Fh5; 6. Fb5, Tg8; 7. g4, Fg5; 8. h4, Fd4;

9. Cc3, Fxh3; 10. Dxf3, e6; 11. Cc2! (Gulko-Korolov, 1973).

d) Fxd7+, Cxb7; 9. 0-0, 0-0; 10. d4 les Blancs ont un léger avantage (Keene-Nunn, Hastings, 1976).

e) 6... Cxd5 est jouable; 7. a3, Cb6; 8. Fd2, Fd7; 9. 0-0, 0-0; 10. Dd2, Fd7; 11. Cc3, Tg4 avec égalité (Anderson-Hübner, 1976).

f) Sur 7. Fd2, l'avance 7... d4 est possible; 8. exd4, exd4; 9. Fb5, Fc5; 10. 0-0, 0-0; 11. Dc2, Dd5 (Folmer-Estrin, 1957).

g) Ou 7... Fd7; 8. 0-0, Fd6; 9. Fxh6, Dxf6; 10. Cc3, Dd6 avec égalité ou 7... Fd7 ou encore 7... Dd6.

h) Les Noirs ne perdent pas de temps à se défendre contre la double attaque de leur adversaire et sacrifient un pion pour s'emparer de l'initiative.

i) Après 9. Fxg6, bxc6; 10. Cxg6, Dg7 le C blanc est perdu (si 11. Fxh6, gxf6).

j) Après 10. Fxg6, Tb8 les Noirs ont suffisamment de contre-jeu.

k) Au prix d'un pion doublé, les Noirs ont obtenu une avance de développement et le contrôle du centre.

l) Occupation méthodique d'une colonne semi-ouverte mais aussi une idée originale qui vise à faire passer la T-D sur la file-R.

m) Les Noirs sont déjà parvenus, à ce stade de la partie, à faire planer de dangereuses menaces sur le roque ennemi et à masser de ce côté le maximum de troupes.

n) Sur 14. h3, le sacrifice 14... Fxh3; 15. gxf3, Txf3 donne aux Noirs, dans toutes les variantes, une attaque victorieuse.

o) Le déferlement.

p) Si 15. gxf3, Dxf3; 16. Cf3, Dd3 suivi de 17... Fxh2+. Sur 15. Cf3 les Noirs peuvent poursuivre calmement par 15... Th6 ou impétueusement par 15... Txf3; 16. Cxf3, Cxf3; 17. Rxf3, Dxf3; 18. Rg1, Fxg3, etc.

q) Gagnant une pièce.

r) Si 17. Rxf3, Dxf3; 18. Dxf3, Dxf3.

s) Menace 18... Txf3+.

t) Si 18. Cf3, Txf3, les Blancs semblent avoir trouvé une magnifique parade en forme d'interception.

u) Un pas de T plus esthétique que la suite 18... gxf6; 19. Rxf3, Txf3 menaçant 20... f5 et 21... Dd4 mat.

v) Si 19. Fxh6, Txf3+; 20. Rf2, Th2+; 21. Rf1, Tg3+.

w) Si 20. Rf1, Txf3+; 21. Cxf3, Dxf3.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1313

P. JOITSA, 1985

(Blancs : Rh2, Df6, Ff2, Ff4.

Noirs : Rf1, Da8, Fg4, Ff7 et h3.)

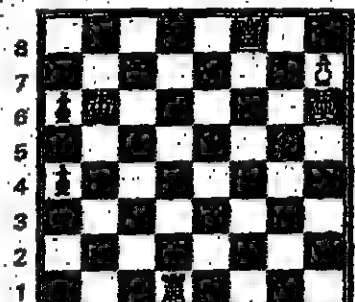
1. Fd7+! Rf1; 2. Da4+! Rf2; 3. Da6+! Rf1; 4. Da4+! Rf2; 5. Dg2+! Rf3; 6. Dd3+! Rf4; 7. Fh8+! Rg5 (si 7... Dxb8?; 8. Dg3+); 8. Dd8+! Rb5; 9. Dd8+! Rg6; 10. Dg8+! Rb5;

11. Dxf7+, Rb4; 12. Fg3+, Rg5; 13. Ff4+, Rb4; 14. Df6+, Rb5; 15. Dg5 mat.

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1314

L. KOK (1986)



a b c d e f g h
BLANCS (3) : Rh4, Td4, Fd7.
NOIRS (5) : Rb6, Td1, Fd6, e4, g2.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1312

LES IMPASSES CONDMNÉES

Les impasses condamnées

Une des règles du jeu de la carte est de ne pas faire une impasse quand les annonces ont montré qu'elle était vouée à l'échec comme dans cette donne du dernier championnat d'Europe par paires.

♠ A8642
♥ A53
♦ A5
♣ A654

N
O E S
N
O E S
N
O E S
N
O E S

♠ DV93
♥ 843
♦ 953
♣ RV98

Ann : E. don. N-S vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
5 ♠	contre	5 ♠	contre
5 ♠	contre	5 ♠	contre
5 ♠	contre	5 ♠	contre

Ouest ayant entamé le 3 de Carreau, comment Einaris, a-t-il réussi

ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Réponse

Convaincu, d'après les annonces, que Est avait le Roi de Pique et le Roi de Cœur, le déclarant a estimé que sa seule chance de gagner était de ne faire aucune impasse et d'essayer un jeu d'élimination qui permettrait un placement de main à l'atout : après avoir coupé l'entame, il a pris la main à Trèfle pour couper un Carreau, puis il est revenu chez lui par le Roi de Trèfle pour couper son dernier Carreau. Enfin il a tiré l'As de Pique et il a rejoint Pique. Est a pris avec le Roi de Pique et il a continué Carreau pour la défausse du 3 de Cœur et la coupe du mort. Enfin le cinquième Trèfle a permis de jeter un deuxième Cœur.

Voici le déroulement du coup à la table de Le Royer et Meyer les gagnants de ce championnat :

Ouest	Nord	Est	Sud
2 ♠	contre	2 ♠	contre
2 ♠	contre	2 ♠	contre
2 ♠	contre	2 ♠	contre

5 ♠

« J'ai sans conviction contré 5 Carreau, dit Meyer, car je n'étais pas sûr de faire 5 Figue. Est a obtenu de deux (300) et conséquemment le coup n'a pas été mauvais pour nous... » On notera que le « passe » de Nord sur 5 Carreau était un « forcing pass » qui obligeait le partenaire à repasser.

LA LETTRE DU BRIDGE

A la suite de la note intitulée « Un nouveau magazine » et qui a paru dans la chronique du 19 novembre, plusieurs lecteurs nous ont demandé des précisions sur « La lettre du Bridge ». C'est une publication qui peut intéresser tous les bridgeurs qui aiment se distraire et s'instruire. En effet cette revue bimensuelle est composée de huit pages en couleur traitant de divers sujets avec de nombreux exercices et des reportages d'actualité. Le format est pratique et il permet de mettre la revue dans sa poche sans provoquer de gêne. Les deux principaux rédacteurs sont le grand champion Michel Lebel et le journaliste Guy

Dupont. Leur expérience et leur compétence sont incontestables. Voici une donne tirée du quatrième numéro de cette revue.

A Venise, dans le match Brésil-Irlande, le Brésilien Gabriel Chagas de l'Archange a fait preuve de tout son talent sur la donne suivante :

♠ ADV4
♥ V1082
♦ 743
♣ D2

N
O E S
N
O E S
N
O E S
N
O E S

Ann : E. don. Tons vuln.

Quest	Nord	Est	Sud
3 SA	contre	3 SA	contre
3 SA	contre	3 SA	contre
3 SA	contre	3 SA	contre

Ouest entame le Valet de Carreau pour le 2 d'Est. Chagas prend de la Dame et joue Pique pour le Valet, qui fait le levé. Il donne

ensuite trois tours à Trèfle, en écartant un Carreau du mort et renouvelant l'impasse à Pique. Est essaie alors son Roi, puis le 10 de Trèfle (Ouest jette le 8 de Pique et le mort défausse un autre Carreau) et rejoue Pique. Comment Chagas, en Sud, a-t-il gagné TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères

L'ouverture de « 1 SA » est correcte en raison de sa précision en force (un bon 15 à un mauvais 18) et en distribution et à cause du mécanisme perfectionné des réponses. Toutefois il n'est pas illogique d'ouvrir de « 1 Carreau » ou de « 1 Trèfle » car, si le coup doit se jouer à Sans Atout, il y a intérêt à ce que la main de Nord repousse l'entame car Sud n'a pas de fourchette.

La lettre du Bridge.

Prix : 15 F le numéro et 350 F l'abonnement de un an. Adresse : 9, rue Valentin-Haüy, 75015 Paris (Tél. : (1) 42-73-01-70).

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble

N° 310

LE JACKPOT ? C'EST LE NIRVANA

Les mots avec J que nous verrons aujourd'hui sont très proches des mots de votre acquis : il vous suffira d'un rajout ou d'une alternance vocalique (c'est-à-dire d'une voyelle) pour les construire. JARRETER, former un coude, pour une volute, coustine désormais avec un cheval arrêté, ayant les jambes de derrière tournées en dedans. Le jobard, noli, se fait JOBARDE, c'est-à-dire duper. Le jone permet de JONCER un siège, le garnir. Le JOGGING était une discipline très peu connue, les boîtes de scrabble ne contenant que 2 G : il retrouve les sentiers battus grâce aux JOGGERS (ou JOGGEURS, EUSE, qui JOGENT (le PLI comme le Grand Robert restent muets sur l'étrange prononciation du nouveau phonème GGENT). Un procès peu maintenant se REJUGER, une chaîne d'ancres SURJALER, s'enrouler autour du fus (vous risquez de vous réveiller en pleine mer). Une jatte se remplit d'une JAITE. Un oiseau qui jabote (qui

crie en secouant son jabot) est bien entendu qualifié de JABOTEUR. Certains termes étrangers sont nantis de variantes : on trouve DJEMMAA à côté de DJAMAA, assemblée de notables d'Afrique du Nord (ces deux termes sont donnés comme invariables par le PLI, pour des raisons peu évidentes) ; DJAIN et DJAINISME, à côté de JAIN, JAINISME et JINISME, religieux, religion hindouiste voulant conduire l'homme au nirvana ; HADJI ou HADJI, pèlerin s'étant rendu à La Mecque, à côté de HADJDI (tous ces mots sont variables par la grâce du règlement). Enfin le jack, fiche à deux conducteurs coaxiaux, peut se prolonger en JACKET, gros lot des machines à sous, qui tire son origine du poker : c'est un pot que l'on ne peut ouvrir qu'avec une paire de valets au minimum.

MICHEL CHARLEMAGNE.

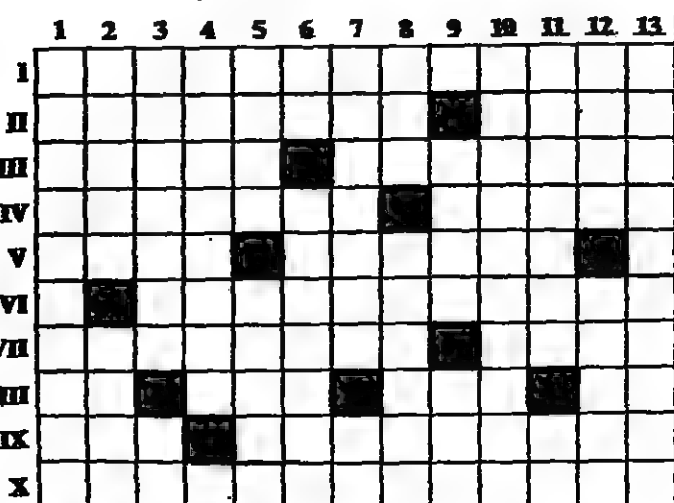
SCRAMBLE ÉTOILE, 16 décembre 1988. P.L.I. 1989. Tourscois, 7, rue Le Saecur Paris 16. Lundi 21 h, mercredi, vendredi, samedi 14 h 30 et 17 h, vendredi 20 h 30. Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O : les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tirage qui précède parfois du tirage précédent a été repêché, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

N°	TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1	AJLOS	JOVIALS	H4	100
2	AEOMST	JO(U)TAMES	4H	82
3	AEOMST	NEWS (s)	81	39
4	FOOS+STZ	ZO(U) (b)	13	31
5	FOST+ER	FOREZ	2F	25
6	SST+CMUU	USUS (c)	5K	19
7	CMT+AACI	COCA	G1	27
8	AIMT+ETI	IMITATES	10A	65
9	ELNPRU	TURUPTINE	84	72
10	EEIOORE	QUERIE	14A	32
11	EO+DEHRT	BORDE	13I	38
12	ET+ADNUT	UNIAKE	A8	75
13	DT+AINST	DISTANT	B2	72
14	EEGKLL	KIL	18J	32
15	EEGKLL	SELLER	14A	32
16	GGPUY+EN	EH	14I	31
17	GGPUY+ENU	YEN	11E	50
18	GGNU+ABM	FUE	15H	27
19	GGNU+ABM	BUNA (d)	C1	21
20	GGMT+ARI	DICCO	1E	26
21	GGMT+ARI	RAMIE	F4	27
22	GG+ABOTV	ARGOT	M7	22
23			Total	955

(a) Magazine d'information. (b) Interjection. (c) SCUTUMS, boudier long, implacable. (d) Concoction synthétique.
- Références : L.P. Le Gal, 867; 2.R. Poff, 862; 3.R. Frank, 855.

mots croisés

N° 542



Horizontalement

I. Ne sont pas toujours bien reçues. - II. Une fleur qui s'aime. Fait du mal ou invite au repos. - III. Pluie contenue. Il est placé bien haut. - IV. Révèle un manque de sérieux dans l'information. Vous tient bien. - V. A subi un second examen. Souffre. - VI. Font souffrir. - VII. Certains nous agacent. Méritent en un sens toute notre admiration. - VIII. Voyelles. Pronom. A une certaine situation. Tout nouveau, certes, tout beau, je vous le souhaite. - IX. Rêve d'Amérique.

Verticalement

1. Elle s'est bien défendue. - 2. Semblable à la précédente. - 3. On les scrute dans les champs pour trouver l'oiseau rare. Dit oui. - 4. Plus rien ne les retient. - 5. C'est pen. Tout comme un rousau. - 6. Préposition. En bouche. - 7. Dans la nature des choses. Dans ce mois-ci. - 8. Promet du nouveau. C'est une position forte. - 9. Pour un dauphin. Super-police. - 10. A de la curiosité, ou est-ce de l'apreté ? - 11. Furent mis au courant. Article. - 12. C'est forcément négatif. Prends du lait. - 13. Met à rude épreuve.

SOLUTION DU N° 541

Horizontalement
I. Déséquilibres. - II. Emprunté. Rata. - III. Taira. Espacé. - IV. Rurale. Tivoli. - V. Axa. Invertés. - VI. Lifter. Nef. - VII. Tiédies. Embas. - VIII. Es. Etang. Os. - IX. Uloera. Avisal. - X. Ressaisissent.

Verticalement
1. Déracteur. - 2. Emaux. Isle. - 3. Spinal. Cs. - 4. Erra. Idées. - 5. Qualifier. - 6. Un. Entité. - 7. Ite. Viss. - 8. Lestée. Gal. - 9. Pitre. Vs. - 10. Brave. Mois. - 11. Racornisse. - 12. Etalées. An. - 13. Satisfecit.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 543

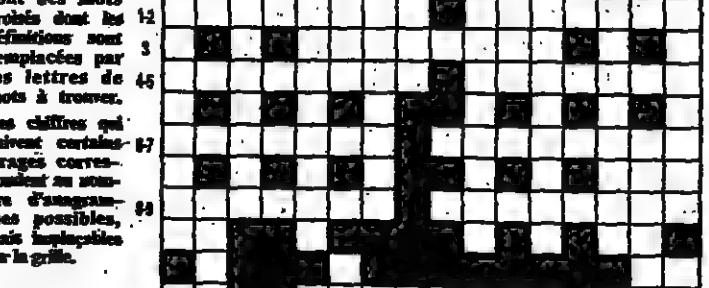
Horizontalement
1. CIORRSTU. - 2. ACEOIOR (+1). - 3. AABDEORU. - 4. EBNRRU. - 5. ACELOPT (+2). - 6. ACDEMOS. - 7. ABEENLU. - 8. EBNMOS. - 9. CEIRSSU. - 10. ADEINNOU. - 11. ADGINORU. - 12. ABINRSU (+1). - 13. AAEIKRST. - 14. AILNRSS. - 15. EBNNSTU (+1). - 16. AAILMNST (+1). - 17. EBNMPP.

Verticalement
18. CIORRSTU. - 19. AKIPRR. - 20. AGIOUUY. - 21. DGINOR. - 22. ABEENRRU (+5). - 23. AENRUX (+2). - 24. ADISTU (+1). - 25. AIDNOS. - 26. EINNOSU. - 27. ACEEHLR. - 28. BEILMRU. - 29. ACELORRU (+1). - 30. ABEESUY. - 31. AACEINS. - 32. INNORSU (+3). - 33. ACEELS. 34. ABEIRSS.

Solution du N° 542

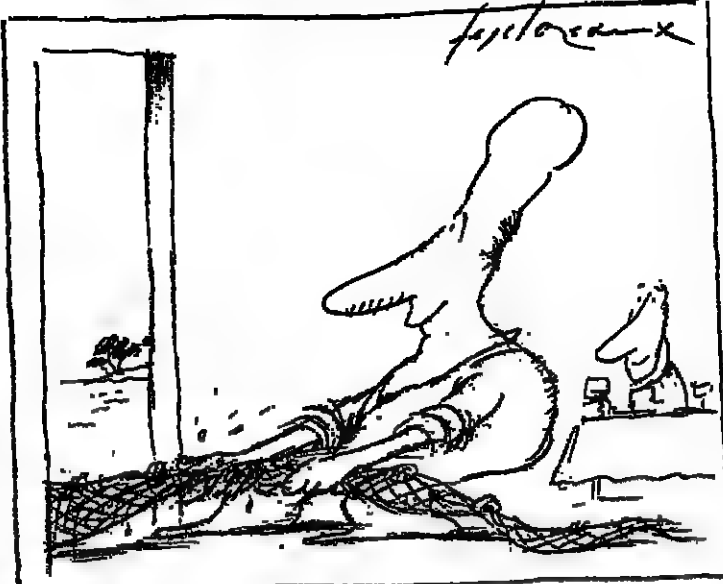
1. SOULARDS. - 2. HOUPPE. - 3. REVEREND (REVENDRE).

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont complétées par les lettres de mots à trouver.



LA TABLE

La zarzuela



SANG et or ne sont pas seulement les couleurs du drapeau espagnol. Sang du piment, or du safran colorant la cuisine, singulièrement celle de la Catalogne. Comment alors, par un beau soir d'été, du côté de la Costa Brava, devant un verre embué d'un vin de soleil, ne pas, fermant les yeux, se laisser entraîner par la petite musique gustative d'une opérette de fruits de mer ?

Car c'est cela que signifient, sur une carte, les mots : zarzuela de mariscos. Et sur la table, l'arrivée d'un plat de terre où poissons, crustacés, coquillages se drapent dans les fragrances multiples de l'ail et de l'oignon, de l'huile d'olive et du vin blanc, des poivrons et de la tomate, du safran, du laurier et du poivre, du jus de citron et des amandes moulées avec la grasse toxicité du jambon serrano.

Une opérette, vous dis-je ! Voici le bataillon des demoiselles du ballet, moules levant leur demi-coquille comme d'autres la jambe. Voici les coquilles Saint-Jacques, jeunes premières quelque peu intimidées par la voix puissante de la vedette : un petit homard de mâle assurément. Voici les comédiens, les palomares représentant en chœur les mots d'attente, je veux dire les coups de pouce personnels du cuisinier. Voici les gros bouquets, les

comiques de la troupe. Voici les calamars et les « cigales » (petits homards aux énormes pinces) faisant quelques fois d'intrus (utilisés ou inutilisés ?) et du poisson, au hasard de la pêche. Car la zarzuela est une auberge espagnole, en quelque sorte : on n'y trouve que ce que l'on y apporte... la cuisine du marché, diraient nos petits maîtres de nouvelle cuisine et comme si, de tous jours, la cuisine n'avait pas été ainsi !

Le gentil Luis Mariano qui aimait régaler ses amis d'un coïlin (dont il tenait la recette de sa maman et dont la sauce était enrichie de jaunes d'œufs durs, de piment rouge et d'amandes pilées) m'avait dit un soir, chez Lasserre, à propos de la zarzuela : « Il faut la préparer sur commande et la servir sur le champ : vingt minutes d'attente, trente de dégustation, dix minutes pour en parler après : c'est une opé-

rette courte mais que l'on revolt toujours avec joie. Une opérette dont chaque petite musique reste en mémoire ! »

Curieusement, les restaurants espagnols ne sont pas nombreux à Paris. Michellin n'en propose aucun. Gault-Millau en indique trois, le Bottin gourmand un seul. Et dans son mini-guide des restaurants étrangers, Claude Lébey quatre, exaltant surtout la zarzuela de La Sardana (4, rue de Chaligny, Paris-13, tél. : 43-43-02-34). Il semble ignorer El Picador (80, boulevard des Batignolles, Paris-17, tél. : 43-87-28-37) dont la zarzuela est honorable et appréciée des deux autres.

Enfin, il convient de saluer celle de Candido (40, avenue de Versailles, Paris-16, tél. : 45-27-86-68) qui, avec la patella (on peut en importer) et la parrillada, forme une trinité savoureuse dans un cadre inattendu depuis que le petit jardin a été couvert d'une verrière donnant sur la rue des Pâturages (la bien nommée puisqu'elle fut ouverte, en l'an 1854, au milieu des pâturages d'Auteuil !).

Le cher Candido, volubile et tumultueux, vous offrira le jerez tout en vous expliquant le secret de son jambon serrano, de sa zarzuela et les mérites de son vin espagnol. N'est-il pas, lui aussi, un peu un personnage d'opérette ?

LA REYNIERE

SEMAINE GOURMANDE

Relais Pereire

Deux petites salles claires, gentiment confortables et des retrouvailles ! Oui, nous retrouvons ici Aline Perdreau, la belle hôtesse de La Sologne de la rue de Bellechasse aux temps heureux de ses splendeurs gourmandes. Alain Perdreau, son jeune fils, règne ici sur un trio féminin de charme : Antonie, jeune cuisinière invisible, Claudine, accorte serveuse attentive, et Aline enfin, sa maman, hôtesse avisée et qui vous proposera carte et menu.

C'est ce menu dont j'aime à vous parler, car il me paraît un chef-d'œuvre de la fameuse équation qualité-prix. Notez un choix d'abord de six entrées (dont un excellent foie gras frais de canard « maison » et son verre de jureçon moelleux ou des rillettes de saumon, la frisée aux lardons ouf pochée, etc.), choix de cinq plats (blanquette à l'ancienne, onglet échalote, cassoulet, ris de veau noisette, etc.), du fromage très remarquable, de Belloc, des six desserts avec (mais oui !) une demi-bouteille par personne : galette, cahors, madiran, bordelais ou ces côtes de Saint-Mont (Piedmont tradition). Et ce menu pour... 175 F !

La carte ne propose guère plus, sinon, en ces temps, des chips pour accompagner le confit, du saumon fumé norvégien, l'entrecôte marchand de vin.

C'est un endroit idéal pour le soir, calme, presque provincial, reposant et à découvrir.

● **LE RELAIS PEREIRE**
27 bis, boulevard Pereire
75017 Paris
Tél. : 42-27-26-97.
Fermé samedi et dimanche.
Carte bleue.

Le Sariadais

J'ai signalé, en début d'année, la reprise de cette belle petite maison par l'excellent chef-patron Jean Tarron. Rien n'a changé de la carte Sud-Ouest, si ce n'est un ajout : l'assiette du Père Duval (une endouillette et un boudin de chevreux excellent chair-cuiter, aux deux pommes).

A midi, il faut retenir. Le soir c'est le calme de la campagne, devant ce square ex-Laborde devenu Marcel-Pagnol, Josette et Jean Tarron proposent un menu d'été d'été par le tourin à l'ail, un choix entre quatre entrées, quatre plats (dont la truite de mer fondue de poireaux ou le cassoulet péguérin), et desserts pour 130 F. Qui dit mieux ?

● **LE SARLADAIS**
2, rue de Vienne,
75008 Paris
Tél. : 45-22-23-62.
Fermé samedi et dimanche.
Parking : place Bergson.
Carte bleue.

L.R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Ardèche

FERME DE LA BESSE XVI^e siècle
Séjours ski de fond sur le
haut plateau ardéchois :
7 jours pension + matériel
1800 F + 2000 F.
MEJEAN Claude, 07510 REUTORD.
Tél. 75-38-84-84.

Côte basque

64800 ANGLET
HOTEL DE CHIBERTIA
ET DU GOLF ***
(près de Biarritz)
« Un deux tiers à 300 m de l'océan
et au calme de la forêt de pins... »
Séjours en studios équipés tout confort
(linge, chauffage, tél. direct, canal, b.c.).
Tarifs pour 2 pers. : semaine 1 130 F
quinzaine 1 300 F - mois 3 200 F
Validité du 1/12/1988 au 24/3/1989
(sauf du 26/12/1988 au 1/1/1989)
Possibilité petit déj. et repas
Biarritz-ville et aéroport à 3 km
104, boulevard des Pins, ANGLET
Tél. rés. : 59-52-15-16. Tél. 573-412.

Montagne

04400 BARCELONNETTE
« L'ESTABLON »
Table et chambres d'hôtes. Tr. conf. Ch.
central. Cuisine traditionnelle soignée.
Ambiance sympa.
Ete - Hiver (station ski 7 km).
7 jours en demi-pension à partir de 340 F.
Tél. (06) 92-81-13-57.

MASSIF DU CANTAL

L'AUBERGE DU COL **
CALME - DÉTENTE - SKI DE FOND
Alt. 1000 m. Situation panoramique.
Ambiance chaleureuse. Ski, balades et
animation par vos hôtes.
Chambres B/D, w.c., salons, cheminée.
7 jours p.p. 1260 F à 1610 F.
1/2 p. 1100 F à 1200 F.
AUBERGE DU COL
COL DE CUREBOURSE
15800 VIC-SUR-CÈRE - 71-47-51-71.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE,
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-379-6111. Tél. 916-2228.
Télécopieur 19-44-1-378-6578.
Hôtel moderne et accueillant.
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musées.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Ambiance intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-33 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Diana Agostini.
Télécopieur : 041-520-37-21.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)
1300-2200 m, à 4 h 30 de
Paris par TGV. Station
réputée pour ses conditions
climat vivifiant. Sports, loisirs, détente.
Offres variées, qualité et accueil suisses
compris. Exemple forfait ski 3 jours en
demi-pens. de 460 FS (env. 1900 FF).
OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN.
Tél. 19-41/25/34-12-44.

HOTEL MONT-RIANT **
35 LITS. Tout confort. Très tranquille.
Cuisine haute qualité. Régimes.
Pension complète : 60 à 80 FS
(env. 260 à 340 FF).
Tél. 19-41/25/34-12-35. CH-1854 Leysin.

CH-1854 LEYSIN, rég. Léman, 1350 m.
A 4 h 30 de Paris TGV, 1 min. gare :
FAMILIALE CHALET LA PAIX ***
Familial, gourmand, tranquille. Régimes.
Ski, soleil, repos. 7 jours pens. compl.
1990 FF (Rég. 2180 FF) av. d'été, w.c.
Tél. 19-41/25/34-12-75.

3320 ZERMATT-VALAIS-SUISSE
HOTEL HOLIDAY ***
Appartenance avec service d'hôtel, 60 lits.
Situation tranquille, à proximité du funi-
culaire Sunnegga. Tous les studios avec
balcon, cuisine, frigidaire, bain, w.c.,
radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée gra-
tuite dans une piscine couverte. Restau-
rant. Prix spéciaux en week-end 78 FS
(env. 230 FF), demi-pension.
Tél. 19-41/25/34-12-63.
Fax. R. Perren. Tél. 472-107.

SAINT-MORITZ (ENGADINE)
KULM-HOTEL
L'hôtel de 5 étoiles avec la plus grande
tradition. Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1241 82/2 11 51
Fax 82/3 27 38, Tél. 85 21 72.

MIETTES

● **TABLES ROYALES.** Du
9 janvier au 4 février à La Couronne
(le très excellent restaurant de
l'Hôtel Warwick, 5, rue de Berri.
Tél. : 45-63-14-11), la cuisine de
Paul Van Gessel sera proposée cha-
que soir dans des vaisselles et cri-
staux signés Baccarat, Ercuis, Saint-
Louis, Haviland, Odier, avec des
compositions florales de Patrick
Divert et Christian Ninin-Barus,
ajoutant une touche finale à ces
fêtes, au travers du menu-carte
(290 F).

● **CONTENTS, PAS CON-
TENTS.** Heureuse d'une salle à
manger non-fumeurs à l'Auberge du
Vieux-Village d'Aubres (à Aubres,
trois kilomètres N.E. de Nyon,
dans la Drôme), cette lectrice,
d'accord aussi avec le Bottin Gour-
mand qui vante la cuisine simple et
bonne de cette maison. Egalement
satisfait, ce lecteur qui a déjà
aux Châtaignes (route de Sainte-
Geneviève à Saint-Michel-sur-Orge,
91240) mais, en revanche, furieux,
cet autre, d'un repas près de
l'Opéra à propos de la fraîcheur des
huîtres.

● **LE GRAND LIVRE DU
WHISKY** (Larousse) vient de paraître.
Imaginez un bouquin sur le
champagne où l'on nous raconterait
le champagne de Crémé ? Eh bien,
ici, c'est le whisky... japonais qui a
droit de cité au milieu des vrais :
whiskies et whiskies.

● **UN CENTENAIRE EN 89 !**
Non, il ne s'agit pas du « bi » dont
on parle un peu beaucoup, mais du
centenaire de la Tour Eiffel qui sera
célébré... à Lille ! Secondé par
d'autres cuisiniers lillois, Robert
Bardot (de la Flambard, 79, rue
d'Angleterre. Tél. : 20-51-00-06,
un trois toques et un trois étoiles
Bottin) veut organiser, au mois de
mai prochain, des dîners 1889.
Bravo !

Pour tous ceux qui recherchent
des vacances "hors traces"...
"GRANDEUR NATURE"
Guidée par des naturalistes, des séjours
et des voyages pour tous ceux qui ému-
vent la fragilité d'une fleur ou la beauté
d'un envol.
Brochure sur demande à :
RENAUD VAGABOND
30, Galerie des Baladins,
38100 Grenoble
Tél. : 76-40-18-80.

Mexique

● Depuis avril 1988, un visa
est nécessaire pour se rendre au
Mexique. On peut se le procurer
au Consulat général du Mexi-
que : 4, rue Notre-Dame-
des-Victoires, 75002 Paris.
Tél. : 42-61-51-80.

● **Basse-Californie** (Baja-
California) est une péninsule de
500 km de long, baignée à
l'Ouest par l'océan Pacifique et à
l'Est par la mer de Cortés, qui la
sépare du Mexique continental.
La route fédérale numéro 1 la
traverse du nord au sud : de
Tijuana à la frontière américaine,
à Cabo-de-San-Lucas, le cap où
les deux mers se rejoignent. On
y voyage en bus ou en camping-

VOYAGE

Carnet de route

car à travers de hautes monta-
gnes plantées de cactus. Une
oasis, à Mulege, ouvre sur l'une
des plus belles baies du Mexi-
que : Bahia Concepcion.
On peut arriver en Basse-
Californie par les Etats-Unis (vois
Paris - Los Angeles) et rejoindre
ensuite le Mexique continental
par le ferry La Paz-Mazatlan ou
La Paz - Puerto-Vallarta. On
peut aussi s'y rendre par le
Mexique (vois intérieure Mexico-
La Paz, Mexico-San-Jose-del-
Cabo, Guadalajara-San-Jose-
del-Cabo...).

● **Cancun**
Cancun est la grande station
de la Caraïbe mexicaine et sur-

tout le point de départ d'excursi-
ons vers les sites mayas du
Yucatan et du Quintana-Roo
(Uxmal, Chichén-Itza, Tulum),
vers les îles de Cozumel et Isla
Mujeres et vers les plages de
Playa-del-Carmen et Shangri-la,
où la mer Caraïbe prend toutes
sortes de couleurs.

Depuis le 29 octobre 1988,
un vol charter relie directement
Paris à Cancun. Un vol par
semaine, avec départ le samedi
matin et retour le dimanche
après-midi (3 600 francs aller-
retour, avec supplément à car-
taines dates). Carrefour du Mexi-
que : 5, place André-Malraux,
97-15 sur minitel : 36-15 code
CDV (Carrefour des voyages).

CORINE LESNES.

A Cancun, une brouette et des chaises longues

(Suite de la page 13.)
On y arriverait, pas aujourd'hui
mais demain. La journée serait
donc belle, et le soleil, maladie
tropicale, tomberait dans la mer
sans prendre le temps de se cou-
cher sur la piscine.

Une star est venue s'installer
sur une chaise longue. Boudeuse,
il y avait un peu de vent. L'ordina-
re qui a choisi le site de Cancun
a négligé ce paramètre. Ancrée à
la péninsule du Yucatan par deux
ponts seulement, Cancun est un
endroit de courants d'air. L'Amé-
ricaine s'est tout de même allon-
gée, en maillot de bain.

Mais têtue, la brouette a
réparé. Chargée de terre, qui plus
est, d'un gros monticule de terre
noire. Un gamin était au volant. Il
ne portait pas l'uniforme vert des
ouvriers et même pas de badge.
Sa chemise était déchirée, mais il
avait un côté son nom était inscrit à
la craie : Juan. Un infirmier, un
journalier payé trois dollars la
journée. Une foule, parmi les
dizaines de milliers de fournis qui
travaillent sur les chantiers des
hôtels, dorment sur des barnacs
au milieu des travaux que n'aper-
çoivent que les touristes logés
dans les chambres de derrière.

L'envers du décor, mais la star
avait mis ses lunettes de soleil et
elle ne l'a pas vu.

La catastrophe a eu lieu au
troisième passage. Juan remontait
de la plage avec sa brouette. La
star avait décidé de se baigner.
Elle s'est attachée les cheveux et
elle est descendue dans la piscine.
La brouette était à sa hauteur
quand elle s'est mise à sautiller
dans l'eau, en tenant des deux
mains sa queue de cheval pour ne
pas la mouiller.

Le Mexicain n'a pas voulu avoir
l'air de regarder, et il est passé
avec un air concentré. Il a attendu
de l'avoir doublée pour lui jeter un
regard de côté. Mais il a dû relever
la tête, et le vent a emporté son
chapeau. Il a tenté de le rattraper,
et il a lâché une poignée. La
brouette a fait une embardée, puis
un tonneau, et le sable s'est ren-
versé sur les dalles roses. Il n'y a
pas eu de blessé, mais deux cents
chaises longues et une Américaine
se sont esclaffées.

GASTRONOMIE

Rive droite

POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
Sa bonne cuisine française
et ses soufflés.
35, rue de MONTMARTRE
(près de la place Vendôme)
Réservation 42.68.27.18
Fermé le dimanche.

Rive gauche

Alexis

Déjeuner - Dîner - Souper
28, rue de l'Exposition, 75007 PARIS
Réservation : 47-05-80-39

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>FALEZIA - PORTÉ D'ORLÉANS 45-39-74-91 A LA BONNE TABLE s.m. dim. 42, r. Friant. PARKING. Spéc. POISSONS.</p> <p>BASTILLE - OPERA - DE LA EL BOLICHE, 43, rue Faidherbe, 11^e. F. dim. 43-79-97-93. Le rest. sud-américain du 11^e.</p>	<p>CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELMAN, 37, r. Franc-Fr. 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.</p> <p>142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin d'été. SAUMON, RENNE, CANARD SALE.</p>	<p>GOBELINS ENTOTTO, 143, r. L.-M.-Nordmann, 13^e. Spécialités éthiopiennes.</p> <p>LES HALLES CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV^e. F. dim. et lundi. P.M.R. 170/200 F.</p>	<p>OPÉON INCARI, 9, r. Monsieur-le-Prince, 6^e. F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain.</p> <p>RÉPUBLIQUE-BASTILLE LE REPAIRE DE CARTOUCHE 47-00-25-86, 6, boulevard des Filles-du- Calvaire (11^e). F. sam. midi, dim.</p>	<p>SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8^e. 45-22-23-62. Dîner péguérin 130 F a.c.</p> <p>SAINTE-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.</p>	<p>TROCADERO P. GAILLARD, 70, r. de Longchamp. F. dim. et sam. soir. 47-27-43-41. Cuis. classique.</p> <p>HORS PARIS AU PIED DE MOUTON, 20, r. au Pain, 78-Versailles (Halles de Ver- sailles). 39-50-33-00. T.l.j. 0 h. Spéc. de FRUITS DE MER et POISSONS.</p>
---	--	--	---	---	--

هكذا من الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— Natcha et Jacques FAURE, ainsi que Valérie, ont la joie de faire part de la naissance de

Anne-Sophie, le 1^{er} janvier 1989.

— Josiane et Thierry MAHLER sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Charlotte, le 28 décembre 1988.

« Marchez pas très doux, vous marchez sur mes rêves. » Yous.

132, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

— Béatrice et Christian MASSET-GUSTIN, et Gabriel

ont la joie d'annoncer la naissance de

Paul, 219 Brompton Road, London SW3 2EL.

— Daniel KENIGSBURG, Mariel BLOCH et Margot

présentent

Sam Moses KENIGSBURG,

né le 4 janvier 1989.

24, boulevard Saint-Denis, 75010 Paris.

Mariages

— M^{me} Françoise GRAVE et M. Jean-Pierre USDIN

ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré à Neuilly-sur-Seine, le 30 décembre 1988, dans l'intimité.

— Jacques DUROY

a quitté les siens accidentellement le 23 décembre 1988.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

M^{me} Jacques Duroy, 6, rue Belfroy, 92200 Neuilly.

Décès

— M^{me} Jean-Claude Lambert, son épouse, Mario-Laurence et Jean-Guillaume, ses enfants, La générale Jean Lambert, sa mère, M^{me} Marie-Anne Lambert, sa sœur,

M. et M^{me} Bertrand Lambert, son frère et sa belle-sœur, M^{me} Graciense Lambert, sa tante,

M. Paul Hazel, son beau-père, Le docteur et M^{me} Bernard Jaisson, M. et M^{me} Jean-Paul Hazel, M. et M^{me} Yannick Josselin, ses beaux-frères, belles-sœurs et leurs enfants,

Les parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Claude LAMBERTI, agrégé de philosophie, docteur en lettres et sciences humaines, professeur à l'université Paris-V-Sorbonne, commandeur des Arts et Lettres.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Léonard de L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne), le lundi 9 janvier, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Saint-Michel (Meuse).

Ni fleurs ni couronnes, dons à l'ARC.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue de la Pléiade, 94240 L'Hay-les-Roses.

— M^{me} Claire Miniconi, M. et M^{me} Félix-Henri Miniconi, M. et M^{me} Guy Miniconi, M. et M^{me} Alain et Sabine Girodet, ont la douleur de faire part du décès de

M. Ange-Marie MINICONI, dit Jean-Marie dans la Résistance, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre avec étoile de vermeil, croix du Combattant volontaire 1939-1945, médaille de valeur de l'American Legion avec citation,

leur époux, père et grand-père,

survenu à Cannes le 26 décembre 1988, dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Vincent-sur-Jabron (Alpes-de-Haute-Provence), le 29 décembre 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons le décès de Charles PATOZ, ancien président de l'Association des Journalistes parlementaires, officier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 5 janvier 1989.

Né le 13 mai 1908, Charles Patoz est devenu en 1937 chef du service politique des Nouvelles du matin. Après la guerre, il a exercé des responsabilités à l'Information et devient chroniqueur parlementaire au *Dauphiné Libéré*. Il a été président de l'Association des journalistes parlementaires de 1968 à 1968. Il était le père de notre confrère Jacques Patoz, journaliste politique au *Quotidien de Paris*.

— M^{me} Denise Sainsaulieu, M. et M^{me} Gérard Dietrich-Sainsaulieu, Flore et Jean-Claude Cardonnel, M^{me} Céline, Elia et Galatée Dietrich-Sainsaulieu, M^{me} Antoinette Givélet-Sainsaulieu, Les abbés Jean et Yves Sainsaulieu, M^{me} Luc Sainsaulieu, M. et M^{me} Jacques Houllon, M^{me} Louise Emmanuel, M^{me} René Collin, M^{me} Anne Julien-Laferrère, Les familles Sainsaulieu, Clément, Gossé, Marthe, Givélet, Bovagnet, des Garen, Duhamel de la Mothe, Boitel, de Cizecourt, Michel, Houlton, Crespel, Mauffret, Collin et Moré, Cavaud de Grange,

La direction Et le personnel de la société COGEDIM, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Denis SAINSAULIEU,

survenu à son domicile, le 5 janvier 1989, dans sa soixante-dix-huitième année.

Le service religieux sera célébré le samedi 7 janvier, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Villiers-Allerand (Marne), dans le caveau de famille, le samedi 7 janvier, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5 et 7, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.

— M^{me} Paul Schwall, son épouse, Philippe et Marie-José Schwall, Gérard et Myriam Schwall, Didier Schwall, ses enfants, Rémi, son petit-fils, M^{me} Eugène Schwall, sa mère,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul SCHWALL,

survenu le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 janvier, à 10 h 45, en l'église Sainte-Thérèse, 16, boulevard des Coteaux, à Neuilly-Malmaison.

Cet avis tient lieu de faire-part. 23, avenue Auguste-Renoir, 92500 Neuilly-Malmaison.

— M. François Spira, son épouse, M^{me} Julia Jorys, sa fille, M. Oscar Neufeld, M^{me} Lola Not, M^{me} Moshé Schacht, ses frères, belle-sœur et beau-frère, Sa famille, Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ida SPIRA,

née Neufeld,

survenue le 3 janvier 1989.

L'inhumation aura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20^e, le mardi 10 janvier, à 9 h 45.

Réunion à 9 h 30, au crématorium, avenue du Père-Lachaise, métro Gambetta.

Ni fleurs ni couronnes.

38 bis, avenue René-Coty, 75014 Paris.

27, villa Croix-Nivert, 75015 Paris.

— M^{me} Alain SERVAL, Antoine et Arnaud Servat, M. et M^{me} Albert Roncey, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Alain SERVAL,

ont le plaisir de faire part de leur décès.

— Les collaborateurs et amis de la sous-direction des enseignements et des professions se souviennent de

Madeleine MORVAN-HOLLIER,

en ce premier anniversaire de sa mort.

— M^{me} Georgette Vincent, son épouse, M^{me} Catherine Vincent, sa fille, Sa famille, Ses amis,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean-François VINCENT,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur adjoint à l'ORTF,

survenu le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne, 5, place de l'Eglise, à Issy-les-Moulineaux, le lundi 9 janvier, à 15 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

Ni fleurs ni couronnes. Des offrandes destinées à diverses œuvres pourront être déposées à la paroisse.

« Je suis la résurrection et la vie, celui qui croit en Moi, même s'il meurt, vivra. » Jean XI, 25.

Cet avis tient lieu de faire-part. 139, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux.

20, rue Montbrun, 75014 Paris.

— M^{me} Alain SERVAL, Antoine et Arnaud Servat, M. et M^{me} Albert Roncey, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Alain SERVAL,

ont le plaisir de faire part de leur décès.

— Les collaborateurs et amis de la sous-direction des enseignements et des professions se souviennent de

Madeleine MORVAN-HOLLIER,

en ce premier anniversaire de sa mort.

— M^{me} Georgette Vincent, son épouse, M^{me} Catherine Vincent, sa fille, Sa famille, Ses amis,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean-François VINCENT,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur adjoint à l'ORTF,

survenu le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne, 5, place de l'Eglise, à Issy-les-Moulineaux, le lundi 9 janvier, à 15 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

Ni fleurs ni couronnes. Des offrandes destinées à diverses œuvres pourront être déposées à la paroisse.

« Je suis la résurrection et la vie, celui qui croit en Moi, même s'il meurt, vivra. » Jean XI, 25.

Cet avis tient lieu de faire-part. 139, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux.

20, rue Montbrun, 75014 Paris.

— M^{me} Alain SERVAL, Antoine et Arnaud Servat, M. et M^{me} Albert Roncey, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Alain SERVAL,

ont le plaisir de faire part de leur décès.

— Les collaborateurs et amis de la sous-direction des enseignements et des professions se souviennent de

Madeleine MORVAN-HOLLIER,

en ce premier anniversaire de sa mort.

— M^{me} Georgette Vincent, son épouse, M^{me} Catherine Vincent, sa fille, Sa famille, Ses amis,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean-François VINCENT,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur adjoint à l'ORTF,

survenu le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne, 5, place de l'Eglise, à Issy-les-Moulineaux, le lundi 9 janvier, à 15 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

Ni fleurs ni couronnes. Des offrandes destinées à diverses œuvres pourront être déposées à la paroisse.

« Je suis la résurrection et la vie, celui qui croit en Moi, même s'il meurt, vivra. » Jean XI, 25.

Cet avis tient lieu de faire-part. 139, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux.

20, rue Montbrun, 75014 Paris.

— M^{me} Alain SERVAL, Antoine et Arnaud Servat, M. et M^{me} Albert Roncey, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Alain SERVAL,

ont le plaisir de faire part de leur décès.

— Les collaborateurs et amis de la sous-direction des enseignements et des professions se souviennent de

Madeleine MORVAN-HOLLIER,

en ce premier anniversaire de sa mort.

— M^{me} Georgette Vincent, son épouse, M^{me} Catherine Vincent, sa fille, Sa famille, Ses amis,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean-François VINCENT,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur adjoint à l'ORTF,

survenu le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne, 5, place de l'Eglise, à Issy-les-Moulineaux, le lundi 9 janvier, à 15 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

Ni fleurs ni couronnes. Des offrandes destinées à diverses œuvres pourront être déposées à la paroisse.

« Je suis la résurrection et la vie, celui qui croit en Moi, même s'il meurt, vivra. » Jean XI, 25.

Cet avis tient lieu de faire-part. 139, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux.

20, rue Montbrun, 75014 Paris.

— M^{me} Alain SERVAL, Antoine et Arnaud Servat, M. et M^{me} Albert Roncey, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Alain SERVAL,

ont le plaisir de faire part de leur décès.

— Les collaborateurs et amis de la sous-direction des enseignements et des professions se souviennent de

Madeleine MORVAN-HOLLIER,

en ce premier anniversaire de sa mort.

— M^{me} Georgette Vincent, son épouse, M^{me} Catherine Vincent, sa fille, Sa famille, Ses amis,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean-François VINCENT,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur adjoint à l'ORTF,

survenu le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne, 5, place de l'Eglise, à Issy-les-Moulineaux, le lundi 9 janvier, à 15 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

Ni fleurs ni couronnes. Des offrandes destinées à diverses œuvres pourront être déposées à la paroisse.

« Je suis la résurrection et la vie, celui qui croit en Moi, même s'il meurt, vivra. » Jean XI, 25.

Cet avis tient lieu de faire-part. 139, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux.

20, rue Montbrun, 75014 Paris.

— M^{me} Alain SERVAL, Antoine et Arnaud Servat, M. et M^{me} Albert Roncey, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Alain SERVAL,

ont le plaisir de faire part de leur décès.

— Les collaborateurs et amis de la sous-direction des enseignements et des professions se souviennent de

Madeleine MORVAN-HOLLIER,

en ce premier anniversaire de sa mort.

— M^{me} Georgette Vincent, son épouse, M^{me} Catherine Vincent, sa fille, Sa famille, Ses amis,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean-François VINCENT,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur adjoint à l'ORTF,

survenu le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne, 5, place de l'Eglise, à Issy-les-Moulineaux, le lundi 9 janvier, à 15 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

Ni fleurs ni couronnes. Des offrandes destinées à diverses œuvres pourront être déposées à la paroisse.

« Je suis la résurrection et la vie, celui qui croit en Moi, même s'il meurt, vivra. » Jean XI, 25.

Cet avis tient lieu de faire-part. 139, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux.

20, rue Montbrun, 75014 Paris.

— M^{me} Alain SERVAL, Antoine et Arnaud Servat, M. et M^{me} Albert Roncey, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Alain SERVAL,

ont le plaisir de faire part de leur décès.

— Les collaborateurs et amis de la sous-direction des enseignements et des professions se souviennent de

Madeleine MORVAN-HOLLIER,

en ce premier anniversaire de sa mort.

— M^{me} Georgette Vincent, son épouse, M^{me} Catherine Vincent, sa fille, Sa famille, Ses amis,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean-François VINCENT,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur adjoint à l'ORTF,

survenu le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne, 5, place de l'Eglise, à Issy-les-Moulineaux, le lundi 9 janvier, à 15 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

Ni fleurs ni couronnes. Des offrandes destinées à diverses œuvres pourront être déposées à la paroisse.

« Je suis la résurrection et la vie, celui qui croit en Moi, même s'il meurt, vivra. » Jean XI, 25.

Cet avis tient lieu de faire-part. 139, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux.

20, rue Montbrun, 75014 Paris.

— M^{me} Alain SERVAL, Antoine et Arnaud Servat, M. et M^{me} Albert Roncey, très sensibles aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

M. Alain SERVAL,

ont le plaisir de faire part de leur décès.

— Les collaborateurs et amis de la sous-direction des enseignements et des professions se souviennent de

Madeleine MORVAN-HOLLIER,

en ce premier anniversaire de sa mort.

— M^{me} Georgette Vincent, son épouse, M^{me} Catherine Vincent, sa fille, Sa famille, Ses amis,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean-François VINCENT,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur adjoint à l'ORTF,

survenu le 4 janvier 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Etienne, 5, place de l'Eglise, à Issy-les-Moulineaux, le lundi 9 janvier, à 15 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.</

Culture

THÉÂTRE

Roger Planchon dirige les répétitions d'« Andromaque »

Sous le scalpel de Racine

Après un détour par le cinéma, Roger Planchon retrouve le TNP. Racine et une distribution impressionnante autour de Christine Boisson, Miou-Miou, André Marcon, Richard Berry et Jean Reno. Plus de deux mois de répétition s'achèvent. Andromaque s'apprête à affronter le public de Villeurbanne.

Il est toujours étonnant de retrouver Villeurbanne, à côté de Lyon, et le quartier des Grattoirs, ces hautes tours blanches qui gardent l'accès de la mairie et du théâtre, deux bâtiments qui, sans agressement apparent, se regardent : la politique et l'art en un face-à-face profane, au cœur de la cité. Ces jours-ci, un calicot barre la façade du Théâtre national populaire, dix lettres noires dont le rassemblement doit tout à ce face-à-face-là : *Andromaque*, tragédie de Racine, qui superpose en mille alexandrins un amour sublimé par la plume du poète et la sanglante conclusion d'un conflit politique rapporté par l'histoire. Du miel pour Roger Planchon, maître, depuis vingt ans, de ce lieu dont l'enseigne lui fut léguée par Vilas.

Comment lui est venue cette année, cette envie de Racine, cet appétit d'*Andromaque* ? Peut-être et avant tout d'une déception, même s'il ne l'avouera que du bout des lèvres plus tard, chez lui, à deux pas du TNP, un bol de café à la main.

Voilà des mois, des années qu'il explore soigneusement le dix-septième siècle, les barons, les mœurs, ses arts, dans le dessein de réaliser, pour le cinéma, la fresque de ce siècle immense. Mais il n'a pas encore trouvé les partenaires à la hauteur d'une telle entreprise.

Homme de théâtre d'abord, le voilà donc chez lui, utilisant au mieux la somme de son travail et mettant en scène *Andromaque* : « C'est la pièce qui s'attache le plus à l'un des événements les plus récents et les plus importants du dix-septième siècle », la Fronde, explique le directeur du TNP. Comment ne pas voir sous les batailles et les massacres de Pyrrhus, les batailles et les massacres du Grand Condé ? Comment ne pas lire sous les malheurs matrimoniaux d'Hermione, ceux de la Grande Mademoiselle ? Et le visage de Phénix n'est-il pas emprunté à Mazarin, ministre de Louis XIV ? La tragédie de Racine est une œuvre totalement contemporaine, comme le serait aujourd'hui une pièce sur les Brigades rouges, et même si c'est aussi la description d'une formidable histoire d'amour, les rapports amoureux y sont régis comme le sont les rapports de forces politiques.

Faudrait-il donc tenir *Andromaque* pour une œuvre à clé, une machine de combat ? Les indications données par le metteur en scène à ses comédiens, sur le plateau du TNP, viennent démentir ce qui serait une vision réductrice de la pièce. Car voilà Planchon, très en forme, très en verve, allant du deuxième rang de l'orchestre jusqu'à la scène et fouillant, aux côtés de ses acteurs, un vers, un geste, une situation avec un soin immense.

Certaines d'indications, d'informations échangées, confrontation d'idées, de propositions aussi bien écrites, adoptées, réalisées. Certaines d'heures de travail, Planchon à Miou-Miou (Hermione) : « Prends bien tout le plateau, tu es une reine. Cette scène est un des rares moments où tu es une princesse heureuse, tu es une jeune fille à l'intérieur, mais il y a quelque chose à gagner dans l'invasion du plateau. » A Miou-Miou, Judith Bécue (sa suivante, Céphise), Christine Boisson (Andromaque) et Béatrice Caillon (sa suivante, Cléone), en montrant André Marcon (Pyrrhus) : « Avancez sur lui, au centre du plateau. Imaginez des hommes qui s'approchent comme pour une bagarre. C'est un truc qu'on ne peut en principe pas régler avec des femmes mais c'est cela qui me plaît. »

Comment être une reine

Aux mêmes et à Richard Berry (Oronte), Jean Reno (Pylade) et Jacques Lalande (Phénix) : « Il n'y a dans les tragédies de Racine que deux cents ou trois cents mots, toujours les mêmes : mort, sang, haine, larmes, honneur... A chaque instant, il faut trouver l'humour, l'humour de certaines répliques, de certains vers, sinon tout serait joué d'avance. On peut, on doit être boulevé, ému, mais jamais faire ressentir de fatigue, cela tue l'émotion. C'est l'art de la tragédie, elle nécessite une énergie démente, tous les jours. Quand on dit le texte, il faut que le spectateur ressente comme une agression le fait que les sons ne parviennent pas à sortir de la gorge... »

Il est peu fréquent de constater, lors de la répétition d'un spectacle, un tel sérieux, une telle concentration des protagonistes, une telle solidité aussi, car, comme le note Christine Boisson, « il n'y a pas dans *Andromaque* un seul rôle important. C'est un autel à quatre chevaux, un puzzle où nous sommes tous interdépendants. Nous avons tous un moment assez fort à défendre. Nous sommes tous responsables de la réussite ou de l'échec du spectacle. Si un pilier était plus faible, toute la charpente en pâtirait. »

La tragédie, confie Richard Berry, c'est une sorte d'escalier, comme le dit Planchon, d'empilement des sentiments, d'émotions, des marches qu'il faut franchir une à une pour atteindre l'explosion finale. Cela oblige à un travail de tous les instants. On ne peut pas garder des surprises à essayer face au public, il faut très tôt tout tenter et laisser le moins de place au hasard. Jamais je n'ai travaillé à un tel niveau d'exigence. Planchon fait un formidable théâtre d'acteurs. Le plaisir est tel que je voudrais que ce travail dure six mois.

« L'alexandrin, une aide pour l'acteur »

Même plaisir évident, que tempère malgré tout une semblable et saine inquiétude, chez Christine Boisson qui est au TNP un peu chez elle pour y avoir plusieurs fois travaillé : « Il a fallu imaginer des substituts à ce que peut bien être une reine, désuète mélange de fierté, de fidélité, de vertu et, dans le cas d'*Andromaque*, déchue de son pouvoir. Alors j'ai pensé à Bette Davis, sans bien sûr vouloir la copier en quoi que ce soit mais elle a joué Elizabeth, belle, blanche, c'est une image qui aide. Et, quelquefois, on définit mieux son rôle en dehors des répétitions, en marchant simplement dans la rue. La tragédie est un parcours sensible, exigeant, difficile. Mais quand on trouve en soi ou en discutant avec le metteur en scène une idée, un souffle nouveau, quand tout d'un coup une scène prend une couleur nouvelle, quand, dans un éclair de lucidité, une réplique, un rôle devient évident, alors le plaisir vient. »

Comme le disait Baudelaire, son rythme et ses rimes répondent bien à l'homme à son éternel besoin de symétrie. Un acteur peut entrer dans l'alexandrin sans être terrorisé ; le travail ne doit plus porter alors sur la technique mais sur le sentiment. La part psychologique des personnages est très importante chez Racine, il faut doser, organiser derrière chaque vers les arrière-pensées de l'auteur. Ainsi, lors de la négociation de Pyrrhus et d'Oronte au début de l'œuvre, il y a sous l'apparent discours politique, un discours amoureux, dessous encore un discours sur la cruauté et dessous encore un discours sur la tendresse.

Pour explorer des rôles pareils, il faut passer par des moments de découragement, de frayer, et leur torse le cou. Mais il y a des moments euphoriques : quand, après avoir beaucoup retenu ses émotions autour de la table des lectures, on lâche enfin la bride et que l'on se rend compte que la méditation sur le rôle a fait son travail ; quand, face au public, une réaction inattendue éclaire l'avant. Il y a certaines œuvres qu'on peut tirer vers la grandeur. D'autres, celles de Molière — dont la comédie est tellement grande qu'il faut une vie pour l'habiter — ou celle de Racine sont tellement fortes en elle-mêmes qu'il faut grandir dedans, trouver toute la richesse, explorer chaque recoin.

Travailler donc, répéter et répéter encore. Ce mot de Planchon, lancé innocemment entre scène et salle, qui amuse et plonge aussitôt : « On n'a dit qu'il fallait mourir dans les théâtres. Je suis là et je fais du mieux que je peux. »

OLIVIER SCHMITT.

* Théâtre national populaire. Vingt-deux représentations du 9 janvier au 2 février. Réservations par téléphone : (16) 78-84-70-74.

« John-Gabriel Borkman », d'Ibsen, à la Cité internationale

Retour de flamme d'un long exil

Écrit à soixante-dix ans par un homme plein de gloire et de solitude, la dernière pièce d'Ibsen, qui met en scène un banquier déchu, est d'une modernité hallucinante.

A l'âge de trente-six ans, le Norvégien Henrik Ibsen s'expatrie. Il a échoué dans la gestion de deux théâtres, à Bergen et à Christiania. Il obtient une subvention, et un peu d'argent de quelques amis, et il s'expatrie. L'Allemagne, puis surtout l'Italie. Là-bas, il écrit plusieurs pièces qui le rendent célèbre dans beaucoup de pays.

Lorsqu'il rentre en Norvège, il redescend la pente : il a soixante-trois ans. Il est une gloire du pays. Sur le trajet de la traversée où il se rend chaque jour, il passe sous sa statue, en pied. Tout le monde le connaît de vue, l'examine. Personne ne l'approche. Ibsen n'est que solitude. Il a voulu cette solitude. Elle lui était indispensable. Et il en souffre.

James Joyce, dans sa pièce les *Exilés*, a montré que tout homme qui s'absente volontairement, si longtemps, reste un étranger. Lorsqu'il rentre, Joyce attribue à Ibsen « un éclatant génie ». « Henrik Ibsen, écrit-il, est l'un de ces êtres exceptionnels devant qui toute critique ne peut faire que pâle figure. La seule critique valable, c'est l'appréciation. Quand l'art du dramaturge est parfait, toute critique est superflue. »

Joyce a raison, pour sa part, mais du même coup il est victime de la brusquerie du mot « critique », qui brouille tout, qui envahit tout, tant sa manie « pion » est sous-jacente. On n'a chef de troupe et metteur en scène, Jean Bollery, présente aujourd'hui à Paris l'une des plus grandes pièces d'Ibsen, *John-Gabriel Borkman*, qui n'est jamais jouée chez nous, c'est certes la moindre des choses que d'en avertir les publics. Faire l'annonce, somme toute, mais pas en trois mots, ça ne se verrait même pas. Faire l'annonce en quelques mots, donner quelque chose à lire.

John-Gabriel Borkman est l'avant-dernière pièce d'Ibsen. Après, il se tait. Quand il l'écrit, il a presque soixante-dix ans.

Borkman est un homme qui a vieilli très loin, à vingt ans. Son projet : la prise du pouvoir. Non pas par l'attentisme ni même par la politique, mais par l'économie, c'est plus sûr. Mines de fer ou de charbon, usines métallurgiques, chemins de fer et navires marchands, câbles et bétail, et circuits de distribution.



Jean Bollery dans « John-Gabriel Borkman »

Borkman se voyait prendre tout ça sous sa coupe, et les journaux, et les théâtres. Le nerf de sa guerre, c'était forcément l'argent. Il s'est fait banquier, pour commencer. Mettant provisoirement les lois entre parenthèses, il a employé à son gré l'argent d'autrui pour réaliser ses desseins. Il a été dénoncé avant de remettre cet argent à sa place. Cinq ans de prison. C'est presque un fait divers banal.

Lorsqu'il avait voulu créer et ouvrir sa banque, Borkman n'avait pas le moindre sou devant lui. C'est un ami, Hinkel, avocat, fortuné, qui lui a avancé la somme — une somme importante. Il y a eu, en échange, une négociation : Hinkel et Borkman, aimant la même jeune fille, Ella Renheim — laquelle était amoureuse de Borkman. Hinkel, contre l'argent, a exigé Ella — a exigé que Borkman se retire Borkman s'est retiré, a si l'on veut « vendu ». Ella à Hinkel.

Conflit de modernité

Mais Ella, restée amoureuse de Borkman, et ne comprenant pas ce trafic (ce qui est étrange), a systématiquement refusé les avances et les demandes de mariage de Hinkel. A la longue, Hinkel, par jalousie, croit Borkman responsable de ces refus. Et c'est lui qui « coule » Borkman, en dénonçant ses « cavalcades ». C'est le deuxième fil de la pièce.

Troisième fil : Ella a une sœur jumelle, Gunhild. Dès qu'il a cédé Ella à Hinkel, Borkman épouse

Gunhild. Naît un fils, Erhart. A ce moment, c'est la condamnation de Borkman à cinq ans de taule. Avec saïe de tous ses biens. Gunhild se retrouve sans aucune ressource. Sa sœur, Ella, sauve la situation, règle toutes les dépenses de maison, train de vie, et autres, et prend chez elle le petit Erhart. Elle l'élève comme son fils. D'où conflit de maternité, de possessivité, entre les deux sœurs, qui en viennent à se haïr. Erhart échappera à cette double oppression en se jetant dans les bras d'une belle femme libre, un peu aventurière, qui l'emmène vivre très loin de là.

Quatrième fil : parmi tous les clients de la banque que Borkman a mis sur la paille, l'un lui est resté fidèle. Un pauvre bonhomme, qui a tout raté, qui se femme et ses gosses méprisent. Il est le seul visiteur de Borkman, qui, sorti de prison depuis huit ans, reste cloué dans sa chambre, sans jamais sorti ni voir personne, pas même sa femme. Cet ami, Wilhelm Földal, tient à Borkman, parce que celui-ci avait une estime pour une pièce que Földal a écrite dans sa jeunesse (il n'a écrit que ça). Borkman entretient Földal dans l'espoir que ce chef-d'œuvre sera joué, un jour, de même que Földal laisse croire à Borkman que son procès sera révisé, que tout s'arrangera. Et voilà que devant nous, pour un rien, une saute d'humeur, Borkman laisse échapper que la pièce de Földal, c'est zéro. Et Földal, mortellement blessé, dit que tout avenir est interdit, à Borkman. Les deux hommes se disent en clair que c'était cela l'amitié : un double mensonge. Ils se séparent.

Il y aurait, dans le tissu pourtant si pur, si simple, de la pièce d'Ibsen, bien d'autres fils. Mais à quoi bon aller plus loin ? Comme dit encore Joyce : « Le sujet d'une pièce d'Ibsen est à la fois trop limité et trop vaste... Ce qui compte, dans les pièces d'Ibsen, c'est le drame lui-même. »

Nita Klein et Elisabeth Tamaris, les deux actrices qui jouent les deux sœurs dans la mise en scène de Jean Bollery, sont remarquables d'humour, de nuances. Vous les écoutez, vous ne pouvez pas croire que ce qu'elles disent a été écrit il y a presque cent ans. Tout est actuel. Tant Ibsen met de vérité à exprimer la vérité, tant il met de vie à exprimer la vie. Sans un mot de trop. C'est hallucinant. Chaque phrase est humble, élémentaire, mais chaque terme tombe de l'infini avec le son bref, sourd, d'une faux qui découperait l'éternité en tranches. C'est quelque chose d'unique, au théâtre. Et, cependant, comment ne pas « sentir » la présence, là, tout près, derrière, du vieil Ibsen en personne, qui écrit sa pièce en exagérant tout ce qui lui est resté en travers de la gorge, au long des années, tout ce qu'il a à se reprocher ?

Jean Bollery, qui a bien orienté les actrices et les acteurs, est lui-même un peu trop finet et plaintif dans le rôle de Borkman. Mais il commence à peine de jouer, il va redresser ça. Les costumes de José Quiroga, toujours noirs et toujours espagnols, quelle que soit la pièce, sont toujours justes et beaux. Un mystère !

MICHEL COURNOT.

* Théâtre de la Cité internationale universitaire. La Ressort. A 20 h 30 du mardi au samedi. Tél. : 45-89-38-69. Jusqu'au 18 février.

Revenez Vous CREIER
Haine des rats
SÉRIE

UN SPECTACLE DU THEATRE NATIONAL DE MARSEILLE - MOLIERE 88 DU MEILLEUR SPECTACLE DE LA DECENTRALISATION du 13 janvier au 15 février

MOLIERE/MARCEL MARECHAL L'ECOLE DES FEMMES

Une vague de bonheur d'une étrange finesse
MICHEL COURNOT LE MONDE

Un bijou
JEAN-FRANÇOIS JOSSELYN LE NOUVEAU OBSERVATEUR
Un travail gai, simple, tonifiant
PIERRE MARCABEU LE FIGARO

Une «Ecole des Femmes» qui va droit au cœur
BRIGITTE SALINO L'EVENEMENT DU JEUDI

48 99 18 88

6 JANVIER FR3, 22H50

UN SIÈCLE de CHANSONS

Par Claude Félouret

Histoire vivante, pittoresque, jalonnée de portraits étonnants et inédits. Un Siècle de Chansons retrace les diverses étapes, l'étonnant périple d'une musique populaire hantée par des figures légendaires.

264 pages - 129 F

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

مكتبة الأصل

هكذا من الأصل

Culture

ARTS

Photographie

Etats du territoire

A l'initiative de nouveaux éditeurs, trois expériences originales menées dans les régions incitent à redéfinir le statut du paysage contemporain.

Fixer des points de repère, définir l'espace, décrire les signes et les formes naturelles, tel est le but que poursuivent avec une grande diversité de style les nouveaux paysagistes. D'un œil noir, ils perpétuent les études sur la nature en vogue au dix-neuvième siècle. Et on doit à trois jeunes éditeurs de pouvoir apprécier le résultat de leurs travaux.

Alain Buttard est sans doute le plus ambitieux. Metteur en scène indépendant et directeur-fondateur du théâtre de Belfort (CAC), il est captivé depuis toujours par la photo. Son projet, étalé sur quatre ans, a pour titre générique « Les 101 communes de l'art ». Cette action, menée dans un souci patrimonial, n'a pas pour objet de promouvoir le département. Localisée sur le territoire de Belfort, elle répond à un souci géographique et non sociologique. Buttard, avec 21 millions de francs en poche, a donc engagé dix photographes issus du reportage. A raison de dix communes par opérateur, chacun dresse librement une cartographie du paysage selon les saisons. Le premier tome, bilingue, tiré à deux mille exemplaires (1) couvre l'été 1987. Malgré l'ingratitude du sujet, il séduit par ses qualités d'exigence et de rigueur.

De l'expérimentation formelle à la pure contemplation, la nature apparaît comme un miroir changeant, différent pour chacun. L'Anglais John Davies se livre à un relevé pittoresque des sites ruraux.

Coincé pour ses vues du bord de mer, le Belge Christian Meynen, sur les pas de La Secq et Louis Baltz, définit en sculpteur patient la variété des formes de la nature. Fastenackens, Caroly et Marc Demeyer exaltent des mystères cachés en suggérant, par un rendu ascétique ou romantique, l'énigme d'une invisible présence. A laisière du réel et de l'artifice, l'Allemande Werner Hannapel décrit les signes muets tracés dans l'ombre des clairières et des sous-bois. Tandis que le regard paisible de Mikael Levin serpente sur des routes et chemins qui mènent à l'aventure.

On retrouve ce paysagiste américain, né à New-York en 1954, dans un second volume, coédité avec les Etats-Unis et la Subde (2). Autour d'un grand lac ovale, sorte de paradis lacustre qu'il parcourt en barque l'été, Levin opère au seuil de l'illusion. Ses vues impressionnistes, agencées en diptyques, accostent aux rives de l'ontario. L'île suédoise d'Erichbergsson devient le cadre d'une épopée imaginaire. Pendant l'hiver, ce Robinson rêveur, à la fois pêcheur d'images et détective, berce sa nostalgie dans ce décor énigmatique dont il inventorie depuis quatre ans les nuances.

Une démarche semblable anime Thierry Girard dans sa double série *la Terre entre deux et le Milieu du fleuve* (3). Métaphore du voyage initiatique, sa traversée des Charentes tend d'abord à prendre la mesure du temps. Au fil de sa marche, Girard prolonge l'instant en durée. Entre table et marais, il recense en touriste distant les scores d'un paysage sans attrait.

Cette approche vêt un autre visage dans *la Ligne de partage* (4). Il chemine cette fois à travers la Haute-Marne et les

Voorges. Girard parcourt là un espace mental en ruine, fruit de l'imaginaire et de l'histoire. Extrait des figures mythiques d'un arbre foudroyé, il s'attelle à reconstruire la figure topologique de la frontière franco-allemande. Il avance, porté par l'euphorie de la marche et croise des gens, vacanciers ou ouvriers, dont il tire frontalement le portrait. Ces deux ouvrages sont les premiers d'une nouvelle maison d'édition, Admira, créée par le reporter Jean-Marc Zorzi, prix Niepsen 1986. Spécialisé dans les affiches et les cartes postales, il compte développer son entreprise par la publication d'albums à la reproduction soignée.

Ponctuant cette floraison de livres traitant du paysage, les éditions de La Différence publient le *Cahier de la mission photographique trans-Manche* (5), un témoignage des mutations causées par le fameux tunnel, où Michel Bator dialogue avec Bernard Flossa. Scansion du trajet pour arriver à bon port, la lecture introspective du paysage interrompt parfois des échos lointains de la Modification.

PATRICK ROEGERS.

(1) *Les Quatre Saisons du territoire*, éd. CAC, 139 pages, 250 F.

(2) Mikael Levin, *Silence, paysage*, trente-quatre photos, éditions Gracis.

(3) Thierry Girard, *la Terre entre deux, le Milieu du fleuve*, éditions Admira, 42 photos, 190 F.

(4) Thierry Girard, *la Ligne de partage*, textes Vincent Cordehand, Bernard Weber, 84 photos, 320 F. éditions Admira.

(5) *Trans-Manche*, Michel Bator, Paris-Londres-Paris. Mission photographique trans-Manche, Cahier 1, édité par le Centre régional de la photographie du Nord-Pas-de-Calais et les éditions de La Différence, 40 pages, 98 F.

MODE

Balenciaga en livre

Cristobal le magnifique

« Balenciaga seul est un grand couturier. Lui seul est capable de couper un tissu, de le monter, de le coudre de sa main. Les autres sont des dessinateurs... », a dit de lui Gabrielle Chanel. Cristobal Balenciaga : « Son nom semble taillé dans un très beau rocher sonore », annonce Jacqueline Demaree dans le superbe ouvrage qui vient de publier les éditions du Regard. Plus qu'un album, ce livre riche de quelques cent illustrations réunies par Marie-Alexandre Jouve, responsable des archives de la maison, libère ce que tant d'autres femmes ont tant aimé chez le « couturier des couturiers » : cet art de donner aux mannequins comme aux milliardaires des allures hiératiques.

La perfection jaillit naturellement des images signées Louise Dahl Wolfe, Henri Cartier-Bresson, Hoyningen-Huene, David Seidner, l'un des rares à oser la couleur. On retrouve les manteaux de soie, pareils à des oiseaux qui observent les robes d'enfants, les tailleurs, si sculptés qu'ils semblent se détacher parfois de la page, révélant tout ce

rien, un cou, une ceinture, une épaule.

Et puis la matière. La voile qui bouillonne, coule comme un sirop de velours, s'enroule, se drap, lumineuse, craquante, digne des Saintes de Zorbarra. C'est un ballon de faille, un choc de gaz noir dompté par une main invisible.

La réussite du livre tient à sa double vertu, que justifient sans doute l'amour et la connaissance : faire entrer le néophyte dans l'univers du plus secret des couturiers — au début des années 50, le bruit courait qu'il n'existait pas... — sans jamais rompre la magie. Pas de révélations, mais plutôt des confidences chuchotées. Une mannequin sobre comme une petite robe noire, juste effleurée par des surprises, des détails immenses, une broderie en soie de Lesage inspirée des mantes de Manilla, des folies rigoureuses telle cette toque en singe.

Cristobal Balenciaga (1895-1972), qui présenta sa première collection à Paris en 1937, s'imposait comme le maître de la coupe (les premiers tailleurs semi-ajustés, les mariniers, les premières robes-sacs, les premiers imperméables transparents) à force de simplicité posée jusqu'au dévouement. « Nous avons vu un collier de perles sans interruption. Balenciaga est un prophète pour la mode », écrit Carmel Snow, de *Harper's Bazaar* en 1953. C'est en 1968, au moment où la couture n'a d'autre alternative que la nostalgie ou la reconnaissance des changements (Yves Saint-Laurent lance son prêt-à-porter) que Cristobal Balenciaga choisit de se retirer, et ferme la maison de l'avenue George-V qui employait cinq cents personnes.

La mode l'enterre quatre ans avant sa mort : « Les femmes de Balenciaga, c'était des buildings en drap, des structures en soie. Une femme, ce n'est pas un cube, ce sont des courbes », confiait dans une longue interview accordée au *Journal Elle*, en 1967, Edmondeau. Kristin, prêtresse éphémère de l'élégance, « nonchalante... Vingt ans plus tard, le style éclate, rayonne, s'insolent, moderne. Ce livre, sur Balenciaga se réveille comme une bible de mode, rétablit une vérité au moment où cette mode semble envier sous l'amas des giffes, des marques et sous-marques, des récupérateurs de tendance, et cherche un sens, comme dans l'attente d'un nouveau souffle.

LAURENCE BENAIM

* Balenciaga. Editions du Regard, 350 F.

THEATRE OUVERT

LA NUIT
LES CHATS



JEAN-CLAUDE BRUYER
MAURICE BENDICH
SAULISSE VINCENT
JEAN-PAUL CHASSAGNE
JARDIN D'HIVER 42 62 58 49

MC93
BUBIGNY

PATACHOU
Chantal DELSAUX
Paul VECCHIALI

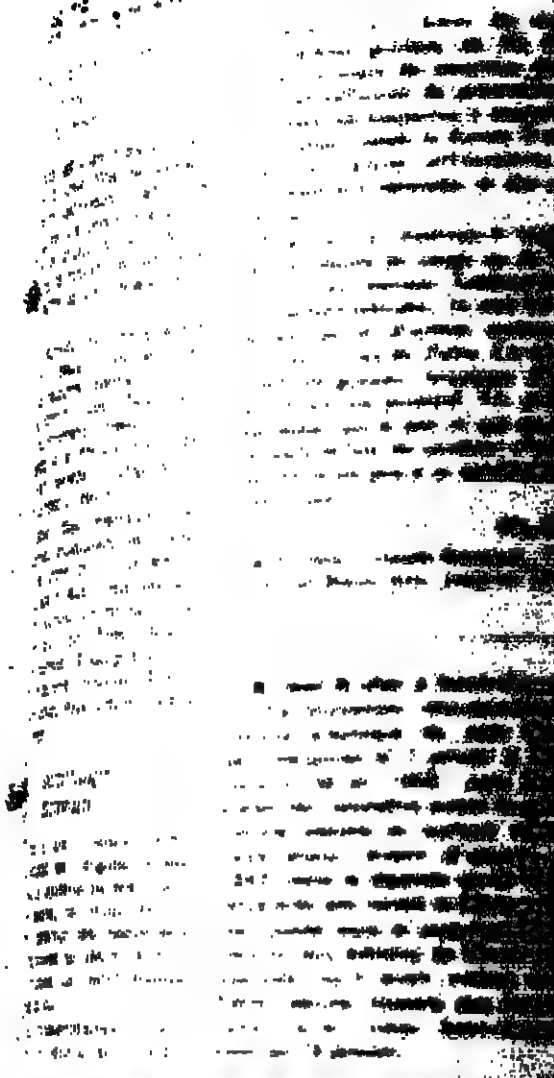
dans
Poussières
de
Paul VECCHIALI

17 JANV.
19 FEV. 4831145

Le Maghrabin dans le cinéma français. — A partir de samedi 7 janvier et jusqu'au 25 février, Institut du monde arabe (IMA) programme un cycle exceptionnel sur le thème du Maghrabin dans le cinéma français.

* IMA, 23 quai Saint-Bernard, 75005 Paris. Tél. (1) 46-34-25-25.

Le Louis Pons



ARTAGNAN
MOGADOR
CHRISTOPHE MAU
ETAT DE JEROME
DE JEAN LOU DAD



OC. 48.78

Vendredi 6 janvier

des d'artistes et jardins secrets de
timbrasse ». 11 heures, métro
deux (Commission d'Etat et d'ail-
Exposition, « Le Symbolisme » au
Palais ». 11 heures, dans le hall
de Bouche. « Le Symbolisme » au
scénario sible traits en Lou-
Deux, accueil groupe, entrée
Deux (M. Polyer).

appareil récepteur, au longueur d'ondes
aux couleurs identiques qu'il capte lors
au centre» (Mouvement du Grail en
France).

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 :
« Liberté, égalité, progrès, la philoso-
phie des Lumières et la Révolution fran-
çaise » (Monuments historiques).

11 bis, rue Képler, 17 h 30 : « La
mort et la dynamique de la vie ». Entrée
gratuite (Loge avec des théophores).

1985

LE PROCES D'ORESTE

Texte et mise en scène Farid Faya
musique Marc Lauras

Alpha Franc

45.86.55.83 et FNAC 22, RUE DU CHEVALERIE PARIS 11

ce l'on note ce rend-on plus, l'appréhension pour les romanes aventureuses
sur les amplitudes de l'indulgence anticonformistes, l'identification des éléments scien-
ce au maximum font de l'indulgence, ce dimensionnelle

Claude SAMUEL (Le Point
de situation, une gestuelle, un langage réalistes; harpques, paroles, mais aussi

[illegible]

Education

Les chimères de la décadence

(Suite de la première page.)

C'est une réponse sans détour à ces questions : l'état des connaissances de la population française n'a cessé de s'élever au fil des générations et le thème de la « baisse du niveau » est un fantasme aussi vieux que l'école elle-même.

« Une vieille idée de vieux », disent-ils, essentiellement destinée à exprimer le dépit des adultes face à la montée des jeunes. L'effort de scolarisation a été, en quelques décennies, absolument considérable. 60 % des jeunes quittaient l'école sans aucun diplôme à la fin du dix-neuvième siècle, 40 % avant la guerre, 20 % maintenant. 30 % des jeunes de dix-huit ans étaient scolarisés en 1962, plus de 60 % aujourd'hui.

La belle affaire, dira-t-on, si les diplômes se dévaluent à mesure que leur nombre augmente. Il n'en est rien, répondent nos auteurs, à la fois sur le plan économique et académique. Plus les diplômes sont élevés, meilleurs sont les emplois et les salaires. Et l'amélioration générale de la formation des jeunes à tous les niveaux a permis à l'économie de connaître des gains de productivité considérables. D'autre part, les connaissances des Français progressent régulièrement. La moyenne des notes obtenues par les conscrits aux tests de l'armée est passée de 10 à 13,5 de 1967 à 1982. Les élèves de terminale C font des problèmes de mathématiques qui auraient été donnés, il y a quelques années, à ceux de mathématiques supérieures, voire de Polytechnique.

Un « SMIC culturel »

Peut-on dire, pour autant, que l'école a résolu tous et que l'échec est une illusion ? Certes pas, répondent Baudelot et Establiet, mais les difficultés ne sont pas là où on les situe habituellement. L'enseignement français, expliquent-ils, a traditionnellement tendance à tirer le système vers le haut.

L'étalon standard, celui qui sert de référence sociale et qui est soumis à un contrôle méticuleux, national et international par le jeu des équivalences universitaires, est le baccalauréat. Les exigences mesurées par ce sacro-saint baromètre ont tendance à être de plus en plus élevées, comme le montre en particulier la surcharge permanente des programmes. D'où une amplification continue des performances globales mesurées par cet instrument, et cela même dans les séries relativement dévalorisées, comme celles de l'enseignement technologique, où se retrouvent des jeunes qui, il y a quelques années, n'auraient pas fait d'études secondaires.

En revanche, le plus grand flou règne aux étages inférieurs, surtout depuis que le certificat d'études a cessé de jouer son rôle d'étalon du savoir de base. D'où un étiement du niveau moyen, qui accentue l'hétérogénéité et l'instabilité de l'enseignement technique : alors que certaines spécialités conduisant à des secteurs de pointe jouent un rôle de promotion et de valorisation, d'autres apparaissent comme des impasses destinées aux jeunes en état d'échec scolaire. S'il y a un problème de niveau, il ne se pose pas

pour l'élite, qui a franchi le cap du bac et dont les aptitudes sont contrôlées avec soin, mais pour ceux qui n'y parviennent pas et qui ne disposent pas d'un point de repère leur permettant de s'évaluer.

C'est pourquoi Baudelot et Establiet reprennent à leur compte le slogan, lancé en son temps par le ministre René Haby, d'un « SMIC culturel » qui serait une sorte de vitrine de base que posséderait de droit tout élève ayant fréquenté l'école. Peut-être serait-il temps, estiment nos auteurs, de ne plus s'occuper seulement du sort des élites bardées de diplômes qui sont autant de voies d'accès aux places et aux honneurs, mais du « bagage minimum que doit posséder la sortie de l'école le plus mauvais élève du plus mauvais collège ».

Pour cela, peut-être faudrait-il commencer par évacuer de notre vocabulaire — et de notre tête — le mot même de « niveau », qui, comme le montre une petite étude sémantique sur l'usage de ce terme depuis son apparition au dix-septième siècle, a toujours été associé à une idée de déchéance ou d'exclusion. « La moyenne de nos étudiants français est archimédienne et fait baisser tout le niveau de nos études », écrivait Amiel en 1866. Et Flaubert, six ans plus tard : « Tout le rêve de la démocratie est d'élever le prolétaire au niveau de bêtise des bourgeois. » Qu'il baisse ou qu'il monte, le niveau est toujours sujet de désespoir.

FREDERIC GAUSSEN.

« Le niveau monte. Réflexion d'une vieille idée concernant la prétendue décadence de nos écoles, du Christian Baudelot et Roger Establiet. Le Seuil, 1988 p. 83 F. Parallèlement à la sortie de ce livre, le Monde de l'éducation publie un dossier sur ce sujet, comprenant notamment une enquête dans des lycées, des collèges et des écoles primaires (n° 156, janvier 1989, 17 F.).

PARIS

Les huit statues de la Concorde vont être rendues au public

Les huit statues des villes de France autour de la place de la Concorde, à Paris, seront bientôt déshabillées : les housses, échafaudages et palissades qui les dissimulent aux regards depuis le début de leur restauration en septembre 1987 seront complètement retirés pour la soirée du mardi 24 janvier. Ce jour-là, le maire de Paris les rendra au public en célébrant le bicentenaire de la signature par Louis XVI du règlement pour la convocation des Etats généraux.

Chacune des huit statues représente une ville : Bordeaux, Brest, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Rouen et Strasbourg. Sur cette place qui s'appelait auparavant place Louis-XV, puis place de la Révolution, elles ont été disposées au temps de la monarchie de juillet, à partir de 1833, pour symboliser l'unité de la nation française autour de sa capitale. La restauration des statues et des socles a été rendue nécessaire avant la dégradation totale et l'émiettement de la pierre.



Les « designers » exposent

Des sachets de thé, une station spatiale, un rein artificiel transportable, des étagères en verre, une guitare basse et son ampli, des valises, une carabine de petit calibre, un scooter sous-marin, un étal de poisson... On trouve un tel bric à brac ? A la porte de Versailles où sont exposés jusqu'au dimanche 8 janvier les travaux de la promotion 1988 de l'Ecole supérieure de design industriel (ESDI).

Des jurys professionnels ont jugé sur pièces les projets personnels menés, pendant ces six derniers mois, par les élèves de quatrième année de cette école privée spécialisée dans le design industriel. Les diplômés ont été décevants, mais les visiteurs peuvent découvrir ce week-end les créations très éclectiques de ces jeunes designers. Qu'il s'agisse d'un produit (de l'automobile urbaine à la salle d'équitation) ou de graphisme (logos et images de marque pour une piscine municipale, Air Inter ou un pays en voie de développement), le design est de plus en plus intégré par les industriels français. Chaque promotion de l'ESDI (une cinquantaine de diplômés sur cent vingt admis en première année) est entièrement placée dans les mois qui suivent la fin des études.

Créée en 1981, l'ESDI est avec les Ateliers ENSCI (école publique) l'une des deux écoles spécialisées dans ce domaine. Le gonflement rapide de ses effectifs (environ quatre cents élèves actuellement) est symptomatique, selon son directeur Jean-René Talopp, du développement, tardif mais rapide, des besoins actuels en designers dans l'industrie, y compris dans les PME.

J.-J. B.
Exposition jusqu'au dimanche 8 janvier, de 10 heures à 18 heures, à l'Hotel-Appo Holiday Inn, porte de Versailles, 69, boulevard Victor, 75015 Paris. Informations : ESDI 14/20/23, rue du Bourg-Tibourg, 75004 Paris. Tél. : (1) 48-87-55-43.

Informations « services »

PHILATÉLIE

L'« époque bleue » d'Yves Klein

La Poste mettra en vente générale, le lundi 23 janvier, un timbre à 5 F de la série artistique signée Yves Klein et intitulée *Anthropométrie de l'époque bleue*.

Yves Klein (1928-1962) se singularisa par la création d'œuvres monochromes pour finir par travailler essentiellement dans le bleu. Le timbre illustre sa période « anthropométrique », qui l'a conduit à reproduire des corps nus féminins enduits de peinture bleue.

Le timbre au format horizontal 52 x 40,85 mm, mis en page par Jean-Paul Véro-Lemarié, est imprimé en héliogravure.

★ Vente anticipée le samedi 21 janvier à Paris, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugrand.



15° : de 8 heures à 12 heures, à Paris-Louvre RP, 52, rue du Louvre, 1° et à Paris-Séguin, 5, avenue de Saxe, 7°.

Robrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 24, rue Chancet, 75009 Paris. Tél. : 42-47-99-08.

En filigrane

● **Sélection philatélique.** — Sur près de 10 000 timbres émis en 1988 à travers le monde, nombre d'entre eux furent consacrés aux Jeux olympiques de Séoul, au biennal de l'Australie ou à Noël et à la nouvelle année.

La Lloyd's de Londres, pour sa part, fêta son tricentenaire.



Terminons sur une note gaie avec Laurel et Hardy honorés par la Gambia en novembre, en compagnie de Charlot, Cary Grant, les Marx Brothers et autres vedettes du spectacle.

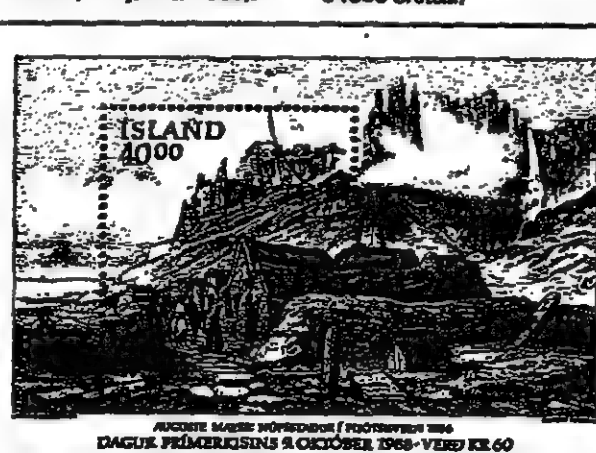
● **Expo-bourses.** — Le stade de la Beaujoire à Nantes accueille, le samedi 14 janvier, un bureau de poste temporaire à



après avoir fêté le 250° anniversaire de la « Lloyd List » en 1984... avec de nombreux timbres rappelant des catastrophes naturelles ou des disparitions de navires. Tous les pays du Commonwealth ont souscrit, philatéliquement, à cet anniversaire.

Au rang des réussites, noter : le timbre de 20 pesetas émis en Espagne, la Vierge de l'Espagne de Malaga ; le timbre d'Israël à 0,80 shekel émis en novembre rappelant le « nuit de cristal » en 1938 en Allemagne. L'Islande organise un concours du plus beau timbre de l'année : le bloc émis en octobre (illustration d'Auguste Mayer) est bien placé.

Cin d'œil à l'actualité avec des timbres commémorant la collaboration armée franco-soviétique (URSS, émis le 26 novembre) ou le rallye Paris-Dakar (Tchécoslovaquie, 4 valeurs, le 2 janvier 1989).

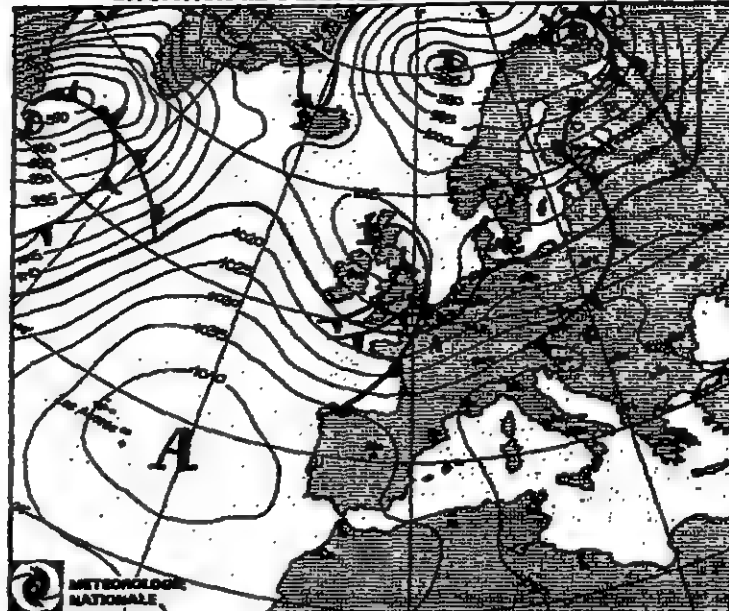


l'occasion du National de pétanque (Souvenirs philatéliques : Louis Thobie, Amicale des municipalités nantaises, Hôtel de ville, boulevard de Stalingrad, 44 000 Nantes).

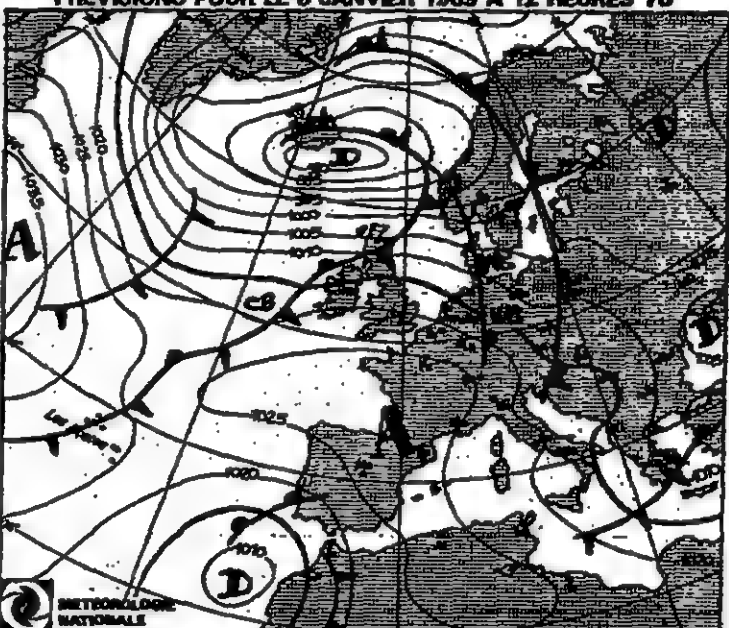
La quatrième Bourse de collectionneur cristallin (cartes postales, timbres et monnaies) se déroulera le dimanche 15 janvier, de 9 heures à 18 heures, au centre commercial Cristal-Solai, niveau bas, porte 13, métro Cristal-Préfecture. (Renseignements : Le collectionneur cristallin, 1, rue François-Maurice, 94000 Créteil.)

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 6 janvier à 0 heure et le dimanche 8 janvier 1989 à 24 heures.

Un champ de pressions élevées s'installe à l'ouest sur la France à partir de samedi. Le flux zonal océanique se renforce ainsi sur le nord de l'Europe, effaçant localement le nord de la France avec une activité pluvieuse limitée.

Samedi : cocktail de nuages et d'éclairs.

Le matin, la France se réveille sous un ciel très nuageux. Quelques brouillards locaux se forment au lever du jour sur l'Ouest et le Centre, tandis que de petites averse de neige se produisent sur les Alpes et les Pyrénées au-dessus de 1 500 à 1 500 mètres d'altitude. En cours de journée, le soleil fait de belles apparitions sur les régions de la moitié sud, plus particulièrement près de la Méditerranée où un léger vent d'ouest souffle de la Bretagne et des Pays de Loire au Centre, à la Franche-Comté, la Lorraine et l'Alsace, les éclaircies restent timides. De la Normandie et du Nord à l'Île-de-France et à la Champagne, on pourra bénéficier temporairement de quelques rayons de soleil mais le ciel se couvrira à nouveau en cours d'après-midi, occasionnant de petites brumes passagères. Le vent sera faible à modéré de secteur ouest à nord-ouest.

Dimanche : grisaille au nord, éclaircies ailleurs.

Sur les côtes de Manche, la Normandie, la Champagne, la Lorraine et l'Alsace, le temps restera couvert avec de petites brumes intermittentes. De la Bretagne et de la Normandie à l'Île-de-France, les nuages seront prédominants. Ils s'accompagneront de quelques chutes de neige le matin et le soir, surtout tout de suite après le lever du soleil. Sur les autres régions, nuages et soleil se disputeront le ciel après dissipation des brouillards matinaux. Le soleil l'emportera largement de l'après-midi aux Alpes du Sud et à la Corse. Le vent, faible à modéré, soufflera de secteur ouest sur la moitié nord du pays, nord sur la moitié sud.



TEMPS PREVU LE 7-01-88 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs notées relevées entre le 5-1-1989 à 8 heures TU et le 6-1-1989 à 8 heures TU

FRANCE	TOURS	LOIS ANGLAIS
ALGER 12 2 D	TOULOUSE 10 4 F	LUXEMBOURG 17 9 A
MARSEILLE 12 8 P	POitiers 10 19 A	MADRID 10 8 B
BORDAUX 11 8 P	PARIS 10 19 A	MARRASCH 13 3 D
BOULOGNE 11 8 P	ALGER 13 7 D	MEXICO 25 6 B
CAR 9 9 P	AMSTERDAM 7 5 F	MILAN 6 -4 B
RENNES 11 8 P	ATLANTA 12 4 D	MONTREAL 17 24 D
CLERMONT-FERR 9 4 P	BARCELONE 11 2 D	MOSCOW 1 1 P
LYON 12 4 P	BELGRADE 3 -7 B	HANOI 24 24 C
GENÈVE 11 8 P	BERLIN 6 1 D	NEW-YORK -1 -11 B
LILLE 6 5 P	BUCAREST 7 6 D	OSLO 3 -4 B
LA ROCHE 6 4 P	BUDAPESTE 13 7 C	PALM-BEACH 24 24 D
ALGER 11 8 P	COPENHAGUE 5 -1 B	PÉCIN 0 -2 B
MARSEILLE 11 8 P	DANMARK 28 19 D	ROULEVERNO 28 24 C
NANCY 5 4 P	DELHI 14 14 P	ROME 9 1 N
NANTES 11 8 P	HAÏPHONG 13 13 P	SINGAPORE 31 24 C
PARIS 11 8 P	GENÈVE 6 1 D	STOCKHOLM 4 -1 C
PARIS-MONT 10 7 P	HONGKONG 17 16 F	STONY 28 21 F
PAU 13 4 P	ISLANDE 8 3 D	TOKYO 10 3 D
PERDRE 11 8 P	ISRAËL 11 11 P	TUNIS 12 7 N
RENNES 11 8 P	ISRAËL 11 11 P	TURIN 2 1 B
STRASBOURG 8 4 P	LONDRES 9 9 D	VIENNE -1 3 B
		VERONE -2 -4 P

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 6 janvier 1989 :

DES ARRÊTÉS

● De 15 décembre 1988 innervant, en application de l'article L. 552 du code de la santé publique, la publicité pour un objet, un appareil ou une méthode présentée comme bénéfique pour la santé lorsqu'il n'est pas établi que ledit objet, appareil ou méthode, possède les propriétés annoncées.

DES AVIS

● Concernant l'application du troisième alinéa de l'article 1° de la loi n° 55-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usage, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarchage et de publicité.

● Le week-end d'un chineur. — Vendôme, dimanche 8 janvier, 10 h 30 : armes, tableaux, poupées.

● Relatif à l'indice du coût de la construction pour le troisième trimestre 1988 qui s'établit à 919 (base 100 au quatrième trimestre 1953)

LEOTO

FRANCE	TOURS	LOIS ANGLAIS
ALGER 12 2 D	TOULOUSE 10 4 F	LUXEMBOURG 17 9 A
MARSEILLE 12 8 P	POitiers 10 19 A	MADRID 10 8 B
BORDAUX 11 8 P	PARIS 10 19 A	MARRASCH 13 3 D
BOULOGNE 11 8 P	ALGER 13 7 D	MEXICO 25 6 B
CAR 9 9 P	AMSTERDAM 7 5 F	MILAN 6 -4 B
RENNES 11 8 P	ATLANTA 12 4 D	MONTREAL 17 24 D
CLERMONT-FERR 9 4 P	BARCELONE 11 2 D	MOSCOW 1 1 P
LYON 12 4 P	BELGRADE 3 -7 B	HANOI 24 24 C
GENÈVE 11 8 P	BERLIN 6 1 D	NEW-YORK -1 -11 B
LILLE 6 5 P	BUCAREST 7 6 D	OSLO 3 -4 B
LA ROCHE 6 4 P	BUDAPESTE 13 7 C	PALM-BEACH 24 24 D
ALGER 11 8 P	COPENHAGUE 5 -1 B	PÉCIN 0 -2 B
MARSEILLE 11 8 P	DANMARK 28 19 D	ROULEVERNO 28 24 C
NANCY 5 4 P	DELHI 14 14 P	ROME 9 1 N
NANTES 11 8 P	HAÏPHONG 13 13 P	SINGAPORE 31 24 C
PARIS 11 8 P	GENÈVE 6 1 D	STOCKHOLM 4 -1 C
PARIS-MONT 10 7 P	HONGKONG 17 16 F	STONY 28 21 F
PAU 13 4 P	ISLANDE 8 3 D	TOKYO 10 3 D
PERDRE 11 8 P	ISRAËL 11 11 P	TUNIS 12 7 N
STRASBOURG 8 4 P	LONDRES 9 9 D	VIENNE -1 3 B
		VERONE -2 -4 P

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SOMMAIRE

■ Maîtriser l'évolution du crédit devient une opération de plus en plus hasardeuse depuis que l'encadrement quantitatif a disparu (lire ci-dessous). ■ Dans la controverse portant sur l'achat par Pechiney d'Am-

érican Can, le ministre des finances évoque à demi-mot un éventuel complot politique (lire page 28). ■ Le revenu des agriculteurs aurait baissé de 3,8 % en 1988 indique la FNSEA

qui réclame à nouveau la tenue d'une conférence agricole (lire page 24). ■ M. Jean-Pierre Soisson souhaite que les partenaires sociaux s'expriment clairement sur le droit de licenciement (lire page 24).

La progression des crédits à la consommation L'indomptable monnaie

Les crédits à la consommation accordés aux particuliers, autrement appelés crédits de trésorerie, ont progressé de 22 % en 1988, après une avance de 39 % en 1987. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, vient de l'affirmer (le Monde du 6 janvier), comme l'avait fait le 6 décembre M. de Larosière, gouverneur de la Banque de France.

Cette croissance rapide risque, si elle se poursuit, de relancer l'inflation, et surtout de développer les importations de produits de consommation, contribuant ainsi au déséquilibre de la balance commerciale française.

Mais pas plus le ministre que le gouverneur ne sont décidés, dans l'immédiat, à prendre des mesures restrictives. Comme l'a fait remarquer, au début des années 80, le renouveau, éventuellement, au second semestre. Ils se contenteront d'annoncer les établissements de crédit en leur demandant fermement de ralentir leur distribution et d'éviter toute publicité trop agressive, notamment auprès des jeunes en danger de surendettement.

Sans doute avancent-ils que la situation n'est pas suffisamment grave pour justifier de telles mesures. Mais la vraie raison est plutôt qu'aujourd'hui, si le ministre et le gouverneur ne peuvent agir de manière sélective, c'est-à-dire en freinant uniquement les crédits à la consommation, sans influer sur la distribution des autres crédits, ceux à l'immobilier et aux entreprises. Nous n'en sommes plus au bon vieux temps.

A cette époque, c'est-à-dire de 1971 à la fin 1986, le crédit était « encadré » quantitativement, c'est-à-dire que les établissements distributeurs se voyaient allouer chaque année des quotas de progression en fonction de la nature de leur clientèle, les autorités monétaires et le gouvernement statuant souverainement sur le montant des quotas et la nature de leurs bénéficiaires. Ainsi, en décembre 1983, les crédits ordinaires accordés aux entreprises étaient prévus en diminution avec des exceptions pour les crédits à l'exportation, qui augmentaient de 12 %, pour les crédits au logement qui augmentaient de 5 %, tandis que le crédit à la consommation ne devait pas augmenter du tout.

Depuis le début de 1987, l'encadrement quantitatif a disparu, on ne fait plus à un régime global non plus de la masse des crédits, mais de la masse monétaire, c'est-à-dire des liquidités de l'économie. Ce régime s'effectue au moyen de deux instruments. Le premier est une variation des taux d'intérêt à court terme, toutes les élévations ayant pour objet de décourager une demande de crédit jugée excessive et inflationniste (surenchère), et toute diminution prenant le caractère d'une relance en cas de stagnation de l'économie. Le second est une action

indirecte sur le volume de la distribution de crédits en modifiant le pourcentage des réserves obligatoires que constituent les banques auprès de l'institut d'émission. Elles doivent bloquer sans intérêt dans ses livres un pourcentage des prêts qu'elles consentent, ce qui réduit d'autant le bénéfice qu'elles réalisent sur ces prêts. En augmentant ce pourcentage, la Banque de France diminue les profits des établissements de crédit et donc freine leur activité.

Reprendre les marchés perdus

L'essai de cette méthode, qualifiée de libérale, et inspirée des exemples étrangers, est qu'en étant globale, elle ne permet désormais aucune sélectivité, faisant « pleuvoir » sur les bons et les mauvais, sans distinction entre les crédits aux entreprises, à l'exportation, au logement et à la consommation. En outre, pour brouiller encore le jeu, au temps de l'encadrement, les crédits à la consommation étaient distribués par des établissements spécialisés (CELELEM, SOFINCO, CREG...), dont on pouvait régler l'activité par des mesures spécifiques. Aujourd'hui, c'est l'ensemble des banques, commerciales et mutualistes, le plus en flèche dans ce genre de crédits, qui est concerné : libérées de leur blocage

quantitatif, elles se sont ruées sur le marché des particuliers, abandonnant par elles depuis 1985, pour reprendre les marchés perdus.

Ainsi, à l'heure actuelle, si le gouvernement et la Banque de France veulent freiner le crédit à la consommation, les mesures qu'ils prendraient toucheraient également et obligatoirement le crédit aux entreprises, ce qui, pour l'instant, n'est pas du tout une priorité, puisqu'il s'agit de favoriser l'expansion et l'investissement industriel.

Pour l'instant, avons-nous dit, car de bons esprits peuvent se demander si l'économie française ne s'est pas doucement engagée dans une inflation de crédit à défaut d'inflation de coûts. Certes, selon la Banque de France, la progression, au rythme annuel de 11,8 % (et de 17 % pour les banques) du crédit interne total qui englobe l'endettement des agents économiques, entreprises et ménages, plus l'état, est compatible avec celle de sa principale contrepartie, la masse monétaire M3. Cette dernière comprend non seulement les liquidités et les placements à vue de la masse M2, mais aussi les placements à terme, et augmente de 7,3 % l'an en ce moment, rythme jugé raisonnable.

Mais, avance par exemple M. Bérégovoy, directeur de la gestion privée, on peut se demander s'il ne faut pas ajouter aux liquidités et

Au Forum de « l'Expansion »

M. Bérégovoy annonce la baisse de la fiscalité de l'épargne en 1990

« Mais si nous n'obtenons pas satisfaction sur l'augmentation de la fiscalité de l'épargne, nous ne remettrons pas en cause la libération des mouvements de capitaux », a déclaré, jeudi 5 janvier au Forum de l'Expansion, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Quelle que soit donc l'issue des discussions entre les Doyens sur l'harmonisation fiscale, la liberté totale des mouvements de capitaux, « décidée en juin dernier », entrera en application le 1^{er} juillet 1990. « Si l'on ne parvient pas à accorder (sur la fiscalité de l'épargne), l'ajout de la délocalisation de l'épargne », En clair, pour la première fois, M. Bérégovoy indique qu'il réduira de toute façon la fiscalité sur l'épargne dans la loi de finances pour 1990. Il estime les pertes de recettes fiscales à se situer « entre 15 et 20 milliards de francs ».

Interrogé sur le franc, le ministre d'Etat a répondu qu'il n'est pas question de dévaluer notre monnaie. « Ce serait de que par une réévaluation d'une autre devise du système monétaire européen ». Plus précisé-

ment, M. Bérégovoy a affirmé que, « si le deutchmark devait être réévalué, le franc le serait également ».

Confirquant que le rapprochement entre la BNP et l'UAP était en projet, le ministre a expliqué que, en tout état de cause, une telle opération nécessiterait au préalable une loi. Il s'agissait, semblait-il, de revoir un texte législatif de 1973 qui limite le niveau de participation des sociétés d'assurances dans le capital d'autres entreprises.

Le CNPF et les services publics

A propos de la bataille autour de la Société générale, le ministre d'Etat a proposé ses services aux protagonistes, MM. Péberceau, le patron de Marcove Investissements, et Véniot, le président de la banque. « S'ils estiment que le jeu leur joue un rôle (en vue de parvenir à un compromis), je suis prêt à les recevoir ensemble », a indiqué le titulaire de la Rue de Rivoli.

Enfin, à propos, de l'épargne, M. Bérégovoy a confirmé qu'il

n'envisageait pas de « banaliser le livre A », mais qu'il avait engagé une réflexion plus large. Le plan d'épargne-retraite (PER) n'ayant pas « donné les résultats escomptés », le ministre a demandé « à [son] administration d'imaginer des produits d'épargne plus attractifs ». Il a évoqué un projet encore très vague d'« épargne salariale différée ».

Pour sa part, M. Ernest-Antoine Solère, vice-président du CNPF, a déclaré : « Le premier devoir de l'Etat dans les années qui viennent est de se concentrer sur l'amélioration des services publics (...). Si d'aventure on n'utilise pas les prochaines années pour attaquer et régler ce problème, le risque existe de voir, dans l'Europe de demain, de nombreux délocalisations d'entreprises françaises ou des appels à la substitution ».

En outre, le représentant du patronat a estimé que « le suffrage universel a mis en place une majorité politique favorable à une économie mixte dans un sursaut (...). Il ne faut pas que se développe une tendance de l'Etat à faire ce que le privé fait ».

REPÈRES

Inflation

Accélération dans la CEE

Le taux d'inflation dans la Communauté européenne pour l'ensemble de l'année 1988 devrait atteindre 4,2 %, estime Eurostat, l'Office statistique de la CEE. En 1987, la hausse avait été de 2,7 %. Cette estimation se base sur les résultats des onze premiers mois de 1988. Le dernier chiffre connu, celui de novembre, fait apparaître une hausse de 0,4 %, la plus forte progression enregistrée dans la CEE depuis trente et un mois. Le mauvais chiffre de novembre entraîne une inflation de 4,1 % sur un an (novembre 1987 à novembre 1988) et « confirme la reprise de l'inflation que l'on constate depuis l'été 1988 », commente Eurostat.

La hausse de novembre est due à des accroissements sensibles au Royaume-Uni (0,8 %), au Danemark et en Grèce (0,7 %), en Italie (0,8 %) et au Portugal (1,5 %). Par contre, on enregistre pour novembre des taux d'inflation plutôt faibles pour les autres pays de la Communauté : 0,3 % au Luxembourg, 0,2 % en RFA, 0,1 % en Belgique. En Irlande, l'indice trimestriel a progressé de

0,6 %, soit une moyenne mensuelle de 0,2 %.

Acier européen

L'Italie repousse la décision

concernant Bagnoli

Le gouvernement italien a décidé jeudi 5 janvier de repousser au mois de juillet prochain toute décision sur la fermeture, même partielle, du complexe sidérurgique géant de Bagnoli, près de Naples. Il donne ainsi satisfaction au millier d'ouvriers qui manifestaient violemment dans le centre de Naples, mais contrevenait aux décisions arrêtées le 21 décembre par Bruxelles. Examinant ce jour-là le plan de « la dernière chance » pour sauver le géant italien de l'acier, l'industrie, les ministres de l'Industrie avaient donné leur feu vert à l'injection de 4,9 milliards d'ECU (quelque 34 milliards de francs) pour débloquer le groupe à condition que 20 000 emplois sur 70 000 soient supprimés et que les capacités de production soient réduites de 1,18 million de tonnes (sur 12,5 millions de tonnes). Bagnoli était particulièrement

concerné par cette opération chirurgicale : les emplois devaient tomber de 8 000 à 3 600. Pour atténuer les effets de ce plan, le gouvernement italien a néanmoins arrêté une série de mesures afin de créer 11 800 emplois nouveaux dans des secteurs à technologie avancée, dont 4 900 à Naples. Finsler a été mis en liquidation judiciaire, avec 7 milliards de dollars (42 milliards de francs) de dettes, au début de l'année.

Droit anti-dumping

La CEE sanctionne l'armateur sud-coréen Hyundai

La CEE a imposé, le 4 janvier, de sévères droits anti-dumping à l'encontre de la première compagnie sud-coréenne, Hyundai, accusée de « casser » les prix sur la ligne qui relie les pays européens à l'Australie.

C'est la première fois que la Communauté européenne sanctionne un transporteur maritime, mettant ainsi en application une législation spécifique dont elle s'est dotée fin 1988. Les douze capitales de la CEE ont approuvé officiellement l'imposi-

tion de ces droits compensateurs sur tous les navires que Hyundai Merchant Marine chargera sur ses navires porte-conteneurs au départ de la CEE à destination de l'Australie.

La CEE reproche à Hyundai, aidée par le gouvernement de Séoul, de pratiquer des prix artificiellement bas, inférieurs de 26 % en moyenne à ceux affichés par les consortiums et les conférences d'amateurs européens. Ces derniers ont été obligés de s'aligner sur les tarifs de l'armateur sud-coréen et de sacrifier leur marge bénéficiaire, sur une ligne, de surcroît, en perte de vitesse commerciale.

Parmi les armateurs européens concernés figure le groupe public français Compagnie générale maritime (CGM).

Réserves monétaires

Près de 100 milliards de dollars au Japon

Les réserves en devises ont atteint un nouveau montant record en 1988 pour frôler les 100 milliards de dollars (800 milliards de francs), a annoncé, jeudi 5 janvier, le ministre des finances. Leur dernière

D'étranges remous agitent le capital du numéro un mondial du luxe

Le titre LVMH à plus de 4500 F

La bataille pour le contrôle du groupe Louis Vuitton - Moët-Hennessy n'est pas terminée. M. Bernard Arnault, couturier des coups spectaculaires et inattendus. Cela n'aurait en effet pas été la première fois que le jeune financier aurait « ramassé » par surprise, pour conforter sa position dans le groupe, dont il détient le tiers du capital avec le britannique Guinness. Sans doute le PDG de Dior a participé à ce mouvement et a rallié pour son propre compte une partie des actions dont il a ainsi contribué à faire monter le cours. Mais il n'est pas certain que ce soit lui qui a provoqué cette nouvelle bataille boursière. Il a cependant su la mettre à profit pour faire un coup de théâtre bien dans sa manière en rendant public l'accord entre lui et l'actionnariat traditionnel de Moët-Hennessy. Ce pacte, manifestement signé l'été dernier, prévoit un droit de préemption réciproque sur les titres détenus d'une part par les sociétés du groupe Arnault et d'autre part par les familles actionnaires qui possèdent encore 37 % du capital du groupe.

Ces deux informations sont arrivées en baisse de réseau d'une journée riche en rebondissements et en rumeurs qui avait débuté par l'annonce d'importants mouvements sur le titre LVMH à la Bourse de Paris. Au milieu de l'après-midi, en effet, la cotation des actions avait même été suspendue. Et à la clôture, le titre valait 4141 F, soit 20 % de plus que la veille.

Étrange coïncidence entre ces informations où se mêlent une lutte pour le contrôle du groupe et une spéculation sur des résultats financiers dont certains n'ignoraient pas qu'ils seraient excellents. La bataille pour le pouvoir et le délit d'initié pourraient alors s'être rencontrés.

Les mouvements sur le titre LVMH ont commencé le 22 décembre dernier, où il cotait 3200 F. Depuis cette date 342 000 titres ont changé de mains représentant environ 3 % du capital. Jeudi 5 janvier, 237 457 actions ont été échangées (pour une valeur de 954 millions de francs) et 270 000 le vendredi 6 janvier, vers 13 h 30, le titre gagnant 9,3 % sur la veille.

Certains y ont d'abord vu la main de M. Bernard Arnault, couturier des coups spectaculaires et inattendus. Cela n'aurait en effet pas été la première fois que le jeune financier aurait « ramassé » par surprise, pour conforter sa position dans le groupe, dont il détient le tiers du capital avec le britannique Guinness. Sans doute le PDG de Dior a participé à ce mouvement et a rallié pour son propre compte une partie des actions dont il a ainsi contribué à faire monter le cours. Mais il n'est pas certain que ce soit lui qui a provoqué cette nouvelle bataille boursière. Il a cependant su la mettre à profit pour faire un coup de théâtre bien dans sa manière en rendant public l'accord entre lui et l'actionnariat traditionnel de Moët-Hennessy. Ce pacte, manifestement signé l'été dernier, prévoit un droit de préemption réciproque sur les titres détenus d'une part par les sociétés du groupe Arnault et d'autre part par les familles actionnaires qui possèdent encore 37 % du capital du groupe.

Tardivement publiée, cette information démontre que M. Bernard Arnault s'était donné un moyen supplémentaire pour contrôler ce groupe. Par ailleurs, elle sonne comme une mise en garde à l'accon- de quiconque n'aurait pas respecté ce pacte. Notamment dans le cas où il s'agirait que les récents mouvements sur le titre ont été possibles grâce aux ventes d'un représentant de l'actionariat familial. Mais pour quel autre acheteur ?

F. Ch.

Confirmant ses bonnes performances commerciales

Automobiles Peugeot fait un retour remarqué en Iran

Le groupe privé Peugeot marque avec éclat la renaissance des relations économiques entre la France et l'Iran, et son retour dans ce pays. Sa filiale Automobiles Peugeot vient en effet de signer avec Iran Khodro, société automobile nationalisée, un double accord de coopération industrielle, qui pourrait atteindre 8 à 10 milliards de francs sur dix ans.

Le premier volet de l'accord porte sur la fourniture, jusqu'en 1994, d'environ 60 000 ensembles mécaniques, d'origine Peugeot 504, destinés à la Paykan, voiture produite depuis 1966 par Iran Khodro. Automobiles Peugeot prend ainsi le relais de sa filiale britannique qui avait cessé ses livraisons, et donc sa production de composants à destination de l'Iran, en raison d'une pénurie de devises dans ce pays due à son conflit avec l'Irak.

Le second volet porte sur l'expédition de « kits » de Peugeot 405 qui seront assemblés par Iran Khodro. Le démarrage de la

production est prévue au printemps 1989. Le volume devrait atteindre 500 000 véhicules sur dix ans (6 000 en 1989) et le taux d'intégration locale, de l'ordre de 11 % au début, pourrait, en fonction des capacités industrielles iraniennes, dépasser 80 %.

En annonçant cet accord le 5 janvier, M. Jean Bollot, président d'Automobiles Peugeot, a confirmé les bonnes performances commerciales de la société. Son chiffre d'affaires a cru de 22 % à 87 milliards de francs et sa pénétration européenne de 14,5 % avec plus d'un million de véhicules immatriculés en Europe (France comprise), pour atteindre 8,2 %, sur un marché en progression de 4,5 % par rapport à 1987.

M. Jacques Calvet, président du directoire de Peugeot SA, a profité de l'occasion pour s'exprimer pour la première fois publiquement sur les décisions du gouvernement français à l'égard de Renault, annoncées le 30 décembre dernier. Le patron du groupe privé s'est dit « étonné » par l'absence d'explications tant du côté des pouvoirs publics français que des autorités de Bruxelles. Il a dénoncé l'allègement des 12 milliards de francs de dettes pratiqué par l'Etat à l'égard de la Régie, estimant qu'il faussait la concurrence, ce qui montait à un déséquilibre au regard du redressement des comptes de Renault, et qu'enfin - et surtout - il ne s'accompagnait d'aucun des engagements, pris par le précédent gouvernement, pour faire accepter le règlement du dossier Renault auprès de la Commission européenne. Ces engagements comprenaient : d'une part le changement de statut de Renault de régie en société anonyme, « premier pas vers la privatisation », aux dires même de Jacques Calvet, garantissant que Renault serait bien désormais une entreprise concurrentielle comme les autres ; d'autre part, l'assurance de l'Etat français de ne plus aider financièrement Renault, les 12 milliards d'allègement de dettes étant réalisés pour « soldes de tout compte ». Jacques Calvet attend donc de connaître la position de Bruxelles, où il se rendra sous quinze jours, pour rencontrer les nouveaux commissaires mis en place début janvier pour exprimer un jugement plus définitif, considérant que la décision française ne marque pour l'heure que le début d'un processus.

C. B.

هكذا من الأصل

Le Monde CADRES

SOCIÉTÉ DE MARKETING DIRECT
recherche
son (sa) responsable
RÉSEAU MICRO
Connaissance de la programmation d'BASE III +
et première expérience indispensable.
Ecrire sous n° 8082
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt
27, R. de la Ferrière
F-4ème arrt, 38 m²,
trav. en pl., chaudière, P.
1.100.000 F. 43-45-98-07.

2^e arrdt
RUE SAINT-ANNE
Pav. vend. dans trav. 17,
pav. de 3, 3^e ét., 105 m²,
3.400.000 F. 43-45-93-33.

6^e arrdt
PR. JARDIN LUXEMBOURG
M^{re} PORT-ROYAL
Bon inv., calm., chif. centr.,
ind., 2^e ét., 200 m²,
119 k, 11-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541-2542-2543-2544-2545-2546-2547-2548-2549-2550-2551-2552-2553-25

Économie

ÉTRANGER

Rencontre avec M. Terasawa,
responsable de l'Agence multilatérale de garantie

Couvrir les risques politiques pour relancer l'investissement dans le tiers-monde

Encourager les investissements dans le tiers-monde en couvrant les risques non commerciaux, autrement dit politiques : ce très vieux défi est en passe d'être relevé. Officiellement lancée au printemps 1988 par la Banque mondiale (BIRD) pour valider les réticences des investisseurs qui ont déserté les pays en développement, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) prend ses marques sous la direction d'un Japonais, le premier à accéder au rang de vice-président exécutif du groupe, M. Toshio Terasawa.

De vieux réflexes nationalistes se mêlent, dans le cas de l'Amérique latine à l'absence de juridiction internationale reconnue en matière de litiges. Plus soudeuse demeure une autre crainte. Celle de voir l'AMGI, forte de sa représentativité internationale, déterminer des risques-pays, et par là même une échelle de notation sur laquelle, petit à petit, les agences nationales d'assurances se baseraient, enlevant aux pays en développement la possibilité de jouer sur différentes approches.

M. Terasawa reste pourtant confiant. Il entend conjuguer les vertus de la « patience asiatique » à ses talents de « vendeur agressif » pour amener les réticents à rejoindre les quarante-six pays, développés ou non, membres de l'AMGI et faire du « nouveau-né » du groupe de la Banque mondiale une organisation de poids dès cette année. Affinés durant de longues années de négociations discrètes, les arguments qu'il reprend ne manquent pas de force. L'investissement direct n'a jamais été en recul, et la dette, il peut, au contraire, participer à la modernisation d'une économie, voire aux transferts de technologie. En assurant toutes les formes de placements en capital, l'Agence espère, en outre, renforcer de nouveaux instruments comme les conversions de dettes en actifs et participer au mouvement général de privatisation d'entreprises publiques.

ter contre l'attrait des placements aux États-Unis, contraints de financer leurs déficits extérieurs, est un tout autre problème. L'AMGI peut aider les gouvernements des pays en développement à négocier des conditions « loyales » avec les investisseurs et promouvoir à ces derniers moins de corruption et plus de « discipline » de la part des pays où ils s'implantent. Assurer une véritable reprise des placements productifs dans les États étiés comme « surendettés » (latino-américains) ou en perte de vitesse (africains) ne s'annonce pourtant pas de tout repos.

M. Terasawa juge « de bon augure » les premières demandes qui affluent à Washington où l'Agence est installée. Il sait toutefois qu'il lui faudra prendre son bâton de pèlerin et multiplier les séminaires d'explication comme il l'a déjà fait par deux fois au Japon, et s'apprête à le faire à Paris, en février, pour que le dernier-né de la Banque mondiale prenne vraiment son essor. Et obtienne, en faisant ses preuves, une augmentation de capital « d'ici deux à trois ans ».

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Organisation de coopération et de développement économique.
(2) 1 DTS = 8,15 francs.

De passage à Paris, M. Terasawa reconnaît volontiers, dans un sourire où perce une pointe de fierté, qu'il s'agit pour lui d'une « nouvelle aventure », symbole de la puissance croissante de l'empire du Soleil-Levant. Courtier chez Nomura, il a créé la première tête de pont japonaise à Wall Street avant de revenir à Tokyo comme vice-président de la puissante société de courtage, Resté « Terry » pour ses anciens collègues new-yorkais, il n'a pas hésité à abandonner une position enviable et « lucrative » pour se lancer dans l'inconnu des arcanes internationales et du monde de l'assurance.

Le terme de « découverte » n'est pas trop fort. A la tête d'une petite équipe de trente-trois personnes dont le recrutement est pratiquement terminé, M. Terasawa devra répondre à quatre types de risques, qui ont, jusqu'à présent, fait reculer les agences nationales d'assurances à l'exportation comme la COFACE française, Hermès en Allemagne ou l'ECGD en Grande-Bretagne : risque de limites autoritaires aux transferts des bénéfices ou des capitaux ; risque de nationalisation ou d'expropriation ; risque de rupture abusive de contrat ; risque de guerre ou de révolution. Une couverture aussi large qu'ambitieuse, dont l'OCDE (1) révéla déjà, au début des années 60.

Réticences et nationalisme

Il aura fallu prendre la mesure du désinvestissement qui menace l'avenir de nombre de pays endettés pour que des décennies de tergiversations aboutissent à la création de l'AMGI et à l'élargissement de son rôle. Assureur d'un type nouveau, l'Agence fournira également informations et conseils aux investisseurs potentiels comme aux gouvernements des nations en développement.

Ce double rôle « ne sera pas à sens unique », affirme M. Terasawa. « Des Brésiliens par exemple pourront tout aussi bien bénéficier de nos contrats et de nos services s'ils cherchent à investir à l'étranger. » Après avoir rassuré les agences nationales d'assurances qui craignent de voir l'AMGI devenir un concurrent plus qu'un complément, le vice-président parviendra-t-il à calmer les appréhensions de nombre de pays du tiers-monde ? « Des réticences persistent », reconnaît-il. Les « grands » comme le Brésil, le Mexique ou l'Inde « sont encore restés à l'écart ».

Profession de foi libérale

La profession de foi libérale de M. Terasawa devrait séduire certains gouvernements de pays industriels, États-Unis en tête. « Je crois plus au développement du secteur privé qu'aux aides gouvernementales », affirme-t-il tranquillement, avant de souligner que l'AMGI sera elle-même « gérée comme une entreprise privée ». Dotée d'un capital initial de 1 milliard de dollars de tirage spécial (2), l'Agence jouira d'une réelle autonomie même si ses statuts, très conservateurs, lui interdisent de s'engager au-delà de 150 % du capital souscrit plus les réserves constituées. « Jusqu'à 25 millions de dollars, les contrats seront conclus sans l'approbation préalable du conseil d'administration », composé des représentants des pays membres.

Une liberté de manœuvre dont bénéficie la Société financière internationale (SFI), une autre filiale de la Banque mondiale spécialisée dans la promotion du secteur privé dans le tiers-monde, et dont M. Terasawa se sent « plus proche » que de la maison mère : « Lorsqu'on travaille avec des entreprises, il faut leur apporter des réponses rapides, ce que ne parviennent pas à faire de vastes organisations multilatérales. » Décidé à « voir grand », titre d'un ouvrage publié au Japon sur son expérience passée au Japon et ses espoirs à l'AMGI, M. Terasawa ne sous-estime pas les difficultés qui l'attendent.

Rappelant que, entre 1980 et 1985, le rendement annuel des investissements directs américains dans les pays en développement a atteint 17 % contre 11,7 % dans les autres pays développés est une chose. L'at-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-HONORÉ MATIGNON

Le Conseil d'Administration a décidé de réunir les actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire pour le mardi 10 janvier 1989 à 10 heures au siège social, 47 rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS. An cas vrassemblable où le quorum sur première convocation ne serait pas atteint, cette Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire se tiendrait sur deuxième convocation le mardi 17 janvier 1989 à 16 heures avec le même ordre du jour et à la même adresse. Les résolutions de la partie ordinaire porteront sur des autorisations de rachat par la société de ses propres actions et d'émission d'emprunts obligataires à concurrence d'un montant global d'un milliard de francs. Pour la partie extraordinaire, l'Assemblée est appelée à statuer sur l'émission de certificats d'investissement, de valeurs mobilières pouvant donner droit à des tirages au sort en représentation d'actions. Seront également proposées une autorisation d'augmentation du capital et des modifications statutaires concernant les franchises de seuils et le paiement du dividende en actions. Les documents préparatoires relatifs à cette assemblée peuvent être consultés au siège social. Leur envoi par courrier ainsi que celui des formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance peuvent être également demandés au siège social. M.B.C.

La « guerre des hormones » CEE-Etats-Unis

Les Douze à la recherche du compromis

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La décision de la CEE sur les mesures à prendre pour riposter aux représailles commerciales que les États-Unis appliquent depuis le 1^{er} janvier, dans le cadre de la « guerre des hormones », intervient au mieux le 23 janvier. Les représentants permanents à Bruxelles des gouvernements membres (COREPER) ont en effet transmis, jeudi 5 janvier, le dossier au conseil des ministres des affaires étrangères de la Communauté, qui se tiendra dans deux semaines.

« Nous devons montrer notre fermeté mais sans précipitation », confiait, non sans une pointe d'humour, un responsable européen à l'issue des travaux des ambassadeurs des Douze. Il est vrai qu'à cette occasion la CEE a réaffirmé sa détermination de ne pas modifier la législation interdisant la commercialisation, donc également les importations de viande de bœuf traitée aux hormones.

Afin de protester contre le préjudice subi par les exportateurs américains de produits hormonaux, Washington a mis à exécution la menace brandie il y a un mois. Le 19 décembre, les chefs de la diplomatie européenne prenaient la décision de principe d'adopter des contre-mesures si les États-Unis appliquaient leurs sanctions.

Jeudi, la Commission européenne a présenté une liste des deux produits (bois et fruits secs) devant faire l'objet de représailles comparables à celles engagées par les Améri-

cains : droits de douane de 100 % de la valeur des marchandises pour un volume d'importation de l'ordre de 100 millions de dollars. L'exécutif de la CEE se limitait toutefois à recommander que l'entrée en vigueur s'effectue « le plus tôt possible », sans indication de date.

Des discussions du COREPER ont confirmé le flottement des instances communautaires et des capitales européennes. Nombre d'Etats membres - Allemagne fédérale, Pays-Bas, Royaume-Uni, Danemark, Italie - ont mis en avant la nécessité de ne pas convenir la querelle, de façon à éviter tout risque d'escalade. De son côté, la Commission a fait valoir les « délais de route » pour que la viande hormonaire expédiée avant la fin de l'année par les Américains soit admise dans le Marché commun jusqu'à la fin janvier.

La nécessité d'attendre

Rien de plus normal en effet, d'autant qu'il s'agit de quelques centaines de tonnes. Un détail, certes - tout comme l'importance du commerce concerné (200 millions de dollars au total pour les échanges commerciaux globaux de 150 milliards de dollars) - mais qui est révélateur de l'état d'esprit des Douze. La Communauté a déjà fait un signe non négligeable à l'adresse des États-Unis en les autorisant à exporter leurs aliments pour animaux domestiques à base de viande hormonaire.

Là non plus on ne peut pas véritablement parler de concessions, mais

les Douze expriment, chaque fois qu'ils le peuvent, leur recherche du compromis à tout prix. Ainsi, l'idée selon laquelle il faut attendre que le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) se prononce sur la plainte de Bruxelles à propos des représailles américaines avant de prendre des mesures de rétorsion chemine allégrement.

Indépendamment de la lenteur des procédures de l'Organisation de Genève (un délai de plusieurs semaines voire de plusieurs mois, est nécessaire avant d'aboutir à une conclusion), il ne peut être exclu que les discussions, au GATT, abordent d'une manière ou d'une autre la législation européenne interdisant l'utilisation des hormones dans le secteur de l'élevage.

M. Frans Andriessen, ancien commissaire à l'Agriculture, aujourd'hui chargé des relations extérieures, affirme qu'il n'est pas question d'accepter la création d'un comité scientifique destiné à apprécier l'opportunité de la réglementation des Douze. Les Américains ne sont pas les seuls à demander, dans ce combat, par l'industrie vétérinaire des États membres, singulièrement celles de la France et de la RFA, les plus importantes de la CEE.

Les tergiversations des Douze surprennent les milieux communautaires, surtout après que la CEE a proclamé haut et fort qu'il y avait une riposte aux sanctions américaines. A telle enseigne que le sentiment général qui prévaut dans les milieux communautaires est que les ministres des affaires étrangères décideraient... d'attendre.

MARCEL SCOTTO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNE SOLUTION POUR RÉALISER CHACUN DE VOS OBJECTIFS DE PLACEMENT :

Rémunérer vos disponibilités :

Investir en actions françaises :

Placer dans des valeurs de patrimoine :

Préparer votre retraite :

Mieux vivre votre retraite :

COMPTAVALOR
COMPTEPAR

LIVRET BOURSE
INVESTISSEMENTS

HORIZON

COMPTETRAITE

REVENUS
TRIMESTRIELS

SICAV monétaire
FCP court terme
(sensibles)

SICAV CEA
(actions françaises)

SICAV diversifiée

SICAV PER

SICAV à distribution
trimestrielle

SICAV et FCP du groupe Caisse des dépôts et consignations

VOUS POUVEZ SOUSCRIRE

AUX GUICHETS DU TRÉSOR PUBLIC

(Trésoreries générales, Recettes des Finances, Trésoreries principales, Recettes-perceptions, Perceptions)

ET AUSSI, A PARIS, A LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

هكذا من الأصل

BOURSE DU 6 JANVIER

Règlement mensuel																	
VALEURS		Cours précéd.	Prévoir cours	Dernier cours	% + -	VALEURS		Cours précéd.	Prévoir cours	Dernier cours	% + -	VALEURS		Cours précéd.	Prévoir cours	Dernier cours	% + -
3684	C.I.E. 35 *	1050	2620	2625	- 0.41	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1188	R.A.P. T.P.	1042	1080	1080	+ 0.77	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	C.C.F. T.P.	1182	1185	1185	+ 0.26	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36	1485	1485	+ 0.00	1520	1520	1520	1520	+ 0.00
1458	Cal. Lym. T.P.	1098	1098	1098	...	1290	1380	1385	+ 0.36								

Comptant

(selection)

VALEURS

% du p.p.

% du coupon

Cours prix.

Dernier cours

VALEURS

Cours prix.

Dernier cours

VALEURS

Cours prix.

Dernier cours

VALEURS

Cours prix.

Dernier cours

Obligations

Emp. 0.80 % 77

0.80 % 78/04

0.80 % 79/04

0.80 % 80/04

0.80 % 81/04

0.80 % 82/04

0.80 % 83/04

0.80 % 84/04

0.80 % 85/04

0.80 % 86/04

0.80 % 87/04

0.80 % 88/04

0.80 % 89/04

0.80 % 90/04

0.80 % 91/04

0.80 % 92/04

0.80 % 93/04

0.80 % 94/04

0.80 % 95/04

0.80 % 96/04

0.80 % 97/04

0.80 % 98/04

0.80 % 99/04

0.80 % 00/04

0.80 % 01/04

0.80 % 02/04

0.80 % 03/04

0.80 % 04/04

0.80 % 05/04

0.80 % 06/04

0.80 % 07/04

0.80 % 08/04

0.80 % 09/04

0.80 % 10/04

0.80 % 11/04

0.80 % 12/04

0.80 % 13/04

0.80 % 14/04

0.80 % 15/04

0.80 % 16/04

0.80 % 17/04

0.80 % 18/04

0.80 % 19/04

0.80 % 20/04

0.80 % 21/04

0.80 % 22/04

0.80 % 23/04

0.80 % 24/04

0.80 % 25/04

0.80 % 26/04

0.80 % 27/04

0.80 % 28/04

0.80 % 29/04

0.80 % 30/04

0.80 % 31/04

0.80 % 32/04

0.80 % 33/04

0.80 % 34/04

0.80 % 35/04

0.80 % 36/04

0.80 % 37/04

0.80 % 38/04

0.80 % 39/04

0.80 % 40/04

0.80 % 41/04

0.80 % 42/04

0.80 % 43/04

0.80 % 44/04

0.80 % 45/04

0.80 % 46/04

0.80 % 47/04

0.80 % 48/04

0.80 % 49/04

0.80 % 50/04

0.80 % 51/04

0.80 % 52/04

0.80 % 53/04

0.80 % 54/04

0.80 % 55/04

0.80 % 56/04

0.80 % 57/04

0.80 % 58/04

0.80 % 59/04

0.80 % 60/04

0.80 % 61/04

0.80 % 62/04

0.80 % 63/04

0.80 % 64/04

0.80 % 65/04

0.80 % 66/04

0.80 % 67/04

0.80 % 68/04

0.80 % 69/04

0.80 % 70/04

0.80 % 71/04

0.80 % 72/04

0.80 % 73/04

0.80 % 74/04

0.80 % 75/04

0.80 % 76/04

0.80 % 77/04

0.80 % 78/04

0.80 % 79/04

0.80 % 80/04

0.80 % 81/04

0.80 % 82/04

0.80 % 83/04

0.80 % 84/04

0.80 % 85/04

0.80 % 86/04

0.80 % 87/04

0.80 % 88/04

0.80 % 89/04

0.80 % 90/04

0.80 % 91/04

0.80 % 92/04

0.80 % 93/04

0.80 % 94/04

0.80 % 95/04

0.80 % 96/04

0.80 % 97/04

0.80 % 98/04

0.80 % 99/04

0.80 % 00/04

0.80 % 01/04

0.80 % 02/04

0.80 % 03/04

0.80 % 04/04

0.80 % 05/04

0.80 % 06/04

0.80 % 07/04

0.80 % 08/04

0.80 % 09/04

0.80 % 10/04

0.80 % 11/04

0.80 % 12/04

0.80 % 13/04

0.80 % 14/04

0.80 % 15/04

0.80 % 16/04

0.80 % 17/04

0.80 % 18/04

0.80 % 19/04

0.80 % 20/04

0.80 % 21/04

0.80 % 22/04

0.80 % 23/04

0.80 % 24/04

0.80 % 25/04

0.80 % 26/04

0.80 % 27/04

0.80 % 28/04

0.80 % 29/04

0.80 % 30/04

0.80 % 31/04

0.80 % 32/04

0.80 % 33/04

0.80 % 34/04

0.80 % 35/04

0.80 % 36/04

0.80 % 37/04

0.80 % 38/04

0.80 % 39/04

0.80 % 40/04

0.80 % 41/04

0.80 % 42/04

0.80 % 43/04

0.80 % 44/04

0.80 % 45/04

0.80 % 46/04

0.80 % 47/04

0.80 % 48/04

0.80 % 49/04

0.80 % 50/04

0.80 % 51/04

0.80 % 52/04

0.80 % 53/04

0.80 % 54/04

0.80 % 55/04

0.80 % 56/04

0.80 % 57/04

0.80 % 58/04

0.80 % 59/04

0.80 % 60/04

0.80 % 61/04

0.80 % 62/04

0.80 % 63/04

0.80 % 64/04

0.80 % 65/04

0.80 % 66/04

0.80 % 67/04

0.80 % 68/04

0.80 % 69/04

0.80 % 70/04

0.80 % 71/04

0.80 % 72/04

0.80 % 73/04

0.80 % 74/04

0.80 % 75/04

0.80 % 76/04

0.80 % 77/04

0.80 % 78/04

0.80 % 79/04

0.80 % 80/04

0.80 % 81/04

0.80 % 82/04

0.80 % 83/04

0.80 % 84/04

0.80 % 85/04

0.80 % 86/04

0.80 % 87/04

0.80 % 88/04

0.80 % 89/04

0.80 % 90/04

0.80 % 91/04

0.80 % 92/04

0.80 % 93/04

0.80 % 94/04

0.80 % 95/04

0.80 % 96/04

0.80 % 97/04

0.80 % 98/04

0.80 % 99/04

0.80 % 00/04

0.80 % 01/04

0.80 % 02/04

0.80 % 03/04

0.80 % 04/04

0.80 % 05/04

0.80 % 06/04

0.80 % 07/04

0.80 % 08/04

0.80 % 09/04

0.80 % 10/04

0.80 % 11/04

0.80 % 12/04

0.80 % 13/04

0.80 % 14/04

0.80 % 15/04

0.80 % 16/04

0.80 % 17/04

0.80 % 18/04

0.80 % 19/04

0.80 % 20/04

0.80 % 21/04

0.80 % 22/04

0.80 % 23/04

0.80 % 24/04

0.80 % 25/04

0.80 % 26/04

0.80 % 27/04

0.80 % 28/04

0.80 % 29/04

0.80 % 30/04

0.80 % 31/04

0.80 % 32/04

0.80 % 33/04

0.80 % 34/04

0.80 % 35/04

0.80 % 36/04

0.80 % 37/04

0.80 % 38/04

0.80 % 39/04

0.80 % 40/04

0.80 % 41/04

0.80 % 42/04

0.80 % 43/04

0.80 % 44/04

0.80 % 45/04

0.80 % 46/04

0.80 % 47/04

0.80 % 48/04

0.80 % 49/04

0.80 % 50/04

0.80 % 51/04

0.80 % 52/04

0.80 % 53/04

0.80 % 54/04

0.80 % 55/04

0.80 % 56/04

0.80 % 57/04

0.80 % 58/04

0.80 % 59/04

0.80 % 60/04

0.80 % 61/04

0.80 % 62/04

0.80 % 63/04

0.80 % 64/04

0.80 % 65/04

0.80 % 66/04

0.80 % 67/04

0.80 % 68/04

0.80 % 69/04

0.80 % 70/04

0.80 % 71/04

0.80 % 72/04

0.80 % 73/04

0.80 % 74/04

0.80 % 75/04

0.80 % 76/04

0.80 % 77/04

0.80 % 78/04

0.80 % 79/04

0.80 % 80/04

0.80 % 81/04

0.80 % 82/04

0.80 % 83/04

0.80 % 84/04

0.80 % 85/04

0.80 % 86/04

0.80 % 87/04

0.80 % 88/04

0.80 % 89/04

0.80 % 90/04

0.80 % 91/04

0.80 % 92/04

0.80 % 93/04

0.80 % 94/04

0.80 % 95/04

0.80 % 96/04

0.80 % 97/04

0.80 % 98/04

0.80 % 99/04

0.80 % 00/04

0.80 % 01/04

0.80 % 02/04

0.80 % 03/04

0.80 % 04/04

0.80 % 05/04

0.80 % 06/04

0.80 % 07/04

0.80 % 08/04

0.80 % 09/04

0.80 % 10/04

0.80 % 11/04

0.80 % 12/04

0.80 % 13/04

0.80 % 14/04

0.80 % 15/04

0.80 % 16/04

0.80 % 17/04

0.80 % 18/04

0.80 % 19/04

0.80 % 20/04

0.80 % 21/04

0.80 % 22/04

0.80 % 23/04

0.80 % 24/04

0.80 % 25/04

0.80 % 26/04

0.80 % 27/04

0.80 % 28/04

0.80 % 29/04

0.80 % 30/04

0.80 % 31/04

0.80 % 32/04

0.80 % 33/04

0.80 % 34/04

0.80 % 35/04

0.80 % 36/04

0.80 % 37/04

0.80 % 38/04

0.80 % 39/04

0.80 % 40/04

0.80 % 41/04

0.80 % 42/04

0.80 % 43/04

0.80 % 44/04

0.80 % 45/04

0.80 % 46/04

0.80 % 47/04

0.80 % 48/04

0.80 % 49/04

0.80 % 50/04

0.80 % 51/04

0.80 % 52/04

0.80 % 53/04

0.80 % 54/04

0.80 % 55/04

0.80 % 56/04

0.80 % 57/04

0.80 % 58/04

0.80 % 59/04

0.80 % 60/04

0.80 % 61/04

0.80 % 62/04

0.80 % 63/04

0.80 % 64/04

0.80 % 65/04

0.80 % 66/04

0.80 % 67/04

0.80 % 68/04

0.80 % 69/04

0.80 % 70/04

0.80 % 71/04

0.80 % 72/04

0.80 % 73/04

0.80 % 74/04

0.80 % 75/04

0.80 % 76/04

0.80 % 77/04

0.80 % 78/04

0.80 % 79/04

0.80 % 80/04

0.80 % 81/04

0.80 % 82/04

0.80 % 83/04

0.80 % 84/04

0.80 % 85/04

0.80 % 86/04

0.80 % 87/04

0.80 % 88/04

0.80 % 89/04

0.80 % 90/04

0.80 % 91/04

0.80 % 92/04

0.80 % 93/04

0.80 % 94/04

0.80 % 95/04

0.80 % 96/04

0.80 % 97/04

0.80 % 98/04

0.80 % 99/04

0.80 % 00/04

0.80 % 01/04

0.80 % 02/04

0.80 % 03/04

0.80 % 04/04

0.80 % 05/04

0.80 % 06/04

0.80 % 07/04

0.80 % 08/04

0.80 % 09/04

0.80 % 10/04

0.80 % 11/04

0.80 % 12/04

0.80 % 13/04

0.80 % 14/04

0.80 % 15/04

0.80 % 16/04

0.80 % 17/04

0.80 % 18/04

0.80 % 19/04

0.80 % 20/04

0.80 % 21/04

0.80 % 22/04

0.80 % 23/04

0.80 % 24/04

0.80 % 25/04

0.80 % 26/04

0.80 % 27/04

0.80 % 28/04

0.80 % 29/04

0.80 % 30/04

0.80 % 31/04

0.80 % 32/04

0.80 % 33/04

0.80 % 34/04

0.80 % 35/04

0.80 % 36/04

0.80 % 37/04

0.80 % 38/04

0.80 % 39/04

0.80 % 40/04

0.80 % 41/04

0.80 % 42/04

0.80 % 43/04

0.80 % 44/04

0.80 % 45/04

0.80 % 46/04

0.80 % 47/04

0.80 % 48/04

0.80 % 49/04

0.80 % 50/04

0.80 % 51/04

0.80 % 52/04

0.80 % 53/04

0.80 % 54/04

0.80 % 55/04

0.80 % 56/04

0.80 % 57/04

0.80 % 58/04

0.80 % 59/04

0.80 % 60/04

0.80 % 61/04

0.80 % 62/04

0.80 % 63/04

0.80 % 64/04

0.80 % 65/04

0.80 % 66/04

0.80 % 67/04

0.80 % 68/04

0.80 % 69/04

0.80 % 70/04

0.80 % 71/04

0.80 % 72/04

0.80 % 73/04

0.80 % 74/04

0.80 % 75/04

0.80 % 76/04

0.80 % 77/04

0.80 % 78/04

0.80 % 79/04

0.80 % 80/04

0.80 % 81/04

0.80 % 82/04

0.80 % 83/04

0.80 % 84/04

0.80 % 85/04

0.80 % 86/04

0.80 % 87/04

0.80 % 88/04

0.80 % 89/04

0.80 % 90/04

0.80 % 91/04

0.80 % 92/04

0.80 % 93/04

0.80 % 94/04

0.80 % 95/04

0.80 % 96/04

0.80 % 97/04

0.80 % 98/04

0.80 % 99/04

0.80 % 00/04

0.80 % 01/04

0.80 % 02/04

0.80 % 03/04

0.80 % 04/04

0.80 % 05/04

0.80 % 06/04

0.80 % 07/04

0.80 % 08/04

0.80 % 09/04

0.80 % 10/04

0.80 % 11/04

0.80 % 12/04

0.80 % 13/04

0.80 % 14/04

0.80 % 15/04

0.80 % 16/04

0.80 % 17/04

0.80 % 18/04

0.80 % 19/04

0.80 % 20/04

0.80 % 21/04

0.80 % 22/04

0.80 % 23/04

0.80 % 24/04

0.80 % 25/04

0.80 % 26/04

0.80 % 27/04

0.80 % 28/04

0.80 % 29/04

0.80 % 30/04

0.80 % 31/04

0.80 % 32/04

0.80 % 33/04

0.80 % 34/04

0.80 % 35/04

0.80 % 36/04

0.80 % 37/04

0.80 % 38/04

0.80 % 39/04

0.80 % 40/04

0.80 % 41/04

0.80 % 42/04

0.80 % 43/04

0.80 % 44/04

0.80 % 45/04

0.80 % 46/04

0.80 % 47/04

0.80 % 48/04

0.80 % 49/04

0.80 % 50/04

0.80 % 51/04

0.80 % 52/04

0.80 % 53/04

0.80 % 54/04

0.80 % 55/04

0.80 % 56/04

0.80 % 57/04

0.80 % 58/04

0.80 % 59/04

0.80 % 60/04

0.80 % 61/04

0.80 % 62/04

0.80 % 63/04

0.80 % 64/04

0.80 % 65/04

0.80 % 66/04

0.80 % 67/04

0.80 % 68/04

0.80 % 69/04

0.80 % 70/04

0.80 % 71/04

0.80 % 72/04

0.80 % 73/04

0.80 % 74/04

0.80 % 75/04

0.80 % 76/04

0.80 % 77/04

0.80 % 78/04

0.80 % 79/04

0.80 % 80/04

0.80 % 81/04

0.80 % 82/04

0.80 % 83/04

0.80 % 84/04

0.80 % 85/04

0.80 % 86/04

0.80 % 87/04

0.80 % 88/04

0.80 % 89/04

0.80 % 90/04

0.80 % 91/04

0.80 % 92/04

0.80 % 93/04

0.80 % 94/04

0.80 % 95/04

0.80 % 96/04

0.80 % 97/04

0.80 % 98/04

0.80 % 99/04

0.80 % 00/04

0.80 % 01/04

0.80 % 02/04

0.80 % 03/04

0.80 % 04/04

0.80 % 05/04

0.80 % 06/04

0.80 % 07/04

0.80 % 08/04

0.80 % 09/04

0.80 % 10/04

0.80 % 11/04

0.80 % 12/04

0.80 % 13/04

0.80 % 14/04

0.80 % 15/04

0.80 % 16/04

0.80 % 17/04

0.80 % 18/04

0.80 % 19/04

0.80 % 20/04

0.80 % 21/04

0.80 % 22/04

0.80 % 23/04

0.80 % 24/04

0.80 % 25/04

0.80 % 26/04

0.80 % 27/04

0.80 % 28/04

0.80 % 29/04

0.80 % 30/04

0.80 % 31/04

0.80 % 32/04

0.80 % 33/04

0.80 % 34/04

0.80 % 35/04

0.80 % 36/04

0.80 % 37/04

0.80 % 38/04

0.80 % 39/04

0.80 % 40/04

0.80 % 41/04

0.80 % 42/04

0.80 % 43/04

0.80 % 44/04

0.80 % 45/04

0.80 % 46/04

0.80 % 47/04

0.80 % 48/04

0.80 % 49/04

0.80 % 50/04

0.80 % 51/04

0.80 % 52/04

0.80 % 53/04

0.80 % 54/04

0.80 % 55/04

0.80 % 56/04

0.80 % 57/04

0.80 % 58/04

0.80 % 59/04

0.80 % 60/04

0.80 % 61/04

0.80 % 62/04

0.80 % 63/04

0.80 % 64/04

0.80 % 65/04

0.80 % 66/04

0.80 % 67/04

0.80 % 68/04

0.80 % 69/04

0.80 % 70/04

0.80 % 71/04

0.80 % 72/04

0.80 % 73/04

0.80 % 74/04

0.80 % 75/04

0.80 % 76/04

0.80 % 77/04

0.80 % 78/04

0.80 % 79/04

0.80 % 80/04

0.80 % 81/04

0.80 % 82/04

0.80 % 83/04

0.80 % 84/04

0.80 % 85/04

0.80 % 86/04

0.80 % 87/04

0.80 % 88/04

0.80 % 89/04

0.80 % 90/04

0.80 % 91/04

0.80 % 92/04

0.80 % 93/04

0.80 % 94/04

0.80 % 95/04

0.80 % 96/04

0.80 % 97/04

0.80 % 98/04

0.80 % 99/04

0.80 % 00/04

0.80 % 01/04

0.80 % 02/04

0.80 % 03/04

0.80 % 04/04

0.80 % 05/04

0.80 % 06/04

0.80 % 07/04

0.80 % 08/04

0.80 % 09/04

0.80 % 10/04

0.80 % 11/04

0.80 % 12/04

0.80 % 13/04

0.80 % 14/04

0.80 % 15/04

0.80 % 16/04

0.80 % 17/04

0.80 % 18/04

0.80 % 19/04

0.80 % 20/04

0.80 % 21/04

0.80 % 22/04

0.80 % 23/04

0.80 % 24/04

0.80 % 25/04

0.80 % 26/04

0.80 % 27/04

0.80 % 28/04

0.80 % 29/04

0.80 % 30/04

0.80 % 31/04

0.80 % 32/04

0.80 % 33/04

0.80 % 34/04

0.80 % 35/04

0.80 % 36/04

0.80 % 37/04

0.80 % 38/04

0.80 % 39/04

0.80 % 40/04

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 6/1	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 6/1
			Achat	Vente			
Canada (C\$ 1)	6 108	5 182	5 820	6 320	Or fin (au gramme)	80 160	80 890
Etats-Unis (F\$ 1)	7 104	7 104	...	...	Or fin (au gramme)	80 160	80 890
ECU	341 390	341 390	...	...	Prix d'achat (2014)	465	468
Allemagne (100 DM)	212 277	19 280	15 700	16 700	Prix français (1014)	389	...
Belgique (100 F)	302 450	302 430	282 800	312 500	Prix suisse (220 F)	484	482
France (100 F)	82 440	82 430	84 500	81 900	Prix suisse (220 F)	482	484
Grèce (100 Dr)	390 870	390 870	84 500	81 900	Suisse (100 F)	84 500	81 900
Italie (100 Lira)	11 016	11 012	10 860	11 360	Suisse (100 F)	2705	2720
Grande-Bretagne (£ 1)	4 102	4 114	3 400	4 200	Prix de 10 dollars	1397 50	1387 60
Indes (100 Rupees)	4 684	4 683	4 300	4 900	Prix de 5 dollars	775	...
Israël (100 N.£)	402 240	400 180	385	410	Prix de 50 pesos	3005	3025
Italie (100 Lira)	99 140	99 480	...	...	Prix de 10 francs	480	488
Autriche (100 sch.)	45 840	45 850	...	...	Or Londres	...	...
Espagne (100 pes.)	16 480	16 480	...	...	Or Hongkong	...	...
Portugal (100 esc)	4 149	4 152	3 700	4 400	Or Zurich	...	...
Canada (C\$ 100)	5 128	5 180	4 830	5 330	Argent Londres	...	...
Japan (100 yen)	4 874	4 981	4 710	4 930			

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

